

● correspondance de presse internationale

# inprecor

mai 2008 - n° 538

inprecor

Prix : 5,50 € / 8,00 CHF



## Numéro spécial 1968-2008

- *Nouveau Parti Anticapitaliste* ● *Mai 68 en France* ● *Vietnam* ● *Allemagne* ● *Pologne* ● *Féminisme*
- *Printemps et hiver de Prague* ● *Mexique* ●

## 1968-2008

<i>Une brèche s'est ouverte, à nous de l'élargir</i>	Jan Malewski	3
<b>Notes de lecture &amp; DVD</b>	Jan Malewski et Didier Epsztajn	6
● D. BENSÂÏD ET A. KRIVINE, 1968, <i>Fins et suites</i> ● P. A. TAIBO II, 68 ● X. VIGNA, <i>L'insubordination ouvrière dans les années 68</i> ● A. ARTOUS, D. EPSZRTAJN, P. SILBERSTEIN (DIR.), <i>La France des années 1968, une encyclopédie de la contestation</i> ● C. DEN HOND, <i>Mai 68, une histoire sans fin (DVD)</i> ● DISSIDENCES, <i>Monde de la culture et acteurs sociaux dans la contestation</i> ● L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE, <i>Mai 68, ce n'est toujours qu'un début</i>		

## 1968 France

<i>La grève générale de mai-juin 1968, Quelle actualité pour les révolutionnaires ?</i>	Jean-François Cabral et Charles Paz	7
<i>Les barricades du 10 mai</i>	Daniel Bensaid et Alain Krivine (extrait)	10
<i>Ce que le PCF expliquait en mai-juin 1968</i>	citations	11
<i>Le PCF tire à chaud le bilan de mai-juin 1968</i>	Waldeck Rochet (extraits)	14

## 1968 Allemagne & Grande-Bretagne

<i>De Londres à Berlin - Le congrès de Berlin contre la guerre du Vietnam, février 1968</i>	Tariq Ali	16
---	-----------	----

## 1968 Vietnam

<i>Offensive du Têt : Bataille décisive de la guerre du Vietnam</i>	Phil Hearse	19
<i>Mai 1968 et la guerre du Vietnam</i>	Jean-Michel Krivine	23

## 1968 Femmes

<i>Premières voix du mouvement féministe</i>	Jacqueline Heinen	26
--	-------------------	----

## 1968 Pologne

<i>Mars 1968, montée et déclin de l'opposition de gauche</i>	Jan Malewski	29
--	--------------	----

## 1968 Tchécoslovaquie

<i>Prague, du printemps à l'hiver</i>	Anna Libera	32
---------------------------------------	-------------	----

## 1968 Mexique

<i>Irruption de la société dans la politique</i>	Arturo Anguiano	37
--	-----------------	----

## Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

et aussi sur le site *Inprecor* réalisé par nos camarades français :

<http://orta.dynalias.org/inprecor/home>

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration : PECI-INPRECOR, 27 Rue Taïne,

75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

CPPAP n° 0911 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France

Tél. : 01 40 24 21 31

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Photothèque Rouge/Laëtitia Mélières

Ce numéro d'*Inprecor* sort de l'ordinaire : il est pour l'essentiel consacré aux analyses des événements de 1968 et, de plus, nous avons choisi de republier des articles que nos lectrices et lecteurs les plus fidèles ont déjà pu lire, en 1978, en 1988 ou en 1998. Si nous avons fait ce choix, ce que ces articles n'ont pas mal vieilli, qu'ils restent valables malgré leur ancienneté. Mais aussi, parce que *Inprecor* aspire à fournir à ses lectrices et lecteurs nouveaux des éléments de continuité, en particulier au moment où la construction de nouveaux partis anticapitalistes est à l'ordre du jour. L'histoire a toujours été écrite par les vainqueurs, elle a été « orientée » pour ne pas dire mensongère. Mais depuis l'avènement du stalinisme — un phénomène inédit de la soumission du mouvement ouvrier international aux intérêts de ceux qui ont écrasé la première révolution prolétarienne et ce sont emparés de ses symboles — c'est aussi l'histoire de ceux qui luttent qui fut tout particulièrement travestie, car le mensonge était le principal fondement de la domination stalinienne. Voilà pourquoi il n'est pas inutile de revoir le passé pour éviter de reproduire les schémas de pensée qui, malgré l'effondrement du stalinisme, vont encore longtemps hanter le présent.

**Aux abonné(e)s ! L'envoi des relances coûte cher et prend beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction.**

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -  55 EUR (1 an)
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taïne, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# 1968-2008

## Une brèche s'est ouverte, à nous de l'élargir

Par  
Jan Malewski\*

Mai 1968 en France — la révolte étudiante et la grève générale qui suivit les combats de la jeunesse dans le Quartier latin à Paris — fut le point culminant des mobilisations anticapitalistes, anti-impérialistes et antibureaucratiques dans le monde entier, depuis l'offensive du Têt contre l'occupant états-unien au Sud-Vietnam, en passant par la révolte étudiante en Pologne et en Yougoslavie, le « *Printemps de Prague* » en Tchécoslovaquie, les mobilisations anti-guerre et antiautoritaires en Allemagne de l'Ouest, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, la montée du mouvement Noir pour l'égalité aux États-Unis, le début des luttes féministes en Amérique du Nord, en Allemagne occidentale et en Grande-Bretagne, la révolte étudiante au Mexique, les luttes des jeunes au Japon...

Le vieux monde, établi par les accords de Yalta entre Churchill, Roosevelt et Staline, ce monde qui avait permis l'établissement ou la consolidation de régimes autoritaires et des États forts et stables, à l'Est comme à l'Ouest avec la collaboration des partis communistes et social-démocrates, et avait refoulé les aspirations à l'auto-émancipation que la révolution russe avait mis un temps sur l'avant-scène, craquelait de partout.



Malgré quelques coups de frein — l'écrasement de la révolte étudiante en Yougoslavie, en Pologne et au Mexique et la « *normalisation* » de la Tchécoslovaquie — l'année 1968 sonne le glas de la stabilité des régimes autoritaires. Elle ouvre une période de renouveau des résistances anticapitalistes et antibureaucratiques, avec l'apparition d'une nouvelle gauche, critique et radicale, dans les pays capitalistes et d'une dissidence qui va s'éloigner du marxisme, identifié massivement aux citations privées de leur contexte qui illustrent la langue de bois officielle, dans les pays du « *socialisme réel* ».

### Le prolétariat est de retour

Dans les années 1960 une nouvelle génération, qui n'avait pas connu l'épuisement de la seconde guerre mondiale (1) et les déceptions des « *libérations* » inachevées, montait sur la scène politique et sociale. Le rejet des guerres coloniales (Algérie, Vietnam...) la radicalise. Elle ne se satisfaisait de l'autolimitation ni au nom des dangers de la défaite, toujours possible, et du « *fascisme* » (une crainte très présente au sein des générations militantes plus anciennes), ni au nom de l'espoir que représenterait encore l'idéalisation du « *socialisme réel* », qui exige l'alignement. Jouant sur ces peurs et ces rêves le stalinisme, écarté des institutions gouvernementales du monde capitaliste au cours de la « *guerre froide* », avait réussi dans certains pays plus développés à maintenir une puissante identité ouvrière, de véritables contre-sociétés avec leurs symboles et leur culture, opposée au capitalisme et attachée au mythe de l'Union soviétique, tout en la muselant et en lui coupant les griffes. Ailleurs, ce rôle était joué par la social-démocratie, capable à redistribuer les miettes de la longue période de croissance dans le cadre du compromis « *fordiste* » (2).

Pour le mouvement ouvrier traditionnel, l'heure était à la « *cohabitation pacifique* » et au « *passage pacifique au socialisme* » qui viendra sûrement... à la saint-glinglin (et sera « *meilleur* » que l'expérience soviétique, car « *français* », « *italien* », etc., donc plus



« *civilisé* » car moins « *asiatique* »).

La révolution cubaine, que le blocus impérialiste n'avait pas encore contraint à se soumettre aux exigences du Kremlin, avait indiqué une autre voie. L'assassinat de Che Guevara, en 1967 en Bolivie, au lieu de signifier l'impossibilité de la lutte contre l'omnipotence impérialiste, fut perçu au contraire comme un exemple à suivre, un symbole de la lutte conséquente pour la justice, l'égalité et la liberté, l'exemple du véritable engagement révolutionnaire de celui qui, dirigeant d'une révolution victorieuse, ministre et homme d'État, est mort les armes à la main, dans des montagnes éloignées, assoiffé, affamé et malade, mais tentant de créer « *un, deux, plusieurs Vietnam !* », alors que les hiérarques du Kremlin coiffés de leurs chapeaux mous, invitaient les chefs des partis communistes à se reposer au soleil de Crimée.

En dépit des communiqués triomphants de l'armée d'occupation états-unienne au

\* Jan Malewski, rédacteur d'*Inprecor*, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. « *Il leur faudrait une bonne guerre* » aimaient à répéter les conservateurs — y compris ceux des partis communistes, pourtant se prétendant encore... « *révolutionnaires* » — face aux révoltes de la jeunesse !

2. Acceptation des conditions de travail atomisant les salariés en échange d'augmentations, petites mais régulières, des salaires et donc, en situation de relative stabilité financière, du niveau de vie.



## 1968-2008

Vietnam, le FLN, qui aurait dû être liquidé (à les en croire) de nombreuses fois, lançait l'offensive du Têt au moment même où les États-Unis annonçaient avoir lancé sur le Vietnam plus de bombes que durant toute la seconde guerre mondiale sur l'Allemagne nazie. Et la police militaire impérialiste ne parvenait pas à défendre l'Ambassade des États-Unis à Saigon ! Et puis, à Paris, les étudiants — une petite minorité de la population — résistaient au puissant État gaulliste en montant sur les barricades ! Et la répression, au lieu d'éteindre le feu, allumait les réflexes de solidarité !

Rompant avec la social-démocratie et les PC pro-Moscou, une nouvelle gauche marxiste, présente surtout dans le mouvement étudiant, est apparue au cours des années 1960. Elle est réduite et divisée. L'idéalisation de la « *révolution culturelle* » chinoise, envisagée surtout au travers de sa dimension antibureaucratique, a conduit une partie importante de ceux qui remettaient en cause le « *marxisme du mausolée* » du Kremlin vers l'impasse du maoïsme. Les organisations trotskistes, malgré la réunification de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1963, restaient faibles et divisées. En France, par exemple, on pouvait compter par centaines l'ensemble de militants de la gauche révolutionnaire divisée, quelques milliers si on y additionne ceux du Parti socialiste unifié (PSU), à comparer aux centaines de milliers de militants du Parti communiste et aux dizaines de milliers de la vieille SFIO (3). Dans le mouvement syndical les militants de l'extrême gauche étaient quasiment absents... Le rôle joué par ces petits groupes dans le déclenchement de mai 1968 est d'autant plus impressionnant.

### Révoltes antibureaucratique

Dans les pays du « *socialisme réel* » on assistait aux derniers soubresauts de la déstalinisation, une profonde transformation du mode de domination bureaucratique qui, du temps de Staline, reposait sur l'incertitude du futur de chaque membre de l'élite sociale, pouvant du jour au lendemain perdre sa place privilégiée sur décision prise au nom du « *petit père des peuples* » et finir sa carrière dans les camps de travail. Entre un quart et un tiers de la population soviétique subissait alors cette forme de travail forcé et non rétribué. La révolte dans les camps à l'annonce de la mort de Staline a obligé la

bureaucratie à reprendre le contrôle de cet État dans l'État que commençait à constituer l'appareil de répression et de gestion des camps, capable de terroriser la société de haut en bas et de se fournir en force de travail selon ses besoins croissants.

La déstalinisation signifiait la fin de cette forme de terreur et une tentative de garantir la domination des élites bureaucratiques d'une manière moins bestiale, autrement dit la stabilisation sociale d'une société par définition instable, car non fondée sur des rapports de production nouveaux. Dès 1956 en Pologne et en Hongrie l'abandon de la terreur brutale (mais non de la répression) a ouvert les vannes de la principale contradiction de ce type de société : le mariage instable de la propriété étatique, présentée comme collective, des moyens de production et de leur gestion privée par une élite illégitime, incapable de garantir la réalisation des besoins sociaux, car ne les connaissant pas du fait de son statut privilégié et coupé des masses.

En Hongrie la brutale répression qui a suivi l'intervention militaire soviétique en novembre 1956 a écrasé et atomisé pour longtemps la spontanéité ouvrière.

En Pologne, la normalisation fut plus lente, fondée sur la division entre les ouvriers — rapidement mis au pas et réprimés — et l'intelligentsia qui bénéficia, un temps, d'espaces de liberté intellectuelle. En mars 1968 cette normalisation arrivait à son terme et c'est contre la liquidation des derniers espaces de liberté que le mouvement étudiant s'est soulevé. Isolés des travailleurs, il a été brutalement mis au pas.

En Yougoslavie, qui dès la rupture avec l'URSS avait suivi une voie non stalinienne et où la classe ouvrière jouissait d'une autonomie limitée à l'échelle de l'entreprise au travers de l'autogestion, le régime a également décidé de mettre un arrêt à l'élargissement de cette autonomie lorsque les étudiants de Belgrade exigèrent, en juin 1968, des libertés politiques qui menaçaient la position de la bureaucratie dominante.

En Chine, où la fraction de Mao avait joué avec le feu dans le conflit interbureaucratique qui a suivi la rupture avec Moscou, en laissant la jeunesse étudiante régler leurs comptes aux privilégiés à sa portée dans la première phase de la « *révolution culturelle* » — avec souvent une brutalité incroyable, dont témoignaient les lynchages publics des dirigeants locaux, forcés à l'autocritique avant d'être liquidés — l'armée avait déjà remis au pas l'autonomie des « *Gardes rouges* ».

En Tchécoslovaquie, où la direction du PCT avait mis un frein à la libéralisation et à

la déstalinisation devant leurs effets en Pologne et en Hongrie en 1956, le verrou venait de lâcher. Le « *Printemps de Prague* » commençait, relançant l'espoir en un « *socialisme à visage humain* » et mettant une nouvelle fois publiquement en accusation la contre-révolution stalinienne... L'intervention militaire des pays du pacte de Varsovie le 21 août 1968, que la direction Dubcek du PCT accompagnera pour garantir la « *normalisation* », mettra fin à cet espoir.

### La chape de plomb des appareils

Si en mai-juin 1968 les appareils profondément conservateurs du vieux mouvement ouvrier n'ont pas réussi à empêcher la généralisation des grèves, ils ont été assez puissants pour négocier dans le dos de la grève générale la plus longue de l'histoire de France, pour atomiser les occupations d'usines et pour bloquer l'auto-organisation des travailleurs. La grève générale ne se dotera pas de sa propre direction, élue dans les assemblées générales et se centralisant au travers des coordinations locales, régionales et nationale. Ainsi, dans le très industrielle région du Nord-Pas-de-Calais, « *il n'y eut de comités de grève élus que dans 14 % des cas, des comités de grève comprenant des non-syndiqués que dans 23 % des cas, des comités de grève révocables en assemblée générale que dans... 2 % des cas* » (4) Le suivisme, la délégation des tâches aux « *spécialistes* » (permanents syndicaux et dirigeants politiques) et la confiance en eux dominait encore.

L'expérience de la grève de mai-juin et de son résultat — des gains en deçà de ce qui fut obtenu en 1936 et à la Libération



3. Section française de l'Internationale ouvrière, ancêtre du Parti socialiste.

4. Jacques Kergoat, *Sous la plage, la grève*, in A. Artous, D. Epszajn, P. Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Syllepse, Paris 2008, p. 71.

alors que la grève était plus longue et plus massive — ouvrira les premières brèches, en particulier chez les jeunes travailleurs, dans l'hégémonie du parti communiste et du syndicalisme sous son contrôle.

Au cours des années 1970 les groupes révolutionnaires, renforcées à l'issue de 1968 — ainsi la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale a vu ses forces décuplées dès 1969 — renforceront leur présence dans les syndicats, poussant ceux-ci vers les luttes, favorisant les expériences d'auto-organisation et d'unité syndicale, remettant en cause la traditionnelle division des tâches où seuls les permanents étaient actifs et pouvaient négocier. Au sein de la jeunesse, par contre, en France au moins, la vieille gauche perdra son hégémonie. Le PCF y sera dorénavant incapable de prendre la tête des mobilisations de la jeunesse — en 1973, lors du grand mouvement contre la loi Debré, c'est un militant de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale qui sera un des porte-parole du mouvement.

Mais le poids des appareils traditionnels restait important. Ainsi en France, le PCF, puis le nouveau Parti socialiste, seront ainsi capables de sortir renforcés de 1968, en recrutant eux aussi de nombreux jeunes. Ce n'est que sous la pression de l'offensive néolibérale et en capitulant devant elle que les appareils du vieux mouvement ouvrier vont s'affaiblir et se reconvertir au social-libéralisme. De plus, les partis issus du stalinisme, assisteront passivement à l'implosion du « *socialisme réel* » et à la restauration du capitalisme dans les pays de feu le « *socialisme réel* » et là, où ils décident de réagir — en Italie par exemple — ils vont chercher à préserver leurs appareils en s'intégrant dans les institutions étatiques bourgeoises et en larguant leur bagage idéologique — à l'instar du PC italien — ou en se recroquevillant sur eux-mêmes et sur une idéologie qui frise l'attachement religieux (le PC portugais ou le KKE grec).

## Reconstruire un mouvement ouvrier authentique

Quarante ans après 1968 le mouvement ouvrier est donc profondément affaibli. Ses appareils bureaucratiques, attachés surtout à leur auto-préservation, ont laissé s'accumuler des défaites quand ils ne les ont pas organisées eux-mêmes — de ce point de vue la destruction des bastions de la sidérurgie en Europe, et en France tout particulièrement, car sous un gouvernement à participation socialiste et communiste, fut exemplaire. La construction patiente — avec un



grand investissement des militant(e)s de l'extrême gauche — de nouveaux syndicats en Europe du Sud et de l'Est, n'a pas encore permis de compenser cet affaiblissement. En ce qui concerne la gauche politique, à l'Est en particulier, c'est le vide. En Europe occidentale on observe aussi un espace béant, dont témoignent les petits succès électoraux de la gauche non institutionnelle.

Mais quarante ans après 1968 ce qui fut au cœur des aspirations des travailleurs — refus de l'autoritarisme et exigence de la démocratie, besoin de l'égalité et des conditions permettant son auto-réalisation, rejet du capitalisme et des ses guerres — reste d'une brûlante actualité. Le monde de 2008 est plus brutal, plus inégal, plus affamé tout en étant beaucoup plus riche que le monde de 1968. Ce qui avait conduit à la grève générale en France en mai-juin 1968 est toujours présent. Une étincelle peut encore mettre le feu à la plaine.

Ce qui change, c'est la capacité de contrôle des appareils. Ce sont les rapports de forces — non avec le capital, qui domine et renforce sa domination autoritaire, en particulier en construisant les institutions absolutistes para-étatiques de l'Union européenne — mais au sein du mouvement ouvrier qui ont changé. La chape de plomb stalinienne n'existe plus, le contrôle hégémonique de la social-démocratie non plus. Des directions syndicales potentiellement alternatives ont fait leur apparition. De nouveaux partis de gauche commencent à apparaître à la gauche de la social-démocratie. Et le contrôle impérialiste du monde craquelle à nouveau, surtout en Amérique latine — une nouvelle gauche nationaliste radicale gouverne au Venezuela, en Bolivie, en Équateur... Certes, les forces des révolutionnaires restent faibles, y compris en Amérique latine. Les mouvements anticapitalistes cherchent une stratégie, oscillent et peuvent s'effondrer. L'illusion qu'il serait possible de

changer le monde en employant à cette fin les institutions étatiques bourgeoises reste toujours largement dominante.

C'est dans un tel cadre que surgit l'idée d'un nouveau parti anticapitaliste. Un « *nouveau parti* », c'est-à-dire un parti qui n'a rien en commun avec ceux qui portaient le titre du « *parti* » (« *le Parti* » disaient les stalinien en parlant du PCF) : une organisation démocratique, insoumise aux bureaucrates, n'ayant pas d'autres intérêts à défendre que ceux des exploités — le prolétariat, le salariat, la classe ouvrière, qui constituent aujourd'hui l'immense majorité de la population mondiale — et capable de leur indiquer les meilleurs moyens de construire leurs luttes et leurs victoires, ce que les anciens « *partis* » ont omis de faire. Un parti « *anticapitaliste* », c'est-à-dire qui annonce haut et fort qu'il refusera toujours le système où le capital domine, qu'il lutte pour une autre société, égalitaire et démocratique, fondée sur une prise en charge collective de sa gestion.

La construction d'un tel parti est à l'ordre du jour non seulement en France. La manière de le construire va sans doute différer — les histoires nationales, les rapports de forces nationaux diffèrent. En Pologne, par exemple, l'initiative de construire le Parti polonais du travail (PPP) a été prise par un syndicat alternatif et combatif. En Allemagne, la faiblesse des forces révolutionnaires a laissé l'initiative de l'occupation de ce vide politique à des forces réformistes de gauche. Il est probable — même si cela ne peut-être souhaitable — que certaines des tentatives ne réussiront pas, ou pas tout de suite et que dans certains pays les nouvelles formations, à l'image de l'ex-PSU en France, ne seront que transitoires.

Mais l'espace pour existe pour la construction de nouveaux partis anticapitalistes et c'est la principale différence avec 1968.



## Lectures

### « soixante-huitardes » et... un DVD !

Ce quarantième anniversaire de mai 1968 a vu paraître des dizaines d'ouvrages — des mémoires, des essais, des analyses, des rééditions. Nous n'avons ni la capacité, ni la prétention de les commenter tous. Et tout choix est par définition aléatoire et orienté, il en sera ainsi pour celui proposé ci-dessous.

Quatre livres et un DVD, divers par leur objet et leur ampleur, dont la lecture permet à la fois d'apprendre et de se détendre. A lire lors des congés de l'été ou à conserver pour consultation régulière et aussi, pourquoi pas, à utiliser pour introduire une discussion collective.

● **1968, FINS ET SUITES** de Daniel Bensaïd et Alain Krivine (Éd. La Brèche, Paris 2008, poche, 190 pages, 12,00 €) reprend une série d'articles publiés à l'occasion du vingtième, du trentième et du quarantième anniversaire. Des commentaires polémiques avec les diverses vagues idéologiques qui tentent ou ont tenté d'ensevelir la grande grève française et le rôle d'étincelle du mouvement étudiant sous une avalanche de mots creux. Et aussi une analyse de fond, qui reste d'une brûlante actualité et dont la connaissance est indispensable pour qui veut réfléchir sur la stratégie de lutte anticapitaliste, déjà paru en 1988 dans un autre livre, aujourd'hui épuisé, *Mai si ! rebelles et repentis* (La Brèche, Paris 1988).

● **68**, de Paco Ignacio Taibo II (Éd. L'Échappée, Montreuil 2008, poche, 126 pages, 10,00 €) oscille entre le souvenir, le roman et l'essai pour raconter le mouvement étudiant

mexicain qui secoua le pays avant les Jeux Olympiques de Mexico. Commencé contre la brutale répression il finira écrasé dans le sang deux mois plus tard. Ce sont ces deux mois, durant lesquels les étudiants de Mexico (et aussi d'autres villes universitaires, mais l'auteur était alors étudiant à Mexico) ont ébranlé le vieux système d'État clientéliste et corporatiste autoritaire, que nous fait revivre Paco Ignacio Taibo II. Il fait grimper les lecteurs sur des pylônes pour réaliser des meetings de rue improvisés, les intègre dans les brigades qui parcourent la ville et les usines, peinturlurant bus et murs, pénétrant dans les usines et sur les marchés pour organiser la solidarité et politiser « le peuple ».

● Avec **L'INSUBORDINATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 68 — ESSAI D'HISTOIRE POLITIQUE DES USINES**, de Xavier Vigna (Presses Universitaires de Rennes, Rennes 2007, 378 pages, 22,00 €) on change de format et de genre. C'est une analyse historique des luttes ouvrières au cours d'une « vaste période de contestation dans le monde occidental des années 60 et 70 avec 68 comme pivot ». S'appuyant sur une très riche documentation — y compris les tracts, cette presse d'un jour rédigée par des non-journalistes — Xavier Vigna décrypte la grande grève de 1968, ses antécédents et ses suites jusqu'au reflux, lorsque le chômage allait vaincre la virulente combativité ouvrière à Longwy et Denain en 1979. Il met à jour les nouvelles formes de luttes (ré)apparues en 1968 — grèves avec occupation, séquestrations de la direction ou de l'encadrement — et au cours des années suivantes : sur le modèle de la grève active de Lip, qui débute en 1973, entre juillet 1974 et juillet

1975 « quatorze usines occupées produisent et vendent pour soutenir leur lutte ». Un livre riche, qui éclaire le décalage entre la combativité ouvrière et l'impressionnant conservatisme des directions syndicales — en particulier de la CGT encore largement contrôlée par le PCF et dominante. Et qui souligne l'incapacité de ces directions de proposer une stratégie qui permettrait d'avancer vers l'auto-émancipation des ouvriers, aussi bien en 1968 que dans les dix années qui suivront, tout comme leur absence de toute proposition lorsque le compromis fordiste basé sur une acceptation des conditions de travail en échange d'augmentations de salaire, commence à prendre l'eau. A lire et étudier !

● **LA FRANCE DES ANNÉES 1968, UNE ENCYCLOPÉDIE DE LA CONTESTATION**, publiée sous la direction d'Antoine Artous, Didier Epsztaïn et Patrick Silberstein (Éd. Syllepse, Paris 2008, 900 pages, 30,00 €) raconte aussi bien Mai 1968 que la large déferlante qui l'a suivi, touchant plusieurs continents, se prolongeant jusqu'à la fin des années 1970. C'est une source d'informations et d'analyses, diffuses (on regrettera que l'analyse du PCF se limite aux mouvements contestataires des années 1970 et qu'il faille lire de très nombreux articles pour saisir quelle fut la politique de sa direction) ou concentrées (l'analyse de la grève générale de mai-juin 1968 de notre défunt camarade Jacques Kergoat restera une référence). Une encyclopédie indispensable pour qui veut comprendre les évolutions de l'extrême gauche française, connaître le développement des mouvements sociaux, saisir les mouvements culturels... Des articles spécifiques présentent les révoltes « soixante-huitardes » en Allemagne, Chili, Espagne, États-Unis, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Mexique, Pays de l'Est, Portugal, Pologne (Solidarnosc), sans oublier les luttes révolutionnaires d'Algérie, de Cuba et du Vietnam qui marquèrent toute la période. A noter la remarquable analyse de Josette Trat sur le renouveau du féminisme après 1968. Il est impossible de résumer toute la richesse de cette encyclopédie, à lire, à préserver et à consulter régulièrement, dont la place est dans la bibliothèque de tout(e) militant(e) anticapitaliste, à côté des principaux dictionnaires de référence (Robert, Larousse...) qu'il complète et enrichit.

● Et pour ceux que le bacille de la

lecture n'a pas (encore) atteint, on ne peut que recommander le DVD de Chris Den Hond, **MAI 68 : UNE HISTOIRE SANS FIN** (production de la Formation Léon Lesoil, Bruxelles 2008, 6,00 EUR). En un quart d'heure ce petit film met en images les commentaires d'Alain Krivine, Daniel Bensaïd, Ernest Mandel et Olivier Besancenot sur ce que fut mai 1968 et ce qu'il faut poursuivre aujourd'hui. Une parfaite introduction pour une réunion débattant du nouveau parti anticapitaliste. Mais aussi un instant de détente et de réflexion devant un petit écran.

Jan Malewski

### Du côté des revues

● Il faut mentionner **DISSIDENCES N° 4, MAI 68, MONDE DE LA CULTURE ET ACTEURS SOCIAUX DANS LA CONTESTATION** (Le Bord de l'eau éditions, Nancy avril 2008, 160 pages, 18,00 €). Cette revue consacrée aux dissidences politiques, sociales et culturelles aborde des domaines habituellement peu ou mal traités dans le cadre d'ouvrage plus globaux sur mai 68. Neuf textes et des riches bibliographies pour évoquer le cinéma et Cannes, les inscriptions murales, les Cahiers pédagogiques, le courant Paysan Travailleur, la science, *Socialisme ou Barbarie*, *l'École Emancipée*, les *Révoltes logiques* et la science fiction. Les angles d'attaque sont assez hétérodoxes, ce qui est à mettre à l'actif de cette revue. Le traitement des sujets me semble cependant trop universitaire, il y manque un certain souffle, une certaine fragilité émancipatrice. Par ailleurs, l'utilisation de la notion de révolution appliquée à mai 68 comme celles de marxistes sans indication de définition ou de sens, me laisse perplexe. J'ai particulièrement apprécié le texte de Renaud Debailly sur « *L'ouverture des possibles dans la science, du mandarinat aux usages de la science* », celui de Jean-Pierre Debourdeau « *La crise de l'École Emancipée (1964 – 1969)* » et celui de Jean Guillaume Lanuque « *Mai 68 et la science fiction française : naissance d'une littérature révolutionnaire ?* ».

● Je signale également l'excellent numéro de **L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**, la revue de la tendance révolutionnaire de la FSU : **NUMÉRO SPÉCIAL, MAI 68, CE N'EST TOUJOURS QU'UN DÉBUT**, (Paris, 28 pages, 3,00 €). A diffuser.

Didier Epsztaïn

● Annoncés également avec des dossiers sur 1968, les revues *Critique Communiste* et *ContreTemps*...



Prague, 21 août 1968, intervention des armées du Pacte de Varsovie : la population attaque les tanks et tente de convaincre les tankistes...

# La grève générale de mai-juin 1968

## Quelle actualité pour les révolutionnaires ?

« L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire... »  
Jean-Paul Sartre (1968)

Par  
Jean-François Cabral et Charles Paz\*

Depuis 1968, chaque anniversaire est l'occasion d'une nouvelle mise en cause, en réduisant généralement ces événements à quelques aspects anecdotiques, à moins qu'ils ne soient accusés d'être à l'origine de toutes les dérives dans notre société...

Dans ce registre, Sarkozy s'est voulu évidemment le plus radical : « ... il s'agit de savoir si l'héritage de mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une fois pour toutes. Je veux tourner la page de 1968 » proclamait-il fièrement lors de son dernier meeting de la campagne électorale présidentielle.

D'une certaine manière, on le comprend. En mai-juin 1968, la mobilisation d'une fraction au départ très limitée de la jeunesse a été capable de déclencher en France la plus grande grève générale de son histoire. Et cela ne fait certainement pas rire à l'Élysée que des milliers de lycéens à nouveau descendent dans la rue avec des pancartes : « 1968... 2008 : le rêve continue ».

Les possédants comme les gouvernements n'aiment guère ces situations dans lesquelles une mobilisation puissante met en

échec leurs plans et met en cause, même de manière limitée, leur pouvoir.

Quarante ans après, cette expérience est d'abord une confirmation : un mouvement massif de la population peut déborder y compris les appareils traditionnels de la gauche et du mouvement ouvrier, et bousculer l'ordre établi. C'est aussi une leçon : à lui seul, il ne peut guère offrir un débouché susceptible de changer durablement la situation... Il faut pour cela un outil politique qui ne se construit que très rarement dans le feu des événements. Avant que l'histoire ne vienne « nous mordre la nuque », à nouveau...

### Une minorité étudiante se radicalise

La simultanéité des mouvements de jeunesse dans le monde dans cette période correspond à une remise en cause généralisée de l'ordre politique établi après la seconde guerre mondiale : le partage du monde en zones d'influence dans le cadre de la coexistence pacifique. Ces mouvements de la jeunesse, notamment étudiante, ont touché les pays de façon très variable.

Il y a bien des raisons d'être révolté ! Même la jeunesse un peu privilégiée d'un

pays comme la France peut s'en rendre compte. Miracle de la télévision désormais installée dans la plupart des foyers, il est possible de suivre en direct la mort programmée de centaines de milliers de gens au Biafra (au Nigéria), victimes d'une guerre sans merci que se livrent les trusts pétroliers britanniques et français. On peut aussi apprécier jour après jour les exploits des bombardiers américains au Vietnam.

Une petite fraction de la jeunesse étudiante se politise, radicalisée au cours des années qui ont précédé 68 dans ce contexte, celui de l'impérialisme et de la guerre du Vietnam en particulier. Le Vietnam est une source d'indignation, c'est aussi pour ceux qui aspirent à un monde meilleur, une source d'espoir. En février 1968, c'est l'offensive du Têt, en fait une véritable insurrection organisée par le FNL dans tout le sud Vietnam. Pendant quelques heures, Saïgon semble aux mains des insurgés et le prestige des États-Unis en prend un sacré coup.

A la même époque, il y a d'autres exemples de peuples du tiers monde qui semblent tenir tête à l'impérialisme. A commencer par Cuba où Fidel Castro organise à la fin de l'année 1967 la Tricontinentale, une conférence destinée à affirmer la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine face à l'impérialisme. Che Guevara lance de vibrants appels à créer s'il le faut 2,3,4,10 Vietnam. Au même moment la « révolution culturelle » bat son plein en Chine et semble donner l'exemple d'une révolution devenue permanente où les étudiants semblent tenir le haut du pavé, le petit livre rouge à la main, soi-disant pour « servir le peuple ».

A l'Est c'est le printemps de Prague, un début de libéralisation politique et de mobilisation dans un État sous l'emprise soviétique, qui donne l'espoir de la possibilité d'un socialisme démocratique.

\* Jean-François Cabral, enseignant, est membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale). Charles Paz, inspecteur du travail, est membre de la Commission de contrôle des statuts de la LCR. Les deux auteurs font partie de la Commission nationale de formation de la LCR.





## 1968 France

La lutte des peuples opprimés du tiers monde trouve un écho au cœur même des États-Unis. Depuis 1965, le mouvement noir s'est radicalisé. Le « *Pouvoir Noir* » gagne de l'influence, affirmant la nécessité d'une lutte violente, proclamant la solidarité des noirs américains et du peuple vietnamien face à un même ennemi.

La violence politique refait surface un peu partout : au Japon avec les *Zengakuren*, un syndicat étudiant lui aussi très politisé ;



en Allemagne où une opposition extra-parlementaire se développe avec le SDS, la Ligue étudiante socialiste allemande animée par Rudi Dutschke.

Cette découverte de l'engagement d'une fraction de la jeunesse se fait principalement par solidarité avec d'autres, à l'autre bout du monde, qui se battent et semblent donner l'exemple. Dans cette radicalisation, la notion de l'engagement solidaire internationaliste, la sensation d'être des frères de combat de tous ceux qui se battent contre l'impérialisme est un trait marquant. Mais elle a des limites : la tentation de raccourcis, de penser la possibilité de la révolution, du changement radical du monde, indépendamment des modifications politiques en profondeur dans la classe ouvrière, notamment dans les métropoles impérialistes.

En France, comme dans la plupart des pays capitalistes développés, le nombre d'étudiants augmente. Les capitalistes ne peuvent plus se contenter de choisir leur main-d'œuvre qualifiée, l'encadrement dont ils ont besoin, au sein des seuls milieux privilégiés et des classes moyennes. Il leur faut élargir le recrutement. Des enfants de milieux plus populaires commencent à arriver à l'université. Ils refusent de jouer le rôle

de chiens de garde du capitalisme qu'on veut leur imposer et leur radicalisation rencontre celle des jeunes qui refusent l'ordre moral de la société gaulliste.

Sans doute parce que la tradition communiste est plus vivace qu'ailleurs, de nombreux petits groupes politiques d'extrême gauche apparaissent. Les premières ruptures avec le Parti communiste français (PCF), organisation dominant le champ politique à gauche, ont eu lieu pendant la guerre d'Algérie. Ayant refusé de prendre fait et cause pour le peuple algérien, le PCF a été déconsidéré dans le milieu des étudiants politisés.

En 1966 l'Union des étudiants communistes, l'organisation étudiante du PCF, vole en éclats, avec le départ des maoïstes qui se retrouvent principalement à l'UJC(ML) et au PCMLF, et avec le départ des trotskystes de la JCR (Alain Krivine) refusant le soutien du PCF à la candidature présidentielle d'un candidat de centre gauche, François Mitterrand.

La politisation du mouvement s'amplifie autour de la solidarité avec la révolution vietnamienne. Après celle de Liège en 1966, la manifestation de Berlin en février 1968 fournit l'occasion de confronter les expériences de chacun, dans différents pays, et de constater qu'un peu partout, des jeunes sont en train de renouer avec une certaine tradition révolutionnaire, fouillant avec plus ou moins de bonheur dans le vieil arsenal des idées communistes révolutionnaires que l'on croyait complètement oubliées, dépassées même.

Pourtant, avant 1968, ces groupes ne sont encore qu'une poignée, avec une influence toute relative sur leur milieu.

Ce sont les événements qui vont les projeter sur le devant de la scène, lorsque cette radicalité va finir par mettre le feu aux poudres.

### Les « Trente glorieuses » : aucune raison de se révolter ?

Les « *trente glorieuses* » sont une période de croissance ininterrompue de l'économie capitaliste, d'autant mieux appréciée qu'elle fait suite à la crise de 1929 et au désastre de la guerre mondiale, ainsi qu'à une période de reconstruction pour le moins difficile, où il a fallu retrousser les manches et se serrer la ceinture pendant de nombreuses années.

En France désormais les parkings sont pleins et les caddies remplis. Les ouvriers ont droit aux HLM, « *avec tout le confort* » : certes des kilomètres de béton un peu tristes, mais c'est un progrès pour l'époque. Il reste bien quelques bidonvilles, mais ils sont pour

les immigrés de Nanterre ou de la Courneuve...

Bien sûr, la société de consommation a encore ses exclus : un Français sur deux ne possède pas de voiture, et dans la moitié des logements il manque encore l'eau chaude, une douche ou des WC intérieurs, ou tout cela à la fois. Mais on se dit que ça finira par s'améliorer...

Le gaullisme a permis au capitalisme d'accélérer la restructuration de l'appareil productif. Le nombre de salariés augmente rapidement, et le nombre d'ouvriers d'industrie travaillant dans des moyennes et grosses unités arrive dans les années 1960 à un niveau jamais atteint. La production industrielle s'accroît de 50 % en dix ans.

Mais à quel prix ? Pour y arriver, le monde du travail a eu droit à la parcellisation des tâches, au travail posté et à l'augmentation des cadences, tous les charmes de la taylorisation qui se généralisent, avec une moyenne de 46 heures de travail par semaine et une armada de petits chefs pour faire suer les profits. Le travail est plus fatigant, plus dangereux aussi : on compte alors 2,5 millions d'accidents de travail par an pour 16,5 millions de salariés.



Le chômage est certes marginal : 200 000 à 300 000 personnes. Mais en un an, le chiffre a presque doublé, provoquant quelques inquiétudes.

Quant à la croissance, elle reste quand même bien mal partagée. On peut vivre dans un pays riche, voir son niveau de vie augmenter, et avoir l'impression justifiée de se faire avoir lorsque les profits augmentent plus vite que les salaires...

Or du côté des syndicats, on fait surtout semblant de s'agiter. Les débrayages « *presse bouton* » se succèdent, rapportent de



temps à autre, mais bien peu tout compte fait.

En 1967-1968 cependant, le climat social change un peu. On voit arriver quelques vraies grèves, notamment dans des entreprises employant de jeunes travailleurs à la chaîne. En février 1967, les ouvriers de la Rhodia à Besançon étendent leur grève à tout le groupe et occupent leurs usines. Des occupations, il n'y en a pas eu depuis longtemps. Quelques mois plus tard, le conflit rebondit à l'usine de Lyon, accompagné de quelques affrontements avec la police. Autre exemple, la grève de la Saviem à Caen en janvier 1968. Dans cette usine de 4 000 personnes, 500 ouvriers défilent en cortège et entraînent leurs camarades, malgré les syndicats. L'usine est occupée. Intervention immédiate des CRS. Le lendemain les ouvriers défilent dans la ville et s'affrontent brièvement avec la police. Le surlendemain, ouvriers et étudiants se retrouvent au coude à coude au cours d'une véritable journée d'émeute où l'on relève près de 200 blessés.

Il y a comme cela quelques conflits « durs », un peu inhabituels.

Pour autant, avant Mai, l'impression qui dominait était quand même qu'il ne se passait pas grand chose depuis la grande grève des mineurs en 1963.

Mais De Gaulle ? 10 ans déjà... qu'on le supporte. Arrivé au pouvoir en 1958, porté par une insurrection de droite dans un contexte de crise aiguë avec la guerre d'Algérie, il apparaît alors comme une sorte de sauveur suprême, un Bonaparte, qui veut mettre tout le monde d'accord autour de sa personne, tout en étant l'homme des grands capitalistes. Les travailleurs semblent impressionnés, comme leurs organisations, le laissant pérorer à la télévision : « *Les ménagères veulent des frigidaires et des aspirateurs [c'est le progrès], mais elles veulent aussi que leurs maris n'aillent pas bambocher [c'est l'ordre]. Eh bien ! L'État c'est comme les ménages, il faut du progrès mais aussi de l'ordre* ».

Les « *godillots du général* » qu'on appelle parfois « *députés* » font passer les lois, sans discussion ou presque. L'opposition n'a pas beaucoup de perspective. Il y a bien le « *radical* » Pierre Mendès-France, ou François Mitterrand qui n'est pas encore socialiste... Mais les socialistes, justement, n'ont guère de crédit depuis leur volte-face en 1956 à propos de la guerre d'Algérie. Quant au PCF, le parti de gauche le plus important à l'époque, il reste infréquentable pour les autres partis depuis les débuts de la guerre froide. Le PCF tente de plaider depuis des années pour un « *gouvernement d'union démocratique* », mais personne n'en



veut, et surtout pas Mitterrand. A quoi bon d'ailleurs faire des efforts, puisqu'en 1965, dès le premier tour de la présidentielle, le PCF a accepté de s'effacer devant sa candidature...

En 1968 la société apparaît surtout comme bloquée, sans perspective de changement véritable, alors même qu'à tous les niveaux et sur tous les plans elle ne demande qu'à évoluer.

### Quelques barricades... et c'est toute une situation qui bascule

Le mouvement démarre le 22 mars, après l'arrestation de Xavier Langlade, un étudiant de Nanterre, militant de la JCR, soupçonné d'avoir participé à une manifestation ayant attaqué le siège d'une société américaine (*American Express*). Des affrontements avec l'extrême droite sont le prétexte pour fermer l'université le 2 mai. Le 3 mai, un meeting de protestation a lieu à la Sorbonne, réunissant quelques 500 militants. Cela fait bien peu de monde. Mais l'opération « *panier à salade* » qui consiste à sortir les 300 jeunes trublions par paquets de dix dure un peu trop longtemps. Au bout de deux heures, un attroupement s'est formé. Des insultes ont commencé à pleuvoir de part et d'autre, des pavés ont volé et atterrirent parfois lourdement sur la tête des policiers : le quartier latin s'embrase, d'un seul coup.

Le début du mouvement de mai a quelque chose d'un peu fortuit. Depuis des semaines, une certaine presse explique à longueur de colonnes qu'il y en a assez de ces groupuscules qui sèment la pagaille. La solution paraît toute simple : il suffit d'arrêter les groupuscules pour que tout rentre dans l'ordre. Le 3 mai, Grimaud, le préfet de police, a de quoi être satisfait : les groupus-

cules sont tous là... il les tient ! Mais des milliers d'étudiants les rejoignent, faisant le coup de poing avec la police. Fait nouveau, ils ne cèdent pas à la répression, et sont déterminés.

Sans en comprendre la signification, les CRS chargent même les simples badauds qui commençaient à s'attrouper pacifiquement, allant jusqu'à chercher des étudiants assis tranquillement au fond d'un café pour mieux les cogner. En quelques heures, les braves étudiants deviennent de véritables « *enragés* ».

Le 3 mai il y a près de 600 interpellations. Le 6 mai, 16 000 manifestants tiennent le pavé pendant près de 16 heures d'affilée. Le 7, ils sont 45 000 à crier : « *Nous sommes un groupuscule !* ». Il y a plusieurs centaines de blessés de part et d'autre. Les manifestations se succèdent tous les jours : 20 000 le 8 mai, 20 000 à 30 000 le 10 mai. Ce jour-là, il y a des dizaines de barricades dans le quartier latin. C'est un tournant qui place immédiatement le régime gaulliste au cœur de la tourmente.

La décision d'ériger les premières barricades n'a été prise formellement par aucune organisation. Les militants de la JCR ont pourtant joué un rôle important dans cette prise d'initiative, à l'inverse d'autres organisations révolutionnaires, jugeant que des barricades construites et défendues par quelques milliers d'étudiants étaient « *une aventure petite bourgeoise* ».

Bien sûr, un mouvement étudiant, même très déterminé, ne pouvait à lui seul engager une épreuve de force avec le pouvoir gaulliste avec l'espoir de gagner, sans l'appui de la classe ouvrière. Mais dans un contexte d'usure du régime gaulliste, de radicalisation de la classe ouvrière, de légitimité démocratique du mouvement étudiant, ce qui aurait

## 1968 France

pu être une simple démonstration de « violence hors de l'histoire » devint une initiative essentielle. Ce fut aussi un facteur décisif pour l'audience de la JCR dans les semaines et les mois qui ont suivi.

La violence policière choque terrible-

### Les barricades du 10 mai

« Les barricades du 10 mai furent, pour une large part l'œuvre d'une inspiration spontanée, contagieuse, communicative, qui soudain fait jaillir les pavés, naître les chaînes humaines qui les charrient, surgir des remparts baroques dignes du cheval Facteur, tomber les arbres, prendre forme d'un dispositif bouclant sans plan préconçu, le périmètre de la rue Gay-Lussac à la rue Mouffetard et de la rue Soufflot à l'avenue Claude Bernard. Nous avons délibérément participé de cette inspiration. Les maoïstes se drapaient dans leur dignité théorique pour dénoncer ces travaux de "jardinage" petit-bourgeois (sic) et regagner leur lit douillet de la rue d'Ulm. Les militants du Parti communiste hurlaient à la provocation avant de reprendre le métro. Les "lambertistes" faisaient la tournée des barricades pour dénoncer une aventure pouvant conduire au massacre, face à un pouvoir fort, en voie (selon leur thèse) de fascisation.

« Au vu des résultats, on peut sourire de ces prudences. L'orthodoxie formelle était pourtant plutôt du côté de nos contradicteurs. Comment imaginer que, sans le concours direct de la classe ouvrière, sans unité des organisations syndicales, le mouvement étudiant puisse engager seul une épreuve de force avec le pouvoir ? (...) Nous n'avons pas tenu conseil pour en délibérer. Quand l'événement force le pas, il n'est plus temps de peser longuement les pour et les contre. On entre dans l'ère des décisions rapides. Seule l'intelligence de la situation les rend possibles. A grands traits, début 1968, nous avions cette intelligence, mieux sans doute que des organisations plus importantes. Tout cela relèverait de la péripétie s'il n'y avait matière à méditation. Comment ne pas nous demander si, avec plus d'expérience, plus de maturité, une meilleure implantation sociale, nous n'aurions pas, comme nos camarades maoïstes ou comme ceux du Parti communiste, fait le mauvais choix, quitté les lieux en appelant à revenir le lendemain, après avoir en bonne et due forme pris contact avec les directions syndicales et celles des partis de gauche... ? Tant il est vrai que tout développement d'une force politique engendre son conservatisme organisationnel et ses pesanteurs idéologiques. »

Daniel Bensaïd et Alain Krivine,  
1968, *fins et suites*, pp. 39-41.

ment et sidère une opinion publique qui a l'impression d'avoir vécu en direct les « événements », grâce à la radio notamment. On raconte que la police s'est acharnée sur des manifestants isolés, parfois blessés, tirant des grenades lacrymogènes dans les appar-

tements où certains se sont réfugiés, voire dans les ambulances. Tout cela est vrai. Ce qui choque surtout, c'est le décalage qu'il y a entre toutes ces violences et ce qu'on sait des revendications des étudiants : le refus des règlements vieillots qui interdisent la mixité dans les cités universitaires ou le droit pour certains de tenir une réunion politique à la Sorbonne. Pour la première fois dans l'histoire, la jeunesse scolarisée apparaît comme une force sociale qui joue un rôle central au plan politique.

Le mouvement gagne la province : manifestation contre la répression à Paris, répression, manifestation contre la répression qu'on vient de subir, nouvelle répression... Le cycle des manifestations s'enchaîne à toute allure. Des universités comme à Strasbourg se déclarent « autonomes ». Un « pouvoir étudiant » s'installe et déclare rompre les ponts avec l'État bourgeois, prenant modèle sur les « universités critiques » des étudiants allemands. Dans les amphithéâtres, entre deux manifestations, l'occasion est enfin trouvée de refaire le monde à loisir. Dans la tête de certains, le « grand soir » a déjà commencé. Et puis surtout l'occasion est trop belle de faire passer quelques nuits blanches à De Gaulle qui n'a plus l'air de savoir comment remettre les pendules à l'heure.

Le 11 mai, le premier ministre Pompidou cède sur tous les points : le quartier latin sera évacué par la police le lundi 13 mai au matin et la Sorbonne ouverte sans condition. Les étudiants, condamnés, seront libérés par la cour d'appel : les juges, indépendants du pouvoir politique comme chacun sait, se voient ainsi obligés de faire des heures supplémentaires un dimanche après-midi pour

rendre un jugement qui de toute façon a déjà été annoncé par le gouvernement.

Le pouvoir veut donc calmer le jeu. Comme Pompidou le dira plus tard, il veut « traiter le problème de la jeunesse séparément ». Mais c'est trop tard.

Les organisations syndicales sont obligées de réagir et d'organiser le 13 mai une journée de grève et de manifestations dans tout le pays afin de protester contre les violences policières. Le succès est considérable : des centaines de milliers de personnes à Paris, 450 manifestations en France.

Quelque chose a évolué dans la conscience des travailleurs. Les jeunes ont réussi à entraîner des dizaines de milliers de leurs camarades, ils se battent, ils résistent, ils sont même en train de faire reculer le pouvoir, portant un rude coup au prestige personnel de De Gaulle. Or depuis des années, les organisations ouvrières, et le PCF en tête, expliquaient qu'il n'était pas possible de faire quoi que ce soit à cause de ce régime.

De Gaulle avait eu la prétention de « rassembler tous les Français » autour de sa personne, il est désormais en train de faire l'unanimité contre lui, jetant ainsi un pont entre les étudiants et les ouvriers. Dès le 13 mai des mots d'ordre hostiles à De Gaulle apparaissent : « De Gaulle aux archives ! », « 10 ans ça suffit ! ».

Les discussions vont bon train : après tout c'est peut être le moment de s'y mettre aussi...

### La grève devient générale, l'occupation s'organise

Le 14 mai à l'usine Sud-Aviation près de Nantes, de jeunes travailleurs, influencés par l'extrême gauche, lancent la grève, occupent l'usine, séquestrent les cadres et le directeur de l'usine. Le lendemain, le mouvement gagne Renault-Cléon. Et cela malgré les directions syndicales. Le 16 c'est au tour de Renault-Billancourt. A ce moment 200 000 travailleurs sont en grève, une cinquantaine d'usines sont déjà occupées, surtout en province.

Le 17 au soir, la confédération CGT décide d'appeler, non pas à la grève générale, mais à régler « les comptes en retard ». Le 18 mai, Georges Séguy (secrétaire général de la CGT) tient à préciser dans *l'Humanité* : « On pouvait attendre de nous un mot d'ordre de grève générale. Ceux-là seront déçus. Nous préférons de beaucoup la prise de responsabilité des





travailleurs eux-mêmes qui décident des propositions qui leur sont faites par le syndicat ». Pour la CGT, il n'est donc pas question d'engager clairement les travailleurs dans une lutte générale contre De Gaulle et contre le patronat. La CGT se veut « responsable ». Mais elle se donne en même temps les moyens de prendre rapidement le virage qui s'impose et de contrôler ainsi le mouvement.

La progression de la grève dans tout le pays est extrêmement rapide. 200 000 grévistes le 17, 2 millions le 18 mai, entre 6 et 9 millions le 22 mai (il y a 15 millions de salariés à cette époque). C'est trois fois plus qu'en 1936, un chiffre jamais atteint. Plus de 4 millions seront en grève trois semaines, plus de 2 millions en grève un mois. C'est bien un mouvement-clé dans l'histoire des luttes de classes.

D'abord parce qu'une grève générale avec occupation des entreprises, c'est bien plus qu'une journée d'action qui dure. L'oppression quotidienne disparaît, plus de pointeuse, plus de chefs, plus de travail abrutissant. Le rapport entre les hommes prend le dessus, la parole se libère. Il n'y a plus de tabac, plus d'essence, on s'en arrange. On discute partout de tout avec tout le monde, dans l'usine occupée, bien sûr, mais aussi dans son quartier, dans la rue.

Ensuite parce que cette grève touche toutes les couches de la classe ouvrière. C'est d'abord la métallurgie, les grosses entreprises industrielles qui entrent en grève, puis le tertiaire. Toutes les catégories sont concernées, les ouvriers, les employés, les cols blancs, les cadres, mais aussi les footballeurs, les comédiens, la presse, la justice... le mouvement touche tous les salariés dans une société où pour la première fois, ils atteignent 80 % de la population active. Pour autant c'est dans les concentrations industrielles qu'elle sera la plus puissante et que se joueront les événements majeurs.

Les jeunes ouvriers jouent un rôle décisif dans le déclenchement de la grève. A contrario, plus elle est tardive, plus le poids syndical est déterminant.

Les revendications formulées visent le plus souvent à « solder les comptes ». Même si, ici ou là, c'est l'organisation du travail elle-même qui est mise en cause.

L'occupation est un phénomène général, mais avec des réalités extrêmement diverses. Parfois ce ne sont que quelques délégués, parfois l'occupation est plus massive. Un embryon de vie sociale commence à s'organiser dans et autour des entreprises : quelques AG de travailleurs, une journée porte ouverte pour le reste de la population, des bals populaires aussi, et la solidarité qui s'organise ici et là avec les commerçants ou

les paysans de la région pour le ravitaillement. Pour la CGT l'occupation est aussi le moyen de garder le contrôle sur les grévistes, il y a même parfois des piquets contre « les gauchistes et les étudiants ».

L'occupation, si elle a une dimension fortement symbolique de prise de pouvoir sur l'outil de travail a aussi des conséquences inattendues en fixant sur place les salariés, du fait des directions syndicales qui tiennent à tout contrôler. Une obsession qui frise la caricature lorsqu'il s'a-

git d'éviter autant que possible les échanges et les rencontres, même entre les entreprises d'un même groupe. C'est ainsi que la délégation intersyndicale de Renault-Flins a dû négocier plusieurs jours pour entrer à



Contre la reprise à Renault-Flins

Renault-Billancourt et rencontrer ses camarades !

Les comités de grèves, quand ils existent, sont composés de syndicalistes et rarement

### Ce que le PCF expliquait en mai-juin 1968...

Dans l'*Humanité* du 3 mai 1968 Georges Marchais dénonce les pseudo-révolutionnaires « unifiés dans ce qu'ils appellent le "Mouvement du 22 mars - Nanterre", dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit » et « dont l'agitation va à l'encontre de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes ». (...) « Ces faux révolutionnaires doivent énergiquement être démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes. (...) Il est bien évident que nous ne confondons pas les petits groupuscules gauchistes s'agitant dans les Universités avec la masse des étudiants ».

Dans l'*Humanité* du 4 mai 1968 Georges Bouvard s'indigne : « Mais comment qualifier ceux qui par leurs agissements irresponsables, leur violence, leurs injures ont provoqué cette situation ? (...) Les étudiants sont à même de vérifier où le pouvoir trouve ses meilleurs alliés, comment on peut faire son jeu, tout en se proclamant "super-révolutionnaire" ».

La Fédération de Paris de l'Union des étudiants communiste (UEC) proclame que les gauchistes « facilitent la tentative du pouvoir, de la presse, de la radio-télévision pour isoler les étudiants de la population. Par leurs mots d'ordre aventuristes, par leur conception de l'action violente de "petits groupes", ils n'offrent aucune perspective concrète et freinent la mobilisation massive des étudiants qui seule, peut faire reculer le pouvoir ».

La municipalité de Nanterre s'exprime également : « Certains groupuscules composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit, prennent prétexte des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens) ».

Dans l'*Humanité* du 7 mai, Georges Bouvard affirme que « la juste cause des étudiants et de l'Université n'a pas de meilleurs défenseurs que les communistes ». Mais le lendemain le PCF publie une déclaration qui parle « des agissements des aventuristes dont les conceptions n'ouvrent aucune perspective aux étudiants et n'ont rien de commun avec un véritable mouvement de progrès et d'avenir, avec un véritable mouvement révolutionnaire ».

Dans l'*Humanité* du 6 juin, Étienne Fajon, membre du Bureau politique du PCF et directeur de l'*Humanité* écrit : « Dans son dernier communiqué le Bureau confédéral de la CGT "estime que partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité". La grande organisation syndicale donne, disons cela, une nouvelle preuve de son sens de responsabilités au service de la classe ouvrière. Nous approuvons pleinement, quant à nous, sa juste position. Toute autre attitude fournirait à De Gaulle le prétexte qu'il attend. Il faut le souligner d'autant plus que des groupes pseudo-révolutionnaires, après s'être ingéniés à saboter le grand mouvement en cours sous prétexte que les revendications n'auraient plus d'intérêt, essaient de présent d'empêcher la reprise du travail là où la conclusion victorieuse a couronné la lutte. (...) La défaite de ceux qu'ils servent sera en même temps leur propre défaite. »



## 1968 France

de non-syndiqués. Ce sont le plus souvent des intersyndicales, des réunions de délégués, de militants liés aux appareils et responsables uniquement devant ces appareils. Une étude dans le Nord et le Pas-de-Calais indique qu'ils ont existé dans 70 % des cas, mais qu'ils ont été élus dans 14 % des situations et révoqués par l'assemblée des grévistes dans 2 % des cas seulement. Malgré cela, dès le 17 mai, Séguy confirme à la radio le refus de coordonner les comités de grève existants.

Des commissions sont parfois mises en place, notamment dans des entreprises où les techniciens, voire des cadres, jouent un rôle important. C'est alors un lieu de parole fructueux.

Il existe dans un certain nombre d'endroits des comités d'action, regroupant les travailleurs les plus combattifs, la gauche ouvrière, les salariés les plus sensibles au modèle étudiant... qui ont souvent une dynamique antisyndicale. Les assemblées générales sont des lieux d'information plus que de discussion.

Il n'y a pas ou très peu d'exemples de contrôle ouvrier. Ils n'apparaissent que dans des secteurs particuliers : la presse, les hôpitaux, l'exemple le plus connu étant celui du Centre de l'Énergie Atomique à Saclay.

A Nantes, parce que la paralysie du pays pose rapidement de sérieux problèmes matériels, des syndicalistes vont jusqu'à créer un comité central de grève afin d'assurer le fonctionnement de certains services indispensables : distribution de fuel ou de bons d'essence, ramassage des ordures ou organisation de points de vente de produits de première nécessité pour les grévistes et leur famille.

### La grève provoque une véritable crise politique

A la fin du mois de mai, toute la grève vit au rythme des événements politiques : De Gaulle va-t-il finir par craquer et partir ?

La situation devient réellement préoccupante : du 22 au 26 mai, il y a dans tout le pays une centaine de manifestations et toujours autant de grévistes.

De Gaulle tente de dénouer la crise le 24 mai en proposant un référendum mettant en jeu sa propre personne : « *Moi ou le chaos !* ». C'est un bidule, les manifestants lui répondent : « *Tes discours on s'en fout !* ». Ce même jour une manifestation parisienne étudiants-travailleurs de 100 000 personnes incendie la Bourse, assiège et saccage deux commissariats. Des manifestations violentes ont lieu à Lyon, Toulouse, Bordeaux,



Strasbourg et Nantes.

Il est impossible de briser le mouvement étudiant qui conserve toute sa vigueur mais qui rencontre aussi ses limites : les étudiants ont beau affirmer qu'ils sont solidaires de la classe ouvrière, ils restent de fait extérieurs à ce qui se passe dans les usines. Par contre le pouvoir pense possible de faire cesser la grève en encourageant le patronat à accepter de négocier sur un terrain corporatif, le gouvernement avec Pompidou jouant en quelque sorte le rôle d'arbitre.

Les directions syndicales s'empressent d'accepter cette offre, permettant du même coup à De Gaulle de sortir de l'impasse dans laquelle il venait lui-même de s'enfermer en misant tout sur le prestige de sa personne. Car négocier sous l'arbitrage de son gouvernement à ce moment-là, c'était forcément lui redonner une légitimité au moment où il était le plus contesté.

Les négociations de Grenelle du 25 mai ne donnent rien sur l'échelle mobile des salaires, l'âge de la retraite, le retour aux 40 heures ou l'abrogation des ordonnances concernant la Sécurité sociale. Elles donnent des garanties aux appareils syndicaux avec la création des sections syndicales d'entreprise, prévoient des augmentations de salaires importantes (plus 35 % du SMIG et plus 10 % sur les autres salaires) et le paiement de 50 % des journées de grève.

La CGT va tester les résultats avec son secrétaire général Séguy, accompagné du négociateur des accords Matignon de 1936, devant les ouvriers de Billancourt. Ils manifestent bruyamment leur indignation. L'opposition des ouvriers au marchandage de cette négociation s'exprime dans la volonté de ne pas arrêter la grève, mais les capitulations ne sont pas massivement dés-

avouées à la base.

La CGT n'en a cure : il n'est pas question pour elle d'aller renégocier à Grenelle. Comme si de rien n'était, elle engage désormais des négociations sur cette base au niveau des branches et des entreprises, brisant de fait l'unité de la grève générale. Elle a l'espoir que la grève ira en s'émiettant, puisque tout le monde aura désormais la possibilité de reprendre en ordre dispersé.

### Les jours cruciaux

Dans l'immédiat cependant, le refus de Grenelle par les travailleurs ne fait que rendre plus aiguë la crise politique.

Le 27 mai se tient le meeting du stade Charletty avec 50 000 personnes à l'appel de l'UNEF, avec le soutien de la FEN et de la CFDT, en présence de Pierre Mendès-France. Le mouvement étudiant, incapable à ce stade de proposer une réelle alternative politique se tourne vers la gauche. Mendès n'a rien à proposer.

Mitterrand, conscient du vide politique, cherche une alternative institutionnelle : il annonce sa candidature à la présidence de la République et propose Mendès-France comme premier ministre. Mendès se déclare d'accord pour diriger un gouvernement de la gauche unie. Mitterrand va jusqu'à le définir « *composé de 10 membres choisis sans exclusive ni dosage* ». Il ouvre ainsi la porte au PCF, pour une raison qu'il expliquera plus tard : « *J'estimais que la présence communiste rassurerait plutôt qu'elle n'inquiéterait... Je savais que ni leur rôle, ni leur nombre dans l'équipe dirigeante n'avait de quoi effrayer les gens raisonnables qui, à l'instant même, voyaient dans la CGT et Séguy les derniers remparts d'un ordre public que le*

gaullisme se révélait impuissant à protéger face aux coups de boutoir des amateurs de la révolution. » (1) Le PCF affirme qu'il « n'y a pas en France de politique de gauche et de progrès social sans le concours des communistes », et parle de « gouvernement populaire ».

Le 29 mai, la CGT organise une manifestation énorme (500 000 personnes) en faveur d'un « gouvernement populaire ». Dans cette manifestation, la JCR scande « Gouvernement populaire, oui, Mitterrand Mendès-France, non ! », mot d'ordre repris par nombre de manifestants. Mais ce mot d'ordre ne réglait pas les questions de fond : un gouvernement pour quoi faire, responsable devant qui ? Simplement, il avait le mérite d'essayer d'indiquer une solution même transitoire qui permette de ne pas se résigner à l'impuissance sur le plan politique. Tout en continuant à expliquer les pièges des mécanismes institutionnels dans lesquels Mitterrand et d'autres voulaient embarquer le mouvement.

La vacance du régime n'est pas seulement symbolique. Ces quelques journées entre le 27 et le 30 mai sont le point culminant dans la crise politique. L'État fort gaulliste est temporairement incohérent et paralysé. L'affrontement avec cet État se pose sans que le mouvement, par sa propre force, ne puisse dégager une alternative politique.

De leur côté, les directions réformistes tentent de proposer une solution dans le cadre des institutions. Mais elles le font uniquement parce que la situation leur paraît totalement bloquée, sans forcément souhaiter que le processus aille jusqu'au bout. Il est vrai que la passation des pouvoirs aurait pu se faire le plus légalement du monde si le vieux général avait craqué : après tout, ce dernier était bien arrivé au pouvoir dix plus tôt à la suite des barricades d'Alger. Mais cela aurait signifié que la gauche tire une



partie de sa légitimité de la rue directement, et non pas des urnes. Et cela, elle ne le voulait pas, pour ne pas avoir de comptes à lui rendre.

Comprenant qu'il va pouvoir s'appuyer sur cette capitulation, De Gaulle passe à l'offensive.

## Le pouvoir gaulliste se rétablit

De Gaulle disparaît le 29 mai, laisse le doute s'emparer des esprits. Une véritable atmosphère de sauve-qui-peut règne parmi les politiciens de droite affolés par sa prétendue « disparition », à tel point que Valéry Giscard d'Estaing, futur président de la République, déclare : « Le gouvernement qui, malgré un sursis, n'a réussi ni à rétablir l'autorité de l'État, ni à remettre la France au travail doit partir de lui-même ».

De Gaulle est parti consulter le général Massu à Baden-Baden. Le 30 mai il reprend la situation en main. A 16h30 cela ressemble même à un coup de théâtre soigneusement mis en scène : dans un discours pugnace et incisif, il annonce qu'il ne se retirera pas, ne changera pas de premier ministre et qu'il dissout l'assemblée nationale, provoquant des élections anticipées dans lesquelles il était certain que les organisations réformistes vont s'engouffrer.

Parmi ses partisans, le soulagement est à la hauteur de la grande peur qu'ils ont éprouvée. De 18h00 à 20h00, à l'appel de diverses organisations gaullistes, rejointes par le mouvement d'extrême droite Occident, les mercenaires, les anciens combattants de l'Algérie française, des centaines de milliers de personnes défilent sur les Champs-Élysées, donnant même l'impression d'un véritable raz de marée. Des manifestations du même type se déroulent un peu partout.

C'est une véritable douche froide pour tous ceux qui avaient cru à sa démission. Un certain flottement commence à se faire sentir parmi les grévistes, et même un certain découragement. C'est alors que les négociations par branche, voir au niveau des entreprises, commencent à s'enclencher réellement, avec l'espoir, cette fois, de sortir de cette crise à moindre frais, en donnant simplement aux syndicats de quoi faire reprendre le travail sans trop se déconsidérer.

En annonçant le 30 mai qu'il resterait et qu'il y aurait de nouvelles élections législati-

ves, De Gaulle ne fait pas que porter un coup au moral des grévistes. Il permet aux appareils syndicaux de reprendre l'initiative après l'échec de Grenelle, en expliquant qu'il est possible de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction sur tout, ni même sur grand chose, puisque de toute façon un gouvernement de gauche viendra apurer les comptes à notre place grâce aux élections, le mieux étant même que celles-ci se déroulent le plus vite possible. Il fallait donc reprendre « dans l'ordre et dans l'unité ».

Pourtant la reprise ne se fait pas sans mal. L'État fait un effort pour remettre en marche les entreprises qui dépendent de lui, dans les charbonnages, à EDF, à la RATP ou à la SNCF. Prêt à mettre un peu plus la main à la poche que les patrons du privé. Afin de



Alain Krivine (JCR) en mai 1968

créer un effet psychologique (de la même façon, l'essence était réapparue miraculeusement après le 30 mai), et parce qu'il ne sert à rien de vouloir faire redémarrer l'industrie et tout le secteur privé sans transport ni énergie.

La décrue est lente : il y a encore 6 millions de grévistes le 5 juin, 3 millions le 10, plus d'un million le 15 juin. A Renault-Billancourt le travail ne reprend que le 17 juin.

A certains égards, le conflit n'est plus tout à fait le même. Désormais il est minoritaire, mais il devient aussi plus dur, plus âpre face à la résistance des patrons, qui pensent pouvoir s'en sortir à moindre frais. Du 7 au 10 juin, ouvriers et étudiants se retrouvent au coude à coude à Flins. Il y a un mort, un jeune qui se noie en essayant d'échapper aux flics. Le lendemain, il y a de véritables émeutes à Sochaux autour des usines Peugeot. Deux ouvriers trouvent aussi la mort. La CGT ferme les yeux, pressée d'en finir...

1. François Mitterrand, Ma part de vérité : De la rupture à l'unité, Payard, Paris 1986.



## 1968 France

Lors des élections, De Gaulle obtient une majorité absolue au parlement, totalement inespérée. Son parti, l'UDR, réalise même son meilleur score. Le mouvement avait été dirigé contre la droite, c'est elle qui bénéficie de son échec et du retour à l'ordre. Quant au PCF, qui est alors le parti de gauche le plus important, il est bien mal récompensé : après avoir amplement dénoncé durant tout le mouvement les « *provocateurs gauchistes* », il se voit retourner contre lui le chantage à la guerre civile par toute la droite et par De Gaulle lui-même.

### Une crise révolutionnaire en mai-juin 1968 ?

La JCR à l'époque y voit surtout une « *répétition générale* », une première étape dans la révolution. Elle le fait malgré tout avec une certaine lucidité : l'extrême gauche même en additionnant les différents groupes n'est manifestement pas en capacité d'organiser des secteurs décisifs de la population, et Charléty montre les limites du mouvement, l'absence de perspective politique. On est encore loin d'une situation de double pouvoir : c'est la raison pour laquelle la JCR préfère parler de « *situation prérévolutionnaire* ».

La question mérite pourtant qu'on s'y arrête, en reprenant les caractéristiques majeures que relève Lénine à propos d'une situation révolutionnaire : quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant, et ceux d'en bas ne peuvent plus le supporter.

### Ceux d'en haut ?

Les grandes administrations sont touchées par la grève, même si elle est plus courte que dans l'industrie. Les médias, les communications, les transports, la production d'énergie sont touchés. On le sait maintenant, il y a eu des flottements dans certains secteurs de la police, le gouvernement a même battu le rappel des réserves de la gendarmerie. Mais les forces armées sont restées largement en dehors de la crise.

Le patronat exprime une inquiétude proportionnelle à la surprise. Au moment même des négociations de Grenelle, une note du centre d'études des entreprises analyse la section syndicale d'entreprise, comme la « *prochaine étape de l'escalade marxiste... pièce maîtresse du mécanisme totalitaire marxiste-léniniste...* », un embryon de soviétisme. Cette même note estime que « *la sauvegarde des libertés naturelles, fondement de la civilisation chrétienne et d'une véritable démocratie respectant les libertés*

### Document : Le PCF tire à chaud le bilan de mai-juin 1968

Par Waldeck Rochet\*

« Pour comprendre ce qui s'est passé on ne peut faire abstraction de la composition sociale du milieu étudiant et tenir pour périmés les enseignements des classiques du socialisme scientifique à cet égard. Marx et Lénine nous ont mis en garde, maintes et maintes fois, contre la propension de la petite-bourgeoisie spécialement de la petite-bourgeoisie intellectuelle, à la phrase et à la pose ultra-révolutionnaires, anarchisantes et pseudo-romantiques.

« Ainsi s'explique que des groupes se réclamant de l'anarchisme, du maoïsme, du trotskisme et du « *guévarisme* », bien qu'ils comptent un nombre restreint d'adhérents, aient pu entraîner des milliers d'étudiants sur leurs positions démagogiques.

« On a abouti ainsi aux spectaculaires barricades de voitures auxquelles on mettait le feu. Ces nuits de désordre sans résultats pour le mouvement étudiant ne pouvaient causer aucune inquiétude au régime gaulliste. Bien au contraire : elles mettaient en mouvement en sa faveur la « *machine à faire peur* ». (...) De toute façon, le mouvement ouvrier français vient de faire une expérience décisive du « *gauchisme* » et de sa malfaisance. Tous les groupes gauchistes, soutenus tout au long de la dernière période par le PSU, sont nés d'un effort pour nuire au Parti communiste et ils sont tout juste bons à porter tort au mouvement ouvrier et démocratique. (...)

« Dès le début, nous avons dénoncé avec force les mots d'ordre aventuristes des groupes gauchistes qui, en tentant d'entraîner les travailleurs et le mouvement démocratique vers un affrontement avec le pouvoir, faisaient exactement le jeu de ce dernier. (...)

« *« Tout est possible ! »* disait un Barjonnet — reprenant le mot du trotskiste Marceau Pivert en 1936, « *La situation est révolutionnaire !* » affirmaient les gauchistes de tout poil, qui répandaient même des appels à la « *grève insurrectionnelle* ». Le PSU et certains dirigeants de la CFDT ne furent pas les derniers à adopter ces attitudes gauchistes, incitant les travailleurs à ne pas reprendre le travail, même lorsqu'ils avaient obtenu des

satisfactions substantielles. (...)

« Les gauchistes proclamaient qu'il y avait une « *situation révolutionnaire* » permettant de renverser le capitalisme et d'établir un POUVOIR OUVRIER alors que le pouvoir gaulliste bien qu'affaibli gardait la possibilité d'écraser par la force le mouvement ouvrier et alors que n'étaient pas réunies les conditions d'une entente solide sur un programme des partis de gauche et organisations syndicales ouvrières.

« En maintenant résolument notre lutte en faveur des revendications des travailleurs et de nos objectifs de relève démocratique du pouvoir gaulliste, dans le cadre de la légalité républicaine, nous avons fait échouer le plan gaulliste visant à l'écrasement du mouvement ouvrier et démocratique.

« Nous avons soutenu et nous continuerons de soutenir l'idée qu'il faut remplacer la puissance gaulliste des monopoles par un gouvernement d'union démocratique issu, non de la subversion, mais de la volonté populaire clairement et démocratiquement exprimée. (...)

« J'ai reçu une lettre dans laquelle l'auteur soutient que le Parti communiste a eu tort de critiquer les groupes gauchistes et qu'il aurait fallu au contraire s'associer à eux.

« Je réponds que si notre Parti ne s'était pas désolidarisé des méthodes des groupes gauchistes et n'avait pas condamné nettement et publiquement leurs violences aveugles et inutiles, il aurait perdu beaucoup plus de suffrages sans parler du risque d'aventure sanglante. (...)

« Il faut porter le coup contre la phrase ultra-révolutionnaire et la démagogie petite-bourgeoise, le schématisme et le pédantisme, l'esprit doctrinaire qui prétend appliquer mécaniquement à la situation française originale des procédés et des mots d'ordre intempestifs et déraisonnables. »

\* Extraits du rapport présenté par Waldeck Rochet, alors secrétaire général du PCF, au Comité Central de Nanterre, les 8 et 9 juillet 1968 reproduit dans la brochure intitulée *Les événements de mai-juin 1968. Leur enseignement.*

concrètes de chacun » est ainsi en jeu. Rien de moins ! Mais quelle réalité cela traduit-il exactement ?

Les responsables politiques semblent avoir été dépassés. Il semble même que cela a été le cas en ce qui concerne De Gaulle, qui se serait préparé à une répression massive pour arrêter la « *chienlit* », à la différence de son premier ministre.

Pourtant, ce qui est remarquable, c'est la force et la lucidité de l'appareil d'État par rapport à la faiblesse de la plupart des hommes politiques, la capacité à apprécier les rapports de force réels. Pompidou, premier ministre et homme des banques, préfère faire le choix de l'absorption plutôt que de l'affrontement, misant sur la division entre

jeunes et travailleurs. Les responsables de l'appareil répressif, suivant cette analyse, font des efforts considérables pour éviter tout dérapage mortel lors des affrontements. Pour eux, clairement, il s'agit d'une révolte étudiante, pas d'une révolution ouvrière, adaptant la réponse policière à ce niveau. Les trois morts ont été assassinés devant les usines !

Quant aux responsables militaires, Massu en tête, ils conseillent tout simplement à De Gaulle de retourner à Paris, car pour eux l'heure n'était pas à une intervention militaire.

Pendant 4 à 6 semaines, le mouvement était tel que l'appareil d'État n'avait plus tous ses moyens et ne pouvait pas gouverner.



ner comme avant, mais il pouvait toujours intervenir. On peut parler de crise politique dans la mesure où il y a eu une vacance du gouvernement pendant quelques jours. Mais il n'y a pas eu de vacance du pouvoir.

## Ceux d'en bas ?

C'est la plus grande grève générale en France. L'initiative est venue pour une bonne part de jeunes travailleurs combattifs, avec dans un certain nombre d'endroits une liaison dans la rue entre jeunes étudiants et ouvriers. Pendant un mois, tout le pays a vécu au rythme de la grève. Dans cette ambiance de fête, des millions de grévistes expriment bien plus que les revendications économiques : leur refus de De Gaulle et de la société. Enfin les problèmes des exploités et des opprimés sont discutés, et mieux encore : alors que le « *socialisme réel* » en Europe de l'Est fait de moins en moins rêver, l'utopie acquiert à nouveau droit de cité, accompagnée d'une critique radicale de tous les rouages du capitalisme.

Mais il manquait à ce mouvement une véritable capacité à porter ce projet en terme de pouvoir. Mai-juin 1968 n'était pas situation révolutionnaire : même si le gouvernement a vacillé, ceux d'en haut ont gardé le pouvoir ; et ceux d'en bas, même si ils étaient très mobilisés, étaient loin d'imaginer leur arracher et surtout le remplacer par quelque chose d'autre.

Ce mouvement ne s'est doté d'aucune forme démocratique de représentation, encore moins de centralisation. Pas plus chez les étudiants que dans la classe ouvrière. Si les discussions sont permanentes dans les facultés et quelques lieux ouverts, elles ne se traduisent pas par des décisions, un processus de désignation de représentants démocratiques du mouvement. Dans les usines, il y a rarement de vraies AG, et quasiment pas d'auto-organisation, de structuration de comités de grève, ou d'expériences de contrôle ouvrier, même partiel. En l'absence de représentation démocratique du mouvement de grève, la question de leur centralisation ne se pose même pas.

L'avant-garde ouvrière qui existe pourtant est éclatée, divisée, atomisée. Elle est donc dans l'incapacité d'orienter les millions de grévistes sur des perspectives politiques. La faiblesse de l'extrême gauche révolutionnaire et son extrême dispersion en de multiples petits groupes souvent très sectaires ne permet pas de dépasser cette situation.

Il y a donc un décalage entre la force du mouvement et son contenu. Une telle situation aurait pu changer, mais il fallait pour cela une force politique, dramatiquement



absente en 1968.

Le refus du bradage de cette grève qui s'exprime dans la poursuite du mouvement ne s'est pas traduit non plus par des ruptures significatives avec les appareils réformistes. Un phénomène qu'il faut aussi replacer dans les limites d'une situation objective où après une longue période de croissance, rien de vital n'était en jeu pour la population.

## Que reste-il de 1968 ?

Cet événement majeur de la lutte des classes a profondément modifié la société française, tout en ayant eu des effets importants au-delà des frontières : c'est une des dates-clé de la recomposition du mouvement ouvrier européen de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Il y a des raisons profondes à cela.

Contre ceux qui font de 1968 la dernière grève ouvrière du XIX<sup>e</sup> siècle, comprenons qu'elle est la première grève générale d'une société dont 80 % à 90 % de la population est salariée. Elle montre que dans un pays capitaliste avancé, un mouvement d'une telle ampleur, qui touche toutes les couches de la population, qui atteint l'autorité, l'État, qui déborde la légalité bourgeoise est possible. Elle montre que les formes de lutte de la classe ouvrière se propagent à d'autres secteurs de la société.

Mai 1968 a été le catalyseur de l'émergence d'une nouvelle génération politique et sociale. La modification profonde du rapport de force entre les classes produit des effets directs jusqu'au milieu des années 1970. Un processus de politisation dans la classe ouvrière permet l'apparition de courants qui se cristallisent à la gauche des réformistes. Les rapports de force au sein du mouvement ouvrier commencent à changer, l'hégémonie du PCF est battue en brèche. Un courant révolutionnaire apparaît à la gauche du PCF et acquiert droit de cité, même dans les entreprises. Sans pour autant

être capable de changer encore la donne : les illusions électorales dans le programme commun de l'union de la gauche dominant les années 1970 ; puis ce sont les désillusions des années Mitterrand et la montée de l'extrême droite durant les années 1980-1990.

Aujourd'hui, la situation est encore différente. Des années de gestion du capitalisme ont réduit considérablement le crédit dont disposait la social-démocratie, et plus encore le PCF. Sur fond de recul global de la conscience et de la combativité du prolétariat, une nouvelle génération commence à renouer avec les luttes, à rompre avec les appareils traditionnels de la gauche et du mouvement ouvrier. L'extrême gauche fait plus qu'acquiescer droit de cité. Elle commence à représenter une alternative, certes encore modeste, mais c'est un acquis inestimable dans la perspective des prochaines luttes qui seront autrement plus décisives.

Car à l'heure où la majorité de la population estime que les générations futures vivront plus mal que les précédentes, où les désastres sociaux et écologiques d'un capitalisme débridé plongent des millions de travailleurs dans la misère, la révolte n'est pas seulement possible, elle a bien plus de raisons qu'il y a quarante ans d'être infiniment plus radicale.

Comme l'écrivent Daniel Bensaid et Alain Krivine dans *1968, fins et suites* : « *Si nous devons garder quelque chose du messianisme de Mai, ce n'est pas l'utopie qui tient lieu de politique (...). C'est l'irruption, la brèche, l'évènement, la porte étroite par où peut, à tout moment, entrer du possible.* » (2) Oui, un autre monde est possible, plus que jamais ! ■

Paris-Rouen, le 5 mai 2008

2. Daniel Bensaid et Alain Krivine, 1968, fins et suites, La Brèche, Paris 2008.

### Berlin, février 1968 : Le congrès contre la guerre du Vietnam

# De Londres à Berlin

Par  
Tariq Ali\*

En Grande-Bretagne nous avons décidé de former une organisation appelée Campagne solidarité Vietnam (Vietnam Solidarity Campaign, VSC). L'état-major de la VSC avait été invité à envoyer un représentant pour s'adresser au Congrès contre la guerre du Vietnam, qui devait se tenir à Berlin-Ouest et qui était organisé par la Ligue étudiante socialiste allemande (Sozialistischer Deutscher Studentenbund, SDS). Il fut décidé que j'irai comme orateur et que je prendrai contact avec les représentants des mouvements du même type que la VSC des autres pays d'Europe.

Le mouvement anti-guerre grandissait dans le monde entier. Des personnalités démocrates des États-Unis commençaient à être préoccupées. Alors que le président Johnson et son gouvernement poursuivaient l'escalade, un candidat partisan de la paix, le sénateur Eugène MacCarthy, s'était déclaré en faveur d'un gouvernement de coalition à Saigon, incluant le Front national de libération (FLN), ce qui aurait entraîné l'effondrement immédiat de la stratégie américaine en Indochine. D'autres sénateurs, tels que Wayne Morse et Fulbright en particulier, commençaient à étaler publiquement leurs appréhensions. Morse déclara que cette guerre était « *illégal, immorale* » et que c'était « *une intervention militaire totalement injustifiée* ». Fulbright fut plus mesuré, mais il utilisa son autorité de président de la puissante Commission sénatoriale des Affaires

étrangères pour contester la version officielle de ce qui était en train de se passer au Sud-Vietnam.

Berlin-Ouest était la capitale de la guerre froide. Quelques années auparavant, la tenue dans cette ville, d'un Congrès pour le Vietnam aurait été impensable. Néanmoins, les événements de 1967 avaient modifié certaines attitudes. L'écrasante majorité de la population était toujours fortement pro-américaine, mais une fraction grandissante de la population étudiante avait rompu avec l'idéologie dominante. En 1967, une manifestation avait été organisée par la SDS à Berlin-Ouest contre la visite du shah d'Iran, à la tête d'un régime tortionnaire qui reposait sur une police secrète, la SAVAK, dont les chefs se vantaient de constituer le réseau de répression le plus efficace depuis la disparition de la Gestapo.

### Opposition à la guerre

La police avait reçu l'ordre de vider les rues et diffusait par radio un message selon lequel « *deux policiers avaient été agressés par des étudiants* ». C'était un mensonge qui conduisait inévitablement à la violence. Un membre de la SDS, Benne Ohnesborg, reçut des coups terribles et tomba, à demi-inconscient, sur la chaussée. Alors qu'il gisait là, un autre policier arriva et le tua en lui tirant dessus. Le maire de Berlin-Ouest, un certain M. Alberts, fut très profondément choqué par l'événement et le fut encore davantage à l'écoute du faux message radio. Il fit connaître publiquement son désaccord, ce qui était un suicide politique. On le remplaça par un social-démocrate insipide du nom de Schultz, mais tout le monde à Berlin savait que le pouvoir était, en fait, aux mains du sénateur chargé de l'Intérieur, Neubauer, que la SDS accusait d'être un « *national-socialiste* ». D'un autoritarisme outrancier, il se situait à l'extrême droite du Parti social-démocrate allemand (SPD).

C'est tout cela que j'ai appris en arrivant à Berlin, en ce mois de février, pour parler au Congrès (1).

Je me dirigeais directement vers le Club

républicain où je rencontrais les dirigeants berlinois de la SDS, qui m'informèrent de la situation locale. L'administration social-démocrate Schultz-Neubauer avait interdit la manifestation prévue en utilisant l'argument de la menace contre l'ordre public. Le plan était de marcher sur le secteur d'occupation américain et de manifester notre opposition à la guerre. En réponse, Schultz avait déclaré que sa police « *nettoierait les rues avec un balai d'acier* ». La tension était à son comble dans l'attente de la décision à prendre par l'état-major de la SDS. Allaient-ils défier l'interdiction ou non ? S'ils le faisaient, il n'y avait aucun doute que ce serait une affaire violente et sanglante. Les étudiants étaient en colère. La blessure provoquée par le meurtre d'Ohnesborg était toujours ouverte et beaucoup parlaient de vengeance. Pour ma part, je n'avais pas réalisé qu'une manifestation était projetée et encore moins qu'elle pourrait être interdite.

### Interdiction

Tandis que j'écoutais le débat — qui m'était traduit, en simultané, par Elsa, favorable à passer outre l'interdiction et n'était guerre incline à me traduire de manière enthousiaste les positions adverses ; ces derniers s'en aperçurent et lui adjoignirent une autre personne, partisane de leur point de vue — les dirigeants de la SDS entrèrent et se présentèrent. Ils étaient trois : Rudi Dutschke, qui avait quitté Berlin-Est et étudiait la théologie ; Gaston Salvatori, neveu du Chilien Salvador Allende, étudiant à Berlin ; et Karl Dietrich Wolf, de Francfort. Ils me prirent à part, dans une pièce à côté, pour m'expliquer le sérieux de la situation. Un débat souterrain, que j'ignorais, s'ouvrit alors. Fallait-il faire appel aux tribunaux de Berlin-Ouest pour remettre en cause l'interdiction ou bien cela serait-il considéré comme une capitulation devant les institutions qu'il s'agissait de renverser ? J'avais déjà refusé auparavant d'être entraîné dans ce débat sur l'interdiction, déclarant que pour moi, il s'agissait d'une question purement tactique qui ne pourrait être tranchée

\* Tariq Ali, animateur de la *New Left Review* britannique, fut un des fondateurs de l'International Marxist Group (IMG, section britannique de la IV<sup>e</sup> Internationale) et un des porte-parole de la nouvelle gauche britannique dans les années 1960 et 1970. Nous reproduisons ici un extrait de son livre *Street Fighting Years (Années de combats de rue*, titre inspiré d'une chanson de Mick Jagger de l'été 1968 : *Street Fighting Man*), qui retrace son itinéraire de jeune révolutionnaire, né au Pakistan, devenu militant révolutionnaire. Ce texte a paru en français pour la première fois dans *Inprecor* n° 267 du 6 juin 1988.

1. Ce Congrès a eu lieu les 17 et 18 février 1968.

que par le Congrès lui-même. Il n'y eut pas de contestation sur ce point, mais on me demanda quelle serait ma proposition. J'expliquais gentiment que je ne dirais rien étant donné mon ignorance de beaucoup d'éléments concernant la situation à Berlin-Ouest et que telle serait aussi, sans doute, l'attitude de la plupart de ceux qui venaient de l'extérieur.

En ce qui concerne l'appel aux tribunaux, je n'avais cependant pas de doutes : un avocat devait être mis au courant et un procès intenté contre l'administration locale. Ils échangèrent des regards et des sourires. Dutschke se déclara tout à fait d'accord avec moi. Les autres ne dirent rien.

Le lendemain, à l'ouverture du Congrès, il fut annoncé qu'il serait fait appel contre la décision du maire. Il y eut à peine un murmure de protestation dans l'assistance, extrêmement nombreuse, à ma joie et à ma surprise. Il y avait des milliers et des milliers d'étudiants à l'intérieur et à l'extérieur de l'Université libre de Berlin, où nous étions en session.

Une nouvelle crise éclata au sein du conseil municipal. Neubauer avait dit au chef de la police : « Ça ne fait rien s'il y a quelques morts, il faut faire saigner un millier de têtes ». Le chef de la police refusa ces ordres et démissionna. Son suppléant, un autre social-démocrate de droite, le remplaça et déclara qu'il « les frapperait si durement qu'ils allaient courir tous d'une traite jusqu'à Moscou ». C'est avec de telles méthodes que la social-démocratie s'apprêtait de défendre la liberté et la démocratie.

### SDS, force montante

La naissance de la SDS a marqué un tournant dans l'histoire de l'Allemagne. Traditionnellement, les étudiants soutenaient la droite et les deux principaux partis politiques de l'Allemagne d'après-guerre — la CDU/CSU et le SPD, dont les dirigeants avaient été choisis par les États-Unis — n'en étaient pas mécontents. La génération née durant la guerre ou juste après, était cependant très différente de celle d'avant. Il n'y avait pas eu de véritable purge de fascistes après la guerre : le nouvel ennemi était déjà visible et les vieilles inimitiés devaient être surmontées pour lui faire face...

L'Allemagne des années 1950 avait été, en apparence, approuvée et passive. Mais le souvenir de la guerre ne pouvait pas être si facilement effacé pour les générations qui coexistaient dans la République fédérale. Dans les années 1960 les étudiants des campus savaient parfaitement que leurs parents n'avaient pas réussi à résister à la montée du



Le Congrès de Berlin, 17 et 18 février 1968. Rudi Dutschke à la parole

fascisme. L'arrivée de Hitler au pouvoir avait balayé tous les vestiges de la démocratie et détruit les deux plus grands partis ouvriers d'Europe, ce qui a laissé son empreinte politique et psychologique sur les enfants des années 1950. Même avec le silence absolu qui régnait sur cette question, ils savaient profondément que quelque chose n'allait pas. La guerre du Vietnam servit de catalyseur. « Nous sommes une minorité active ! », scandaient les militants de la SDS dans les meetings et les manifestations. C'est ainsi qu'ils criaient leur défiance vis-à-vis d'un passé présent au cœur de chaque famille : mieux vaut une minorité active qu'une majorité passive, aveugle aux crimes commis chaque jour. Tel était le message de la SDS allemande qui, dans les années qui ont suivi, allait être repris à leur compte par quelques-uns de ses partisans, dans un cours désespéré et autodestructeur. « Minorité active » allait être, ultérieurement, interprété comme la justification de la « guérilla urbaine » dans les villes allemandes, avec des conséquences tragiques.

### Offensive du Têt

C'est le deuxième jour que j'ai pris la parole devant le Congrès, sur la guerre et la solidarité. Le FLN avait lancé une nouvelle offensive militaire dans le Sud-Vietnam pour marquer le nouvel an vietnamien — le Têt. L'offensive du Têt avait commencé alors que nous nous préparions à ouvrir le Congrès. Chaque nouvelle victoire était annoncée à l'assemblée au milieu d'applaudissements de plus en plus forts. Les Vietnamiens étaient en train de démontrer, de la façon la plus concrète qu'on puisse imaginer, qu'il

était possible de se battre et de gagner. Ce fut un élément décisif pour façonner la conscience de notre génération. Nous pensions que le changement n'était pas seulement nécessaire, mais possible. Le thème de la solidarité internationale semblait plus vital que jamais auparavant et j'attaquais violemment le sommet de Glassboro aux États-Unis où Kossyguine (2) et Johnson avaient trinqué ensemble, alors que le Vietnam était dévasté par les bombardiers américains. Je déclarais que c'était une obscénité. La plupart des discours furent applaudis et interrompus aux cris de « Hô-Hô-Hô Chi Minh ! », qui a traversé toute l'Europe cette année-là. (...)

Puis Rudi Dutschke se leva et fit une puissante intervention liant la lutte contre les États-Unis au Vietnam avec les batailles à mener contre l'ordre bourgeois en Europe. Il parla d'étendre les bases du mouvement étudiant par une « longue marche à travers les institutions », une expression très utilisée et discutée au sein de la SDS. La théorie de Dutschke dérivait largement de celle de Herbert Marcuse, le philosophe vétéran de l'École de Francfort d'avant-guerre, qui avait une grande influence parmi les étudiants allemands. Cette « longue marche » ne

2. Alexis Nikolaïevitch Kossyguine, soldat de l'Armée rouge en 1919, entré au PCUS en 1927, devient permanent du parti à la suite des grandes purges staliniennes en 1938, puis membre du Politbureau en 1948. Après la chute de Khrouchtchev en novembre 1964, il est nommé Premier ministre soviétique dans ce qui constituait au départ une troïka avec Leonid Brejnev comme secrétaire général du PCUS et Anastase Mikoyan (et plus tard Nikolai Podgorni) comme président. C'est à ce titre qu'il représente l'URSS lors du sommet de Glassboro aux États-Unis. Après être tombé malade, Kossyguine est écarté de ses fonctions en octobre 1980 et meurt quelques semaines plus tard.



## 1968 Allemagne & Grande-Bretagne

signifiait pas « *miner de l'intérieur* », mais gagner de l'expérience sur tous les fronts — éducation, ordinateurs, mass-média, organisation de la production — tout en préservant, simultanément, sa propre conscience politique.

L'objectif de la « *longue marche* » était de construire des contre-institutions. Des zones libérées au sein de la société bourgeoise qui seraient l'équivalent des zones libérées par les partisans de Mao, en Chine, durant la longue guerre civile menée par les communistes chinois. L'université avait une place décisive dans une telle perspective, car c'est là que des cadres nouveaux pouvaient être éduqués et se préparer à remplacer les cadres de la classe au pouvoir. (...)

L'un des sommets du Congrès fut l'arrivée à la tribune de deux jeunes Américains noirs, tous deux vétérans du Vietnam. Avant même de prendre la parole, ils reçurent une ovation de la salle debout. Puis ils décrivent brièvement la guerre, expliquant l'utilisation des Noirs comme chair à canon. Ils nous ont dit que l'Amérique noire était au bord de grandes ruptures et, se tenant par le bras, ils entonnèrent un chant que nous n'avions jamais entendu, bien qu'ils étaient très connus aux États-Unis :

« *Je ne veux pas aller au Vietnam,  
Parce que le Vietnam c'est là où je suis,*

*Diable, non ! Je n'irai pas !*

*Diable, non ! Je n'irai pas ! »*

Les acclamations durèrent plusieurs minutes, tandis que les deux vétérans saluaient le poing levé.

Tout le monde attendait la décision du tribunal concernant la manifestation. J'étais sûr que le juge avait reçu des informations sur l'état d'esprit et le grand nombre de participants du Congrès. Le poète austro-allemand Erich Fried était en train de parler quand il fut interrompu par la présidence : le tribunal autorisait la manifestation à condition qu'elle ne s'approche pas des soldats ou des casernes américaines de la ville. C'était une victoire qui fut accueillie comme telle, mais à ce moment Rudi Dutschke demanda la parole et bondit à la tribune. Il était ravi du résultat, mais voulait

contester la restriction. Il était intolérable que nous ne puissions pas essayer de parler aux soldats américains. Sa voix s'éleva :



Après l'attentat, dont fut victime Rudi Dutschke (ci-dessus), le SDS a tenté d'investir les locaux d'Axel Springer à Berlin-Ouest défendus par la police...



« *Mais, camarades, c'est cela justement que nous devons faire. Si l'ennemi fixe les règles du jeu et que nous les acceptons, cela signifie, comme Herbert Marcuse nous l'a souvent dit, que nous jouons en acceptant leurs règles.* » Cette fois encore le Congrès se divisa. Alors Fried, lui-même vétéran antinazi qui avait dû fuir l'Autriche et chercher refuge à Londres, écrivit un message pour Dutschke : « *Notre victoire tient à ce que nous avons obtenu la manifestation. Pas de provocation, s'il te plaît ! J'ai dit et sauvé mon âme.* » Dutschke s'arrêta et lut ce message pour lui-même. Après une pause il informa l'assemblée de son contenu et admit que sa propre réponse était erronée. Tout le monde poussa un soupir de soulagement.

Nous avons manifesté l'après-midi. C'était un spectacle auquel Berlin n'avait pas assisté depuis plus de trente ans. 15 000 personnes, surtout des jeunes, une mer de drapeaux rouges et de portraits géants de

Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, qui ont été brutalement assassinés dans cette même ville en 1919 sur ordre des ancêtres politiques de Schultz et Neubauer. Il y avait aussi de grands posters de Hô Chi Minh et de Che Guevara, dont l'image dominait notre cortège. Nous avons descendu le Kurfurstendam en marchant et en courant, terminant par un rassemblement massif, où certains d'entre nous furent de nouveau priés de prendre la parole. Nous avons levé nos drapeaux au cœur même de l'Europe dominée par les Américains.

### Rudi Dutschke

La presse réactionnaire d'Axel Springer avait averti les Berlinoises qu'il y aurait de la violence et du sang, que Dutschke était « *l'ennemi public n° 1* » et que les citoyens devaient se préparer à défendre Berlin. Mais en réalité la manifestation resta pacifique.

De tous les mots d'ordre scandés ce jour-là, celui qui apparaissait le plus proche de la réalité était « *FLN vaincra !* ». Quant au moins probable, il y avait le choix, mais « *Tout le pouvoir aux soviets !* » semblait la plus lointaine des probabilités dans un Berlin où Neubauer avait une large base. (Des années plus tard il fut reconnu coupable de corruption à grande échelle, impliqué dans une affaire criminelle et il perdit son poste, mais continua à défendre sa façon autoritaire de gérer la ville). Nous avons fêté le succès de la manifestation et j'ai invité les dirigeants de la SDS à envoyer des militants à notre propre manifestation, le mois suivant, à Londres.

\* \* \*

Tard, une nuit, en avril 1968, j'ai reçu un coup de téléphone de Berlin. C'était une amie de la SDS et pendant quelques minutes, elle resta sans pouvoir parler, car elle sanglotait sans pouvoir se contrôler. Paralysé par l'inquiétude, je lui demandais de m'expliquer ce qui était arrivé. Un fanatique d'extrême droite avait tiré sur Rudi Dutschke. Vivait-il encore ? La blessure était-elle sérieuse ? Où se trouvait-il ? Il était en réanimation, inconscient. La balle était entrée dans la tête et l'opération était imminente, mais ses chances de survivre étaient très minces (3). La SDS avait appelé à des manifestations dans toute l'Allemagne et informait les amis à travers toute l'Europe. (...)

Cette nuit-là le téléphone n'a pas arrêté de sonner. Cette tentative d'assassinat a bouleversé tout le monde. ■

3. Rudi Dutschke ne s'est jamais complètement remis de cet attentat, à la suite duquel il s'est retiré en Grande-Bretagne, d'où il fut expulsé, puis au Danemark, où il est mort en 1979. La nouvelle gauche allemande perdait ainsi un dirigeant et un théoricien prometteur qui du fait de son expérience en Allemagne de l'Est pouvait construire un pont entre les deux Allemagnes. A Paris, au Quartier latin, à l'initiative entre autres de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), 3 000 manifestants ont exprimé leur solidarité avec la SDS après l'attentat contre Rudi Dutschke.

# Offensive du Têt

## Bataille décisive de la guerre du Vietnam

Par  
Phil Hearse\*

M enée en janvier et février 1968, l'offensive du Têt a scellé la défaite états-unienne dans la guerre du Vietnam. Paradoxalement les armées insurgées — l'Armée populaire du Vietnam (APL) et le Front national de libération (FNL) — n'ont atteint que peu de leurs principaux objectifs politiques et militaires et ont subi des lourdes pertes. Mais l'ampleur dramatique de l'offensive et les images des luttes urbaines visibles sur les écrans des télévisions du monde entier ont convaincu les opinions publiques mondiale et américaine que cette guerre ne pouvait pas être gagnée par les États-Unis. Cela a porté un coup définitif aux bravades et à l'optimisme publiquement affiché par le gouvernement états-unien et ses commandants militaires sur le terrain. Dans les cinq mois qui ont suivi l'offensive le général William C. Westmorland, commandant en chef de la guerre au Vietnam, a été limogé, les bombardements sur le Vietnam du Nord ont été suspendus et le président Lyndon Johnson a annoncé qu'il ne sollicitera pas un second mandat.

### Préparation de l'offensive : 1965-1968

La décision que les États-Unis doivent s'installer au Vietnam et ne doivent pas permettre une victoire communiste n'a pas été prise par Johnson, mais déjà en 1962 par John F. Kennedy. Choqués par les événements comme la révolution cubaine, le développement d'un nationalisme de gauche au Congo et ailleurs et une série de luttes de guérilla dans les colonies portugaises (1), les élites politiques et de renseignement des États-Unis ont commencé à craindre que « Moscou », « Pékin » ou « les communistes » en général n'aient évolué vers une stratégie de luttes de libération armées dans le tiers-monde.

Le danger principal d'une « agression communiste » s'est déplacé dans leur esprit de la perspective, totalement mystifiée,



d'une invasion soviétique de l'Europe occidentale vers le danger plus réel de soulèvements de guérilla en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Dans son discours inaugural Kennedy a proclamé que les États-Unis étaient prêts à « payer n'importe quel prix, supporter toute charge, faire face à toutes les difficultés, soutenir n'importe quel ami et s'opposer à tout ennemi, afin de garantir la survie et la victoire de la liberté ». Ce qu'il entendait par là, et ce qu'il faudra pour « payer n'importe quel prix », est devenu très clair au Vietnam.

En 1965 il y avait un demi-million de soldats américains au Vietnam. Il a fallu que les forces états-unienne atteignent ce nombre pour être capables de détecter les forces de l'APL au Vietnam du Sud ; auparavant, les combats étaient essentiellement assumés par les guérilleros à temps partiel du FNL. La stratégie états-unienne s'est articulée autour de deux tactiques :

☛ Une tentative de punir le soutien nord-vietnamien au FNL et détruisant l'infrastructure du Vietnam du Nord par les bombardements aériens (Opération « *Rolling Thunder* », ce qui signifie « roulement de tonnerre »)

☚ Les missions « chercher et détruire » dans la campagne vietnamienne, en vue de punir les paysans pour leur soutien au FNL en détruisant des centaines de villages et en tentant d'imposer au FNL et à l'APL l'affrontement classique. L'objectif principal était

d'infliger un maximum de victimes dans une guerre d'usure.

Au cours de ces trois années de bombardements permanents l'opération « *Rolling Thunder* » a atteint son but, qui était de détruire l'essentiel de l'infrastructure nord-vietnamienne. Au moment où Johnson a annoncé la suspension des bombardements du Nord-Vietnam, le 31 mars 1968, les opérateurs états-unien avaient du mal à trouver des objectifs à bombardier encore. Paradoxalement, « *Rolling Thunder* » a provoqué un des efforts antiaériens les plus efficaces dans l'histoire. Plus de 1200 avions américains ont été abattus, dont des dizaines de bombardiers géants B-52 et des centaines de chasseurs-bombardiers. Environ un millier de membres d'équipages américains ont été tués et des centaines faits prisonniers. Il semble probable que la Chine ait fourni certaines unités antiaériennes durant la première phase de la campagne, mais les missiles sol-air dont le rôle a été décisif provenaient d'URSS. Certains avions américains ont été abattus dans les combats aériens avec les MIGs (2) de l'Armée de l'air nord-vietnamienne, mais l'accusation selon laquelle certains de ces avions auraient été pilotés par des Russes n'a jamais été prouvée.

Malgré les succès de l'effort de défense antiaérienne — succès extraordinaires si on les compare aux normes des deux guerres contre l'Irak (3) — l'ampleur de la campagne

\* Phil Hearse, ancien membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa section britannique, International socialist group (ISG, Groupe socialiste international), collabore à la revue *Socialist Resistance*. Il est le rédacteur en chef du site web Marxsite : [www.marxsite.com](http://www.marxsite.com)

1. En particulier celle menée par le nationaliste radical Amílcar Cabral dans les Îles du Cap Vert.

2. L'équipement de l'armée de l'air nord-vietnamienne était technologiquement dépassé. Elle disposait alors surtout de vieux MIG 17, subsoniques et donc très lents, mais très manœuvrables. Ce sont ces « vieux coucous » qui, dans les mains des pilotes dévoués, ont abattu le plus d'avions américains très modernes, tout en subissant des lourdes pertes...

3. Seulement quelques 150 avions alliés ont été abattus par les Irakiens lors de la guerre du Golfe de 1991. En 2003 seule une poignée ont été descendus...



## 1968 Vietnam

de bombardements la rendait imparable. Des dizaines de milliers de civils nord-vietnamiens ont perdu la vie. Un journaliste canadien, qui a visité le Vietnam du Nord au cours de l'opération « *Rolling Thunder* », estime le nombre de civils morts à 180 000 (4). Il écrit : « *Le voyage a montré que cinq villes ont été rasées. Il s'agit, en allant vers le sud, de Phu Ly, Ninh Binh, Thanh Hoa, Vinh et Ha Tinh, chacune avec des populations qui atteignaient précédemment entre 10 000 et 30 000. La troisième plus grande ville du Nord, Nam Dinh (population 90 000) a été largement détruite mais reste encore au moins reconnaissable. Dix autres centres détruits avaient été classés comme des villes* » (5). Pourtant cela n'a pas empêché ni même sérieusement interrompu la fourniture des soldats et du matériel vers le sud, via la « *piste Hô Chi Minh* » au travers du Cambodge.



La stratégie états-unienne d'usure a détruit la structure sociale de la campagne vietnamienne dans le Sud et tué jusqu'à un million de personnes (6), en grande majorité des civils. Sans parvenir à écraser l'insurrection, la guerre contre la paysannerie l'a rendue beaucoup plus difficile. Par le massacre systématique et impitoyable des paysans villageois, les États-Unis ont battu les records de la sauvagerie coloniale de la Grande-Bretagne en Malaisie et de la France en

Algérie. Beaucoup de paysans ont été parqués dans les « *hameaux stratégiques* » — inspirés par le « *modèle* » malaysien. Mais à long terme cette stratégie a fait faillite, les centaines de milliers de paysans fuyant les bombardements et se réfugiant dans les grandes villes, devenues pléthoriques du fait des réfugiés (7).

Entre 1965 et 1967 des dizaines de batailles ont été menées par les soldats et les marines américains contre le FLN et l'APL. Malgré l'escalade des revendications de succès militaires dans les comptes-rendus quotidiens, le commandement états-unien s'est avéré incapable d'infliger une écrasante défaite aux Vietnamiens. Au cours de la même période le mouvement anti-guerre s'est développé dans le monde — et de manière décisive aux États-Unis — alors que les informations, même filtrées, mettaient à nu la sauvagerie de la guerre et que le nombre de morts américains allait croissant.

### Réponse de la direction communiste vietnamienne

Il est maintenant clair qu'en 1967 un débat a éclaté au sein du Parti communiste vietnamien (PCV) sur la façon de faire face à cette situation d'impasse. L'emploi massif de l'artillerie lourde et des bombardements aériens, ainsi que celui des hélicoptères transports de troupes très mobiles, provoquait à la fois la dépopulation des campagnes et rendait difficiles les victoires des insurgés.

Certains analystes ont tenté d'attribuer des attitudes dures à certains dirigeants du PCV, expliquant que Le Duan avait pris la tête des « *militants* » qui ont finalement remporté la lutte en faveur d'une insurrection généralisée contre ceux qui voulaient une « *longue lutte populaire* » (lutte de guérilla à long terme) et des négociations, ou la guerre conventionnelle et des négociations. Quelles qu'aient été les véritables positions des différents dirigeants du PCV, un tel débat est tout à fait normal et ressemble beaucoup aux discussions au sein de la direction sandiniste au Nicaragua avant 1979 ou à ceux qui traversèrent le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au cours de l'insurrection salvadorienne.

À la mi-1967 la direction du parti s'est orientée vers « *l'offensive générale, insurrection générale* ». Il s'agissait de passer à l'attaque contre les militaires états-uniens sur tout le territoire, mais aussi d'attaquer les villes dans la perspective d'y provoquer un soulèvement urbain contre les États-Unis et



leurs alliés sud-vietnamiens. Dans son livre *Vietnam — Anatomy of War* (Vietnam : Anatomie de la guerre), Gabriel Kolko dit que des ballons d'essai ont été envoyés vers des exilés vietnamiens non-communistes pour voir s'il serait possible de former un Gouvernement provisoire avec le FLN au cas où l'offensive remporterait des succès majeurs (ce qui impliquait probablement la prise d'au moins une capitale provinciale).

Selon Kolko, l'offensive du Têt n'avait pas été lancée dans la certitude d'un soulèvement urbain généralisé, qui n'était qu'une des hypothèses envisagées comme possibles. Au contraire, soutient-il, si la direction du PCV espérait un tel soulèvement, elle estimait que de toute manière l'offensive permettrait d'infliger un coup militaire décisif aux armées américaine et sud-vietnamienne, dont ces dernières ne se remettraient jamais complètement (8).

### La tempête arrive

À partir de septembre 1967 les commandements du FLN et de l'APL ont commencé à être informés de la prochaine offensive. Des articles paraissant dans la presse vietnamienne, qui analysaient la guerre et les perspectives militaires, permettaient — selon les observateurs qui se sont penchés sur eux — de révéler la possibilité d'une offensive générale s'ils étaient lus attentivement. De grandes quantités de matériel ainsi que de nouvelles unités de l'APL ont été acheminées vers le sud à travers la « *piste Hô Chi Minh* ». Les services de renseignements états-uniens ainsi que des documents capturés dans les combats ont révélé qu'une grande offensive était prévue, mais l'armée américaine a été surprise par sa portée et son calendrier. Personne ne croyait qu'une offensive, s'il devait y en avoir une, serait de l'ampleur qu'elle a eu finalement.

Le commandant de l'APL, Vo Nguyen Giap, vainqueur de Dien Bien Phu (9), a planifié une série d'attaques dans les zones frontalières en octobre et novembre 1967, afin d'attirer les troupes américaines et sud-vietnamiennes loin des villes. En même

4. Michael Maclear, *Vietnam : the Ten Thousand Day War*, Thames Methuen, Londres 1981.

5. Ibid p. 334.

6. Cf. Gabriel Kolko, *Vietnam, Anatomy of War*, p. 200.

7. La population urbaine du Sud-Vietnam est passée de 21 % de la population totale en 1960 à 43 % en 1972.

8. Les sources qu'utilise Kolko pour cette affirmation sont les écrits des dirigeants du PCV postérieurs aux événements, ce qui pourrait impliquer certaines rationalisations post-factum.

9. La bataille décisive qui a forcé la France à se retirer du Vietnam.

temps, la base états-unienne de Khe Sanh fut assiégée par l'APL — et ceci jusqu'en avril 1968 — provoquant des centaines de morts dans les troupes états-uniennes. Les stratèges américains croyaient que c'était là l'offensive ; ce ne le fut pas et lorsque l'offensive a commencé ils ont été totalement surpris.

L'attaque a commencé le 30 janvier, visant six capitales provinciales et de très nombreuses bases militaires états-uniennes. Cette première vague semble avoir été une erreur de taille, du fait de l'emploi de calendriers différents par les divers bataillons de l'APL et du FLN. C'est la nuit suivante, le 31 janvier, que l'offensive a réellement commencé et des centaines d'objectifs en ont été la cible dans tout le Sud-Vietnam. Les combattants du FLN ont attaqué le point-clé à Saigon, envahissant l'Ambassade des États-Unis. La police militaire états-unienne a dû se battre six heures durant pour reprendre le contrôle du symbole de la puissance états-unienne dans le pays. Cela a provoqué une sensation dans le monde entier.

Mais la plupart des attaques ont toutefois été repoussées, parfois avec des pertes graves pour le FLN et l'APL. Cependant dans la banlieue chinoise de Saigon, à Cholon, les combattants du FLN n'ont pu être repoussés. Le combat a été télévisé et ses images ont parcouru le monde entier. Les forces du FLN n'ont pu être obligées à se retirer qu'à la suite d'un bombardement massif, qui a tué des centaines de civils.

Les troupes de l'APL ont réussi à tenir Hué, la capitale de la province la plus septentrionale du Sud-Vietnam, durant 26 jours. Cette bataille a conduit un commandant états-unien à proclamer, de façon particulièrement cynique, que « nous avons dû détruire la ville pour la sauver ». Les civils ont payé ce « sauvetage » d'un très lourd tribut. Lorsque les troupes états-uniennes ont repris Hué, elles ont affirmé avoir découvert des fosses communes avec les corps de centaines de civils « exécutés par l'APL ». Mais des recherches plus approfondies ont permis de savoir que, après la reprise de la ville, des « escadrons de vengeance » sud-vietnamiens ont exécuté toutes les personnes soupçonnées de collaboration avec l'APL.

L'offensive du Têt fut spectaculaire. Elle n'a cependant pas donné lieu à un soulèvement populaire. Pourquoi ? Les civils qui ont afflué dans les villes du fait des bombardements états-uniens furent, en général, hors de portée de la propagande et de l'agitation du FLN. Et, en tout état de cause, il est extrêmement difficile à une population atomisée de « se soulever » contre un ennemi brutal, structuré et

bien armé, car elle ne dispose pas de sa propre organisation, ne dispose pas d'armes et n'a donc aucun moyen de se défendre. Cela reste vrai tant qu'il n'y a pas de signes clairs d'une victoire décisive emportée par les insurgés. C'est aussi une leçon de la tentative de soulèvement généralisé du FMLN (10) au Salvador en 1979 : les insurgés n'ont pas les moyens d'assurer la défense de la population civile à laquelle ils demandent de se soulever.

Plus généralement, l'offensive du Têt a mis à jour la très grande difficulté de vaincre des armées puissantes et très mobiles (11), disposant d'une supériorité d'armement, dans un affrontement qui se transforme en bataille rangée. Les armées états-uniennes et sud-vietnamiennes étaient un objectif trop grand pour une seule attaque. Toute l'histoire des luttes de libération nationale, depuis l'Algérie jusqu'au Mozambique, montre que les puissances coloniales n'ont pu être chassées que par une longue et difficile lutte de guérilla (y compris, ce qui fut essentiel en Algérie, une guérilla urbaine), en étant abattues, démoralisées et défaites politiquement à long terme.

### Axes politiques de l'insurrection

Les objectifs politiques de l'insurrection ont été clairement énoncés par les émissions de Radio Hanoi, de Dai Giai Phong (radio de la Libération) et par de nombreuses proclamations distribuées sous forme de tracts à la population. Ils annonçaient la formation d'un Front uni national et démocratique pour la paix, mettant en avant les tâches nationales et démocratiques de la révolution. Ils annonçaient également la formation de nombreux comités de front uni, appelant en particulier les salariés, les groupes religieux, les jeunes, etc. à rejoindre l'insurrection. Un accent particulier fut mis à appeler les soldats du rang de l'armée sud-vietnamienne à désertir. L'annonce de la formation des comités insurrectionnels — en réali-



té du FLN — en vue de diriger la lutte militaire, fut particulièrement importante.

Le 31 janvier le service intérieur de Radio Hanoi a cité la proclamation du comité insurrectionnel de Saigon : « Le comité insurrectionnel appelle le peuple et les forces révolutionnaires de Saigon à lutter de manière résolue et à attaquer constamment l'ennemi jusqu'à la victoire totale. Le comité insurrectionnel appelle les compatriotes dans les zones encore contrôlées temporairement par la clique de Thieu-Ky-Loan à s'opposer fermement et à lutter énergiquement contre le terrorisme, à soutenir les forces révolutionnaires, à traquer les laquais cruels et malhonnêtes, à former les forces patriotiques et patriotiques-neutralistes et à contribuer à la libération de notre ville bien-aimée. Le comité insurrectionnel lance aussi un appel aux troupes marionnettes de la réserve générale, aux rangers et aux forces de police, aux forces blindées et à l'artillerie : ne mourez pas inutilement pour la clique sanguinaire de Thieu-Ky-Loan qui brade le pays, retournez vos armes contre elle et rejoignez les rangs des révolutionnaires au service de la patrie. » (12)

À Hué, comme dans de nombreux autres endroits, le Front uni national et démocratique pour la paix a lancé un appel spécifique au peuple pour qu'il se soulève : « Le Front uni national et démocratique pour la paix appelle d'urgence tous les groupes et toutes les forces patriotiques du peuple, les jeunes, les femmes, les étudiants et les lycéens de la ville de Hué à se soulever et à mener une insurrection armée pour renverser la clique traître de Thieu-Ky, pour forcer les Américains à se retirer du Sud, pour remettre l'administration entre les mains du peuple et pour instaurer l'indépendance et la paix dans le pays. La patrie et la nation appellent toute la population de Hué à se



10. Le Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN) regroupait alors l'essentiel des forces révolutionnaires au Salvador.

11. La guerre du Vietnam fut la première « guerre hélicoptère ».

12. Vietnam documents and research notes, Saigon, mars 1968.



## 1968 Vietnam



Le Congrès national du Parti démocrate se déroulait, en août 1968 à Chicago, sous haute protection

soulever comme un seul homme. »

De nombreuses autres émissions et tracts similaires ont été interceptés par les services de renseignement américains. Ils révélaient au moins les objectifs publics de l'offensive : créer un large front de toutes les forces opposées au régime sud-vietnamien et hostiles à l'occupation états-unienne, en vue de renverser le gouvernement Thieu-Ky, de gagner des secteurs substantiels des troupes sud-vietnamiennes, de former des organisations populaires dans tous les grands secteurs sociaux et de les unir autour d'un gouvernement provisoire qui négocierait avec le FLN la paix et la réunification nationale. La violence de la réponse des États-Unis et leur disposition à infliger d'énormes pertes en vies humaines aux civils pour repousser l'APL et le FLN en dehors des villes ont rendu leurs objectifs inatteignables.

### Le succès des « perdants »

Les commentateurs anticommunistes n'ont pas tardé à proclamer que l'offensive du Têt était une énorme défaite pour les communistes. Walter Schwartz s'est vu accorder deux pages dans le *Guardian* de Londres pour prouver que les pertes militaires subies par les insurgés étaient tellement importantes, que ces derniers ont perdu la guerre. Mais à la suite des proclamations du Têt le commandement américain a souffert de ce qui a été connu comme le « *manque de crédibilité* ». Le général Westmorland a régulièrement informé la presse mondiale des grandes défaites infligées au FLN et à l'APL ; ces comptes-rendus optimistes excluaient la possibilité de telles opérations d'ampleur nationale. L'opinion publique américaine a été particulièrement choquée, non seulement par l'ampleur de l'offensive, mais aussi par la brutalité des scènes de guerre filmées à Saigon et apparaissant sur les écrans de sa télévision. L'éventualité d'un

retrait des troupes états-uniennes est devenue alors une certitude.

Pour les communistes vietnamiens le résultat était à la fois très en deçà de leurs attentes et très supérieur à elles. Militairement, le succès n'a pas atteint les espérances ; un des résultats fut un taux de victimes disproportionné dans les rangs du FLN qui, connaissant le terrain, étaient en première ligne pour entrer dans les villes. Après l'offensive du Têt le FLN n'a plus jamais pu jouer un tel rôle central dans les combats, qui sont devenus de plus en plus une guerre conventionnelle dans laquelle les unités nord-vietnamiennes employaient l'artillerie lourde et les chars et non les armes de la guerre de guérilla.

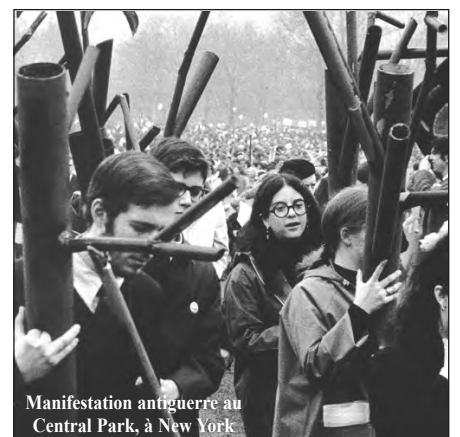
Mais du point de vue politique l'offensive fut un succès au-delà des rêves les plus fous de la direction du PCV. Non seulement le gouvernement de Washington fut confus et humilié mais l'opinion publique mondiale s'est révoltée contre la guerre, impulsant fortement la lutte anti-impérialiste dans le monde entier.

L'effet politique de l'offensive du Têt a renforcé la gauche au niveau international, formant une partie essentielle de la toile de fond de l'esprit politique de l'époque, ce qui a inspiré les événements dans les autres parties du monde. Le Congrès et la manifestation internationale contre la guerre du Vietnam, tenus en février 1968 à Berlin-Ouest dans le sillage immédiat de l'offensive, se sont déroulés sous le signe de la banderole proclamant « *Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution !* ». L'offensive du Têt a montré que les impérialistes n'étaient pas invincibles alors que ceux qui se battaient contre eux — à la différence de l'Irak — se réclamaient de la gauche. Toutes sortes de socialistes pouvaient se reconnaître dans ces combattants, quelle que soit leur attitude critique envers le PCV. La lutte des Vietnamiens était aussi perçue très largement comme une révolution sociale et non seulement comme une lutte de

libération nationale. A ce titre Têt a donné un nouvel élan à l'interprétation du monde au travers d'une grille de lecture de gauche et a contribué à créer une atmosphère favorable au débat autour des thèmes anti-impérialistes et socialistes révolutionnaires, en particulier au sein de la jeunesse.

Ayant pris ses fonctions en janvier 1969, le président américain Richard Nixon a commencé à négocier sérieusement et a conduit au retrait de la plupart des troupes états-uniennes en 1973. A partir de là l'effondrement du gouvernement sud-vietnamien n'était plus qu'une question de temps. Finalement c'est ce qui est arrivé en mai 1975.

Le commentateur social britannique Will Hutton (13) affirme que le véritable résultat de la guerre du Vietnam fut la capacité des États-Unis de lier les mains au PCV jusqu'en 1975, prévenant ainsi l'ensemble des États de l'Asie du sud-est de devenir communistes. Comme toute interprétation sur ce qui aurait pu se passer dans le cours de l'histoire, il n'y a aucun moyen de prouver cela ou son contraire. Mais même si l'on admet cette interprétation, le prix à payer pour un tel résultat a été énorme. La capacité des États-Unis d'intervenir à l'extérieur a été bloquée pour une génération. Le déficit du budget militaire américain a provoqué une forte inflation et le déclin du dollar, ce qui en retour fut un des principaux éléments de la récession mondiale de 1975. Les États-Unis ont été forcés de mener une guerre impérialiste brutale qui a transformé les termes « *impérialisme américain* » d'un cliché gauchiste en une réalité vivante pour des centaines de milliers de personnes. La guerre a provoqué un mouvement de masse anti-guerre au sein duquel les traditions de solidarité internationaliste ont été reconstruits, après avoir été largement absents depuis la guerre civile espagnole. Finalement, ce qui n'est pas la moindre chose, la guerre a mis les forces socialistes révolutionnaires au premier plan dans les pays impérialistes, pour la première fois depuis les années 1930. ■



Manifestation antiguerre au Central Park, à New York

13. Dans son livre : *The Writing on the Wall : China and the West in the 21st Century*.

# Mai 1968 et la guerre du Vietnam

Par  
Jean-Michel Krivine\*

Quand on considère le tableau qu'offre le Vietnam en 2008 (règne de la bureaucratie, corruption effrénée et culte du dollar) on a du mal à imaginer que 40 ans plus tôt, tous les regards de la jeune génération et des révolutionnaires étaient tournés vers ce petit pays qui menait une lutte exemplaire contre le colosse américain. Comment l'intrépidité, l'esprit d'initiative et les proclamations de foi socialistes qui caractérisaient les combattants vietnamiens ont-ils pu aboutir à un aussi pitoyable résultat ?

Certes, le Vietnam a gagné la guerre et son combat, incroyablement difficile, a joué un rôle essentiel dans la floraison d'explosions contestataires qui se sont produites dans le monde à la fin des années soixante. Contrairement aux prévisions marxistes (même trotskistes), le capitalisme ne se porte pas trop mal dans les années d'après-guerre et grâce, en particulier, à la course aux armements provoquée par la guerre froide, il parvient à bouleverser la technologie, à augmenter la productivité du travail, à améliorer nettement le niveau de vie moyen dans les pays développés alors que le chômage demeure très limité. Cependant le système de formation des jeunes ne suit pas et les valeurs régnautes demeurent celles de la société bourgeoise d'avant-guerre. La jeunesse étudiante devient contestataire. En l'absence de grandes luttes de classe dans les pays impérialistes, ce sont les vagues de la révolution coloniale qui vont la stimuler, la convaincre que la pensée marxiste n'est pas à mettre au rebut et que l'URSS n'a plus grand chose à voir avec le socialisme.

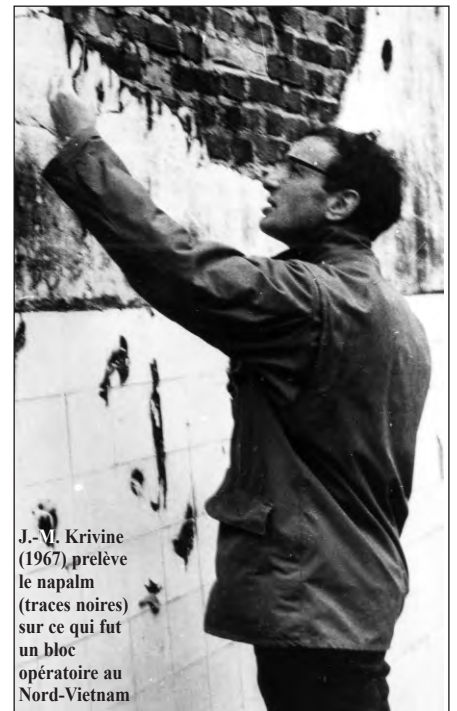
Après la victoire de la révolution cubaine à leur porte, les USA mirent tout en oeuvre pour enrayer la contagion et endiguer la poussée révolutionnaire par-

tout dans le monde et en particulier autour de la Chine. Il y eut toute une série de coups d'État, plus ou moins fomentés par la CIA, au cours des années soixante (Indonésie, Congo, Brésil, Saint-Domingue), et après la défaite de la France en Indochine, les Américains s'empressèrent de prendre sa place laissée vacante au Sud Vietnam et de financer (donc de contrôler) le régime de Ngo Dinh Diem. Par ses méthodes terroristes et dictatoriales celui-ci provoqua la levée d'une résistance populaire que les communistes locaux encadrèrent au moyen d'un Front de Libération Nationale (FLN) créé en 1960. Malgré les milliards de dollars US qui lui furent généreusement octroyés, Diem fut tellement impuissant et discrédité que ses protecteurs américains organisèrent son assassinat le 1 novembre 1963. Ses remplaçants ne furent pas plus heureux dans leur guerre contre le FLN, maintenant largement soutenu par le Nord. Devant le risque d'un effondrement complet de leur allié et de la prise de contrôle du Sud par les communistes, le président Johnson décida d'intervenir militairement.

À la suite d'une provocation en mer (« l'incident » du golfe du Tonkin), en août 1964, la 7<sup>e</sup> flotte US se mit à canonner et à bombarder la côte nord-vietnamienne puis des nuées de B-52 (les plus gros bombardiers de l'époque) quittèrent leurs bases au Sud Vietnam pour pilonner le Nord en se rapprochant de plus en plus de Hanoi. En

même temps des fantassins US débarquaient par dizaines de milliers dans le Sud. Ils devaient atteindre le chiffre d'un demi-million.

La guerre américaine fut véritablement criminelle et prouve encore une fois qu'on peut disposer d'un régime relativement démocratique sur le plan intérieur et se comporter de



façon inhumaine et terroriste vis-à-vis de peuples considérés comme « inférieurs » : massacres, napalm, bombes à billes antipersonnel, défoliants, furent très largement utilisés cependant que la plupart des bâtiments du Nord étaient rasés (à l'exception de ceux de Hanoi).

À l'opposé, la façon dont le peuple vietnamien, étroitement encadré par le PC (appelé PTV, parti des travailleurs du Vietnam), sut résister à l'escalade et finalement la rendre inopérante, donna un exemple inouï qui inspira non seulement d'autres mouvements de libération nationale mais également des secteurs de la jeunesse et du mouvement ouvrier dans les pays développés.

Ici je souhaite livrer quelques souvenirs personnels. En novembre 1966 se tint la première réunion du « Tribunal international contre les crimes de guerre commis au Vietnam », encore appelé Tribunal Russell, du nom du célèbre philosophe anglais qui accepta de le parrainer. Son but était « d'établir sans crainte de quiconque ni à la faveur de qui que ce soit toute la vérité sur cette guerre ». Vingt-six témoins de différents pays furent envoyés au Vietnam. En tant que chirurgien, j'ai eu la possibilité de séjourner du 17 février au 23 mars 1967 dans le Nord Vietnam, puis, avec mon collè-

\* Jean-Michel Krivine, chirurgien, a fait partie des équipes du Tribunal Russell qui se sont rendues au Vietnam en 1967 pour y enquêter sur les crimes de guerre américains. Il y est ensuite retourné à trois reprises entre 1975 et 1987. Ses voyages sont racontés dans : *Carnets de missions au Vietnam (1967-1987) — Des maquis au « socialisme de marché »*, Éditions Les Indes savantes, Paris 2005.





## 1968 Vietnam

gue médecin Marcel-Francis Kahn et le cinéaste Roger Pic, du 16 au 30 septembre 1967 dans les zones libérées du Sud, non loin de Tay Ninh.

Comme j'étais encore membre du PCF (bien que déjà trotskiste....) et comme le PCF était jugé très sévèrement par les communistes vietnamiens à cause de sa mollesse pour appuyer leur combat (et de son soutien du bout des lèvres au tribunal Russell), les responsables vietnamiens me donnèrent une chance inespérée : me faire descendre jusqu'au 17e parallèle (la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud). De cette équipée passionnante je retirais deux impressions prédominantes.

En premier lieu, la sauvagerie des bombardements US n'avait aucune limite. Après avoir quitté la capitale, j'ai dû constater que jusqu'au 17e parallèle, pas un bâtiment en dur n'avait été épargné par l'aviation américaine. Je devais enquêter notamment sur l'usage des bombes à billes et du napalm ainsi que sur les bombardements d'établissements hospitaliers. On m'a conduit dans tous les hôpitaux de province et dans plusieurs hôpitaux de district. Ils étaient tous marqués de larges croix-rouges et situés le plus souvent hors de la ville. Tous avaient été bombardés à plusieurs reprises, rasés et j'ai rapporté du carrelage de bloc opératoire recouvert de plaques de napalm. Il en allait de même des écoles et des habitations. Au Sud nous avons interrogé beaucoup de témoins qui nous ont détaillé les ratissages, bombardements, défoliations, opérés par les Américains et leurs protégés.

Mais en même temps nous avons été les témoins du formidable élan de la population pour résister et chasser l'invasisseur. J'ai pu observer admirativement comment la vie s'organisait sous terre dans les zones les plus bombardées du Nord : les écoliers étudiaient dans des tranchées, la tête recouverte d'un chapeau de paille tressée pour les protéger des billes, les hôpitaux décentralisés fonctionnaient en sous-sol et les salles d'opération souterraines étaient éclairées avec des phares de vélo, les magasins et les salles de réunion étaient creusés dans le sol. Nous circulions de nuit en command-car et, de même que tous les camions empruntant la « piste Hô Chi Minh » pour rejoindre le Sud, nous ne disposions comme éclairage que d'une petite ampoule fixée sous le moteur. De chaque côté de la route des bâtons blancs étaient échelonnés tous les dix mètres, et la lampe permettait de constater que nous demeurions entre les bâtons, donc sur la route. Des équipes veillaient à ce que celle-ci demeure praticable. Une mobilisation populaire était indispensable pour

aboutir à un tel résultat. D'autant qu'il fallait surveiller à intervalles réguliers des lanternes, placées elles aussi le long de la route. Lorsque la feuille de bananier qui la recouvrait était remplacée par une feuille rouge, cela signifiait qu'il y avait un passage d'avions (non entendu avec le bruit du moteur de la voiture) et qu'il fallait s'arrêter et éteindre la petite ampoule sous le moteur. C'étaient souvent des jeunes filles des villages qui s'occupaient de ces lanternes. Dans tous les domaines l'ensemble de la population était ainsi mobilisée et, malgré leur écrasante supériorité technique, les Américains s'y cassèrent les dents.

Un journaliste du Monde qui avait d'abord été sur un porte-avions américain me dit un jour à l'époque : « *Quand on m'a envoyé ensuite au Nord Vietnam, j'y suis allé avec l'idée qu'ils étaient foutus. Vous ne pouvez imaginer la débauche de moyens et d'appareils sophistiqués à la disposition de l'armée américaine. Mais après quelque*

*temps de séjour ici, j'ai changé d'avis. C'est toute la population qui se bat, qui est encadrée et motivée. Contre cela, les Américains seront impuissants* ».

Le Mai 68 français a été provoqué par la guerre du Vietnam. Le 18 mars 1968, une centaine de militants avaient attaqué le siège parisien de l'American Express dans le quartier de l'Opéra (vitres brisées, drapeau américain brûlé). Les flics arrêtent Xavier Langlade, le responsable du service d'ordre de la JCR, qui est étudiant à la faculté de Nanterre. Des arrestations de lycéens ont lieu les jours suivants. Nanterre s'embrase et les étudiants exigent leur libération et occupent la Tour qui domine le campus. Les étudiants seront relâchés mais l'agitation ne cessera plus et de Nanterre gagnera le Quartier latin. Signalons qu'auparavant s'étaient déjà produites de nombreuses manifestations anti-guerre en Belgique, en Allemagne, au Japon et surtout aux USA où les pertes de l'armée américaine ne donnaient aucune envie de se battre aux futurs appelés. En France plusieurs mouvements animés par ce qu'on appelait alors les « groupuscules » développeront des actions parfois spectaculaires avec le slogan « *FLN vaincra !* » qui contrastait avec le timide « *Paix au Vietnam !* » du PCF, égaré dans les méandres de la coexistence pacifique. Les trotskistes participent activement au Comité Vietnam national (CVN), au mouvement du Milliard pour le Vietnam, à l'Association médicale franco-vietnamienne, les maoïstes animent les Comités Vietnam de base (CVB), tous contribuent à faire prendre conscience que la lutte généralisée et organisée de tout un peuple peut faire reculer un adversaire cent fois mieux armé. En 1975 ce sera la prise de Saigon par l'armée populaire puis la réunification du Vietnam. La suite devait se



Opération dans la jungle et détail du système d'éclairage réalisé avec les phares de vélo



révéler nettement moins enthousiasmante.

Dans les années de lutte contre la guerre, le slogan scandé : « *Hô, Hô, Hô Chi Minh ! Che, Che, Che Guevara !* » était repris au cours de toutes les manifestations, au grand dam des trotskistes vietnamiens qui étaient, certes, de tous les comités de lutte mais, sachant comment le PCV avait systématiquement exterminé les trotskistes en 1945, souhaitaient un soutien plus critique. Et, de fait, on dut constater qu'après avoir terminé victorieusement sa lutte exemplaire, le PCV se mit à très rapidement édifier une société en tous points comparable à celles de ses homologues du « *socialisme réel* », avec son parti unique, ses bureaucrates à tous les niveaux, ses magasins et hôpitaux « *spéciaux* », ses centaines de milliers de prisonniers politiques « *à réduire* », sa police politique omniprésente. Le FLN et l'Alliance des forces démocratiques, qui avaient clamé pendant des années leur volonté d'ouverture à la « *troisième force* », leur désir d'établir un régime démocratique multipartite, se virent mis sur la touche cependant que pratiquement tous les postes-clés étaient occupés par des « *nordistes* » ou des gens qui ne devaient leur pouvoir qu'à la confiance qu'ils inspiraient aux « *décideurs* » du Nord et non pas à la population locale.

La déception se traduit par l'exode des « *boat people* » mais elle atteint également nombre d'« *amis du Vietnam* » qui avaient nourri bien des illusions pendant la guerre. Pour saisir toute leur amertume il suffit de se reporter aux Mémoires de Laurent Schwartz (1) qui fut un des principaux animateurs du CVN, du Tribunal Russell et qui eut l'occasion en 1968 de rencontrer Hô Chi Minh, Pham Van Dong et de donner une conférence aux cadres syndicaux et politiques de Hanoi : « *Les officiels vietnamiens savaient pertinemment que j'avais été trotskiste, ils passaient là-dessus ; moi je n'ignorais pas qu'ils étaient staliniens et ne me faisais guère d'illusions sur le régime politique qui prévaudrait après la guerre; j'espérais quand même mieux que ce qui s'est produit* ».

Comment interpréter un tel fiasco ?

L'explication n'est pas simple et donna lieu, à l'époque, à d'ardentes controverses dans la IV<sup>e</sup> Internationale. La majorité considérait que le PCV était, certes, de formation stalinienne et nourrissait donc de vives tendances à la bureaucratisation mais elle demeurait résolument optimiste en raison du combat exemplaire qu'il dirigeait. Il s'a-

gissait pour elle d'une direction révolutionnaire partiellement empirique, susceptible d'évoluer sous l'influence de la mobilisation d'une population politisée, comme en témoignait la large démocratie à la base en contradiction avec le centralisme vertical (2). A ce point de vue

s'était opposée, pendant toute une période, une minorité (essentiellement aux USA) pour qui le PCV n'était qu'un parti nationaliste à base paysanne, doté d'un programme stalinien petit-bourgeois de révolution par étapes (d'abord la révolution bourgeoise...). Seule la poussée des masses l'aurait obligé à dépasser les bornes qu'il avait prévues. Le groupe trotskiste vietnamien en France voyait les choses encore différemment et, a posteriori, son point de vue s'est révélé le plus lucide. Certes, le PCV avait été formé dans le moule stalinien de la III<sup>e</sup> Internationale, comme son homologue chinois, mais comme ce dernier, il a toujours su manoeuvrer pour défendre ses intérêts

Hôpital bombardé au Nord-Vietnam



teur de ces lignes quand il apprit en 1991, à la lecture du livre de Georges Boudarel (3) qu'en pleine escalade, en 1967, alors qu'il se trouvait au milieu de cette population héroïque, la direction du PCV jetait en prison, sans aucun procès, cent à deux cents vieux militants lors de « *l'affaire Hoang Minh Chinh* », accusés de « *révisionnisme antiparti* » krouchtchevien. Chinh connut 16 ans d'internements divers sans aucune décision de justice et se trouvait en résidence surveillée jusqu'à sa mort en février 2008. Il n'est toujours pas réhabilité. On avait appris ultérieurement que le propre secrétaire de Hô Chi Minh (de 1945 à 1954) avait fait partie de la même fournée sans que le brave

Oncle ne lève le petit doigt pour le sauver (4). On avait donc affaire à un parti ouvrier bureaucratisé, certes de formation stalinienne, mais différenciant du parti stalinien standard (comme le PCF) en ce sens qu'il plaçait ses intérêts propres avant ceux de l'URSS. Il sut diriger avec brio une guerre de libération nationale

(comme son homologue soviétique pendant la deuxième guerre mondiale) mais se révéla incapable de sortir du moule stalino-maoïste pour construire une société nouvelle en temps de paix.

Actuellement le Vietnam suit globalement l'évolution de la Chine et le culte du billet vert a remplacé celui de Staline mais le pouvoir politique est encore solidement entre les mains des cadres du PCV.

Il est heureux qu'en mai 1968 même les plus pessimistes n'eussent imaginé une telle trajectoire... ■

Bombes à billes



nationaux sans trop indisposer son tuteur. Il était erroné de le représenter comme un parti petit-bourgeois poussé à l'action par les masses révoltées. Cette poussée n'existait ni en 1941 quand quelques dizaines de militants pourchassés prirent la décision audacieuse de commencer la lutte armée et créèrent le Viêt-Minh, ni dans les années soixante quand le Nord était ravagé par les bombes et le Sud étranglé par l'armée US, les flics et les mercenaires du régime fantoche. Le PCV a su être cette direction combattante, liée aux masses, farouchement décidée à vaincre et à conserver le pouvoir. Mais pour réaliser quoi ? Comme l'ont fait remarquer les zapatistes du Chiapas mexicain les dirigeants d'une lutte armée victorieuse ne sont pas les plus aptes à construire une société civile démocratique en temps de paix. D'autant que la gangrène stalinienne corrodait déjà le Nord Vietnam au plus fort de son combat exemplaire.

Comment décrire l'amertume de l'au-

1. Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Éditions Odile Jacob, Paris 1997.

2. Pierre Rousset, *Le parti communiste vietnamien*, François Maspéro, Paris 1973 (2<sup>e</sup> éd. Paris 1975).

3. Georges Boudarel, *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam (communisme et dissidence - 1954-1956)*, éd. Jacques Bertoin, Paris 1991.

4. *Chroniques vietnamiennes*, édité par le Groupe trotskiste vietnamien, (membre de la LCR) - n° spécial - automne 1997.



# Premières voix du mouvement féministe

Par  
Jacqueline Heinen\*

On sait le rôle de détonateur que joua la révolte étudiante dans le déclenchement de la grève générale en France. Une révolte, certes, qui n'eut pas le temps de se transformer en un mouvement social comparable aux mouvements étudiants allemand ou américain durant la même période. Mais une révolte, néanmoins, qui reprenait à son compte l'essentiel des mots d'ordre anti-autoritaires surgis dans les campus de Berlin ou de Berkeley, au plus fort des mobilisations anti-guerre. La rentabilisation de l'éducation capitaliste, le rôle des médias dans le bourrage de crâne, la culture de consommation, le gaspillage, la hiérarchie et l'anti-impérialisme étaient autant de thèmes et d'angles d'attaque qui formaient la trame de la révolte étudiante dans tous les pays capitalistes où elle s'exprima à la fin des années soixante.

Mai 1968, c'est le début d'une crise sociale qui remet en cause les valeurs traditionnelles et l'ordre bourgeois, une crise dans laquelle s'enracinent tous les mouvements sociaux qui se sont développés depuis lors. Mouvements dont les objectifs, l'insistance sur la « *qualité de la vie* », sont un défi à la collaboration de classe des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Depuis les mouvements s'attaquant à la fonction répressive des institutions bourgeoises que sont la famille, l'école ou la prison, jusqu'aux mouvements sur l'environnement et l'écologie, en passant par les mouvements de minorités nationales ou régionales, tous sont

là pour faire la preuve que « *l'intégration sociale* » est un leurre dans un système capitaliste ébranlé par une crise économique sans précédent. De tous ces mouvements, le mouvement de libération des femmes est sans doute l'un des plus importants de par sa fonction : non seulement de faire sortir du silence et de l'oppression celles qui représentent une moitié de l'humanité, de leur permettre d'exprimer leur besoins spécifiques et leurs exigences, mais aussi de donner tout son sens à l'objectif d'unité de la classe ouvrière mis en avant par les révolutionnaires.

En France pourtant, la question de l'oppression spécifique des femmes ne fut pas posée. Même si quelques assemblées générales se tinrent à ce propos à la Sorbonne, même si quelques groupes de femmes naquirent dans la foulée de mai 1968, sous l'impact de la radicalisation des féministes américaines, il est cependant évident que cette préoccupation resta le fait de tout petits noyaux, très peu significatifs (au même titre que surgirent, dès cette époque, de petits « *groupes de conscience* » en Italie, en Suisse ou même en Espagne dans la même période).

Mais cela n'a rien à avoir avec la force de la prise de conscience féministe telle qu'elle s'exprima, dans les pays anglo-saxons que sont les États-Unis, le Canada ou la Grande-Bretagne, ou dans l'un des mouvements étudiants les plus importants en Europe : le SDS allemand.

## La révolte des femmes du SDS allemand

« *Nous ne pouvons résoudre individuellement l'oppression sociale des femmes. Nous ne pouvons pas non plus attendre que la révolution soit accomplie car une révolution uniquement économique-politique ne supprime pas le refoulement de la vie privée ; les pays socialistes l'ont abondamment prouvé.* » (déclaration du Conseil d'Action pour la Libération de la Femme lors de la Conférence de délégués du SDS durant l'été 1968). C'était le premier moment d'une

révolte. Les étudiantes berlinoises faisaient une constatation que beaucoup d'autres femmes devaient faire à leur suite : quels que soient les objectifs mis en avant (le refus de la hiérarchie, de la discipline, des valeurs individualistes préconisées par l'enseignement bourgeois), quelle que soit la détermination qui marquait les actions engagées par le mouvement étudiant contre l'impérialisme et l'ordre bourgeois, les rapports traditionnels entre hommes et femmes au sein du mouvement lui-même n'avaient guère changé.

« *La séparation entre vie privée et vie publique rejette toujours la femme dans son isolement et elle doit assumer seule le conflit ainsi créé. La société l'a conditionnée dès l'âge tendre à vivre en fonction de la famille, et la famille, de son côté, dépend des rapports de production que nous combattons* », affirmaient celles qui avaient commencé à se réunir « *entre femmes* » durant l'hiver et le printemps 1968 afin de réfléchir à leur situation propre. Soulignant que leur décision de travailler seules sur des problèmes qui n'étaient pas pris au sérieux n'avait, au départ, provoqué que des quolibets de la part des camarades masculins, elles ajoutaient : « *Aujourd'hui, ils nous en veulent de nous être retirées ; ils cherchent à nous démontrer que nous avons des théories complètement fausses, ils cherchent à nous faire dire que nous prétendons que les femmes n'ont pas besoin des hommes pour leur libération : toutes niâiseries que nous n'avons jamais prononcées. (...) C'est précisément parce que nous pensons que l'émancipation n'est possible qu'au niveau de la société tout entière que nous sommes ici.* »

Malgré les rebuffades et les découragements, leur présence à ce congrès marquait donc la volonté de jeter les bases d'un combat commun, quelles que soient les spécificités de la lutte qu'elles pensaient devoir mener de leur côté contre les réflexes sexistes marquant les rapports dans le mouvement étudiant. « *Seules les femmes sont suffisamment "intéressées" pour battre en brèche la société patriarcale : elles sont les seuls garants d'un changement radical de l'or-*

\* Jacqueline Heinen fut membre du Bureau du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale et à ce titre une des rédactrices de la résolution « *La révolution socialiste et la lutte de libération des femmes* » adoptée par le XI<sup>e</sup> Congrès mondial de novembre 1979. Au cours des années 1980 elle dirigea également l'édition polonaise (clandestine) d'*Inprekor*. Après avoir quitté la IV<sup>e</sup> Internationale, elle enseigna à l'Université. Elle est actuellement directrice de publication des *Cahiers du Genre*. Nous republions ici l'article qu'elle a rédigé pour le numéro spécial d'*Inprekor* consacré au dixième anniversaire de 1968, depuis longtemps épuisé (*Inprekor*, nouvelle série, n° 29 du 25 mai 1978).

ganisation. Pour y parvenir, un isolement provisoire est nécessaire. »

Prudence donc sur la question de la non-mixité (dans un document rédigé deux mois plus tard, elles devaient préciser : « Notre retrait n'est que temporaire, il vise à nous mettre en mesure de nous définir enfin nous-mêmes, sans égard ni compromis »), mais détermination néanmoins. Leur rapport se terminait en effet par la menace suivante : « Camarades, si vous n'êtes pas prêts à cette discussion qui doit être de fond, alors nous devons en effet constater que le SDS n'est qu'une lie contre-révolutionnaire. » Et l'oratrice d'ajouter : « Les camarades que je représente sauront en tirer les conséquences. »

Ces lignes mettaient donc déjà l'accent sur les éléments essentiels qui fondent notre conviction quant à l'importance stratégique du mouvement autonome des femmes : la nécessité pour les femmes de prendre confiance dans leur capacité à s'exprimer, à prendre la parole ; le rôle de la famille et la lutte à mener contre la séparation traditionnelle entre vie privée et vie « publique » ; la bataille sans concession qu'il faut engager — y compris dans les rangs des organisations de gauche — contre les résistances face à la volonté d'émancipation dont les femmes commencent à faire preuve.

Ce qui ressort également de ces lignes, c'est l'approche marxiste qui sous-tend cette analyse. Et ceci n'est pas un hasard : les débats qui se déroulaient à l'Université libre de Berlin — bastion du SDS — pour quelque confus qu'ils aient été, traduisaient néanmoins la volonté d'une bonne partie des protagonistes de se réapproprier les fondements du marxisme et du léninisme. C'était vrai aussi pour les femmes du SDS. Leur souci de répondre d'abord aux besoins des femmes mères de famille, de même que leur tentative — infructueuse — d'étendre à la population ouvrière l'expérience des crèches sauvages (les « *kinderlaeden* ») mises sur pied par une aile du mouvement étudiant berlinois, partaient d'un point de vue de classe dans l'analyse de la situation des femmes les plus opprimées. L'abandon ultérieur, par une grande partie du mouvement, de tout point de vue marxiste ne s'explique que par une série de facteurs combinés. Dans un pays dont les organisations traditionnelles sont dominées par l'influence prépondérante d'une social-démocratie aussi droitière, et où le mouvement contestataire de la fin des années 1960 n'était pas parvenu à déboucher sur la constitution d'un pôle révolutionnaire crédible pour les masses ouvrières, il n'est guère étonnant qu'un nombre crois-

sant de groupes femmes qui se sont constitués durant ces dernières années se soient coupés de la classe ouvrière, renonçant à prendre des initiatives qui auraient pu élargir leur champ d'action et leur impact sur des couches importantes de femmes prolétariennes. L'influence des théories séparatistes et la force du courant des radicales-féministes en Allemagne est à mettre en relation directe avec la résistance que les directions bureaucratiques du mouvement ouvrier ont opposé aux revendications féministes et avec le poids de la paix sociale en Allemagne. Mais à cela, il faut ajouter l'indifférence, pour ne pas dire l'hostilité que les féministes rencontrèrent au sein du mouvement étudiant et de l'ensemble des organisations d'extrême gauche, aussi bien face aux questions qu'elles posaient sur le plan théorique (notamment en ce qui concerne l'analyse de l'oppression spécifique des femmes en système capitaliste), que face à leur volonté de prendre leurs luttes en mains.

## Agressivité des premiers groupes féministes américains

Au moment même où les étudiantes allemandes commençaient à aborder le pro-



blème de leur oppression — soit dans des groupes d'étude théorique, soit au travers d'actions concrètes comme le mouvement des crèches, de petits groupes féministes commencèrent à surgir dans tous les États-Unis. Certains d'entre eux utilisaient des méthodes d'action spectaculaires pour proclamer leur révolte contre la société (comme « *l'enterrement de la féminité* » à Washington à l'occasion d'une mobilisation antiguerre dès l'automne 1967, ou la tentative d'empêcher l'élection de Miss America l'année suivante). Mais l'essentiel du mouvement fonctionnait et se développa de manière quasi souterraine, au travers de petits « *groupes de conscience* » au sein des-

quels les femmes prenaient confiance en elles-mêmes, discutant des idées nouvelles et controversées qui commençaient à émerger. Ce mouvement presque invisible devait révéler son audience deux ans plus tard, avec la grève des femmes du 26 août 1970. Après une semaine d'agitation dans la plupart des villes, marquée par des manifestations, des occupations de locaux administratifs pour exiger des crèches et des actions collectives où les femmes brisaient des tasses sur la voie publique en signe de rébellion contre les patrons qui traitent leurs secrétaires comme des bonnes, près de 20 000 personnes défilaient dans la V<sup>e</sup> Avenue aux cris de : « *avortement libre ; des crèches 24 heures sur 24 ! ; des chances égales en matière d'éducation et d'emploi !* »

C'était l'apogée de la phase spectaculaire du MLF américain. De leur côté, les textes initiaux du mouvement, la presse féministe qui se développa à une allure vertigineuse, rendaient compte d'une approche différente de celle des étudiantes allemandes dont la plupart avait subi l'influence du marxisme. Pourtant, les motifs qui avaient provoqué les premiers sursauts de révolte parmi les femmes du mouvement étudiant américain étaient identiques à ceux de leurs sœurs européennes : refus de continuer à être les éternelles « *secondes* », bonnes à taper les tracts et à les distribuer, volonté de prendre enfin la parole, etc.

Tout comme en Allemagne, il s'agissait au départ d'un mouvement marginal à la classe ouvrière et son seul développement numérique ne put suffire à briser le carcan du sexisme dominant dans les organisations du mouvement ouvrier. Mais les idées du mouvement des femmes allaient pénétrer tous les pores de la société, impulsant la naissance de groupes de femmes dans les syndicats, les bureaux et les entreprises, ainsi que les premières organisations de femmes noires, chicanas ou portoricaines. Ce fut surtout après la dépression économique de 1974-75 que les couches de femmes les plus exploitées et les plus opprimées commencèrent à se radicaliser et à s'organiser entre elles à une échelle telle que leur poids commença à se faire sentir dans les organisations du mouvement ouvrier.

## Lutte pour le salaire égal en Grande-Bretagne

L'un des premiers groupes femmes en Angleterre, c'est celui qui se forme pour soutenir la lutte des femmes de pêcheurs à Hull, au printemps 1968. Après la disparition de plusieurs bateaux quelques mois plus tôt,



## 1968 Femmes

ces dernières se battaient pour une amélioration des conditions de travail et de sécurité pour les hommes qui partaient en mer. Devant l'hostilité et le mépris de la presse face à ces femmes en colère, le groupe décide de mener une bataille à long terme pour le respect des droits égaux.

En mai 1968, c'est la grève des ouvrières de Ford réclamant un salaire égal à celui des hommes. Dans cette grève, dont sortira une organisation syndicale pour le salaire égal et des droits égaux, la National Joint Action Campaign for Women's Equal Rights (NJAC-WER, Campagne d'action unitaire nationale pour l'égalité des droits des femmes), devait jouer un rôle déterminant dans la prise de conscience de nombreuses féministes anglaises. Elle permettait pour la première fois de poser publiquement la question des discriminations sexuelles. Certes, les groupes NJACWER n'eurent qu'une portée limitée dans la tentative de mobiliser aux côtés des travailleuses les étudiantes et les femmes des couches privilégiées qui commençaient à mettre en question leur place dans la société : la volonté de contrôle exprimée par la bureaucratie syndicale limita très vite l'activité de ces groupes et leur capacité d'initiative. Et les féministes en conçurent une solide méfiance vis-à-vis de l'autoritarisme des bureaucrates. Mais leur souci de ne pas se situer en marge des besoins de la masse des femmes — exprimé notamment par la revendication du salaire égal mis en avant par les travailleuses de Ford — allait déterminer le caractère du mouvement de femmes naissant en Grande-Bretagne.

Composé pour l'essentiel, comme dans les autres pays, de femmes d'origine sociale privilégiée, d'étudiantes, d'intellectuelles et, dans une plus faible mesure, de travailleuses du tertiaire, ce mouvement réussira néanmoins plus vite que d'autres à impulser des campagnes touchant les intérêts des femmes prolétariennes (salaire égal, droits égaux, avortement, femmes battues, etc.) qui trouveront souvent un appui réel au sein du mouvement ouvrier.

La particularité de ce dernier du point de vue organisationnel — relative indépendance des syndicats de branches ou d'entreprises, multiplicité des structures syndicales — n'est pas un élément secondaire dans le fait que le mouvement des femmes ait réussi à gagner le soutien de telle ou telle branche à l'occasion d'un congrès. La situation politique et la remontée des luttes en Grande-Bretagne après 1968 explique aussi la moindre marginalité du mouvement des femmes par rapport à la classe ouvrière. Mais le rôle que joueront dès le départ les grèves des travailleuses et la capacité des révolutionnaires

à s'inscrire dans les premiers débats du mouvement, à être partie prenante des premières initiatives, détermineront également l'évolution du mouvement des femmes anglais.

### Un mouvement en devenir

Ces trois exemples permettent de mieux comprendre pourquoi le mouvement de libération des femmes en France mit plus de deux ans après mai 1968 avant de commencer à se structurer.

La généralisation de la crise sociale à l'échelle mondiale tend à donner un caractère universel aux facteurs objectifs, sur lesquels se fonde la radicalisation des femmes sous le capitalisme du troisième âge. Le pourcentage croissant des femmes salariées, l'élévation du niveau d'éducation, le développement des techniques de contraception et d'avortement, la mécanisation toujours plus grande dans le domaine du travail domestique sont autant d'éléments qui, à un degré ou à un autre, révèlent aux yeux des femmes les contradictions inhérentes à ce système de profit, le fossé existant entre les potentialités de développement social et la réalité quotidienne dans laquelle elles se trouvent enfermées.

Mais si la situation objective, en terme de chiffres et de statistiques apparaissait déjà comme très similaire à la fin des années 1960 dans la plupart des pays capitalistes avancés, cela n'en a pas moins déterminé des rythmes différents dans la prise de conscience des femmes concernées.

En France, les éléments qui ont joué un rôle de frein dans l'émergence du mouvement féministe sont à rechercher aussi bien dans la brièveté déjà évoquée de l'explosion étudiante, que dans le poids de l'Église catholique en ce qui concerne les mœurs, les relations entre individus (la femme étant perçue avant tout dans son rôle de mère et d'épouse), l'existence de lois limitant l'accès à la contraception, ou dans le contrôle sur la classe ouvrière par une bureaucratie stalinienne reproduisant en tous points l'idéologie dominante en ce qui concerne la famille et la place des femmes dans la société.

Ces divers facteurs, quoique de manière variable, sont également valables pour expliquer les décalages analogues — encore plus importants — qu'on a pu constater en Italie ou en Espagne et plus encore au Portugal ou en Grèce, la radicalisation n'a commencé à s'exprimer qu'une dizaine d'années plus tard. Sans parler de la plus faible proportion des femmes salariées et de celles qui ont accès aux études secondaires comparativement aux autres pays capitalistes avancés, la toute-puissance de l'Église catholique dans

la vie civile, s'appuyant sur des décennies de dictature franquiste ou salazariste, ou la doctrine particulièrement rétrograde de l'Église orthodoxe, combinées à l'absence totale de remise en question de la soi-disant « infériorité » des femmes par les organisations ouvrières, expliquent qu'il ait été plus difficile aux étudiantes des pays d'Europe du sud de prendre conscience de leur oppression. Même si, comme en Allemagne ou aux États-Unis, leur situation privilégiée rendait plus évidente une série de contradictions liées au fossé existant entre leur éducation et leur avenir professionnel.

Dix ans après mai 1968, l'impact idéologique des premiers mouvements de libération, amplifiés par l'accélération de la crise économique et sociale ont produit leurs effets : la radicalisation des femmes a cessé d'être un phénomène extérieur à la classe ouvrière. Des petits groupes initiaux d'étudiantes et d'intellectuelles se sont dégagés de véritables mouvements, dont la force et l'impact sur le mouvement ouvrier sont fonction directe du degré de la lutte de classe.

Dix ans après 1968, de plus en plus fréquemment, les femmes ont pris l'initiative de se réunir entre elles dans les organisations mixtes du mouvement ouvrier où elles militent afin de débattre de problèmes spécifiques et d'imposer un rapport de forces leur permettant de faire valoir leur point de vue. De plus en plus fréquemment, elles envoient des déléguées dans les coordinations locales ou nationales du mouvement où l'on débat d'initiatives centrales et des campagnes à impulser. Certes, le mouvement des femmes est loin de représenter une réalité homogène et les courants qui expriment un point de vue de classe en son sein sont encore loin d'arriver à le faire triompher. La politique des bureaucraties syndicales, qui alterne entre des déclarations démagogiques et des mesures visant à freiner l'expression de la volonté des femmes, n'a pas été sans dégoûter plus d'une militante, et les idées du courant féministe-radical faisant primer la lutte des sexes sur la lutte de classe ont fait des adeptes y compris parmi certaines franges de travailleuses.

Mais le mouvement des femmes est là. C'est un mouvement en devenir. Et l'un des facteurs essentiels dans son évolution dépendra de la capacité des révolutionnaires à peser dans son développement, à faire que la lutte sans compromis pour défendre les besoins spécifiques de la masse des femmes soit intrinsèquement liée à une orientation de classe renforçant l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière. ■

Paris, mai 1978

# Mars 1968

## Montée et déclin de l'opposition de gauche

Par  
Jan Malewski\*

Manifestations, meetings étudiants, pétitions, occupations des facultés, matraquages et arrestations, antisémitisme officiel — le début de l'année 1968 en Pologne semblait s'intégrer dans la vaste révolte contre les pouvoirs en place qui secouait la planète.

Tout commença par l'annonce le 16 janvier 1968 que sur la scène du Théâtre National de Varsovie il n'y aura plus que deux représentations des Aïeux, une pièce d'Adam Mickiewicz mise en scène par Kazimierz Dejmek. Vingt ans après Adam Michnik écrivait, que si en Russie on avait interdit Pouchkine, en France Victor Hugo, en Allemagne Goethe, les réactions auraient été peut-être moins fortes. Mais pour la conscience nationale polonaise il s'agissait d'une insulte. On censurait le chef-d'œuvre de la littérature polonaise et le symbole des luttes pour la liberté et l'indépendance. (1)

Le 29 février l'Union des écrivains de Varsovie vota une résolution contre la censure. A l'Université de Varsovie 3 000 signatures furent collectées sous une protestation similaire. Le 30 janvier, à l'issue de la dernière représentation de la pièce, une manifestation parcourut les rues de la ville. Pour les étudiants radicalisés comme pour une partie de l'intelligentsia, le temps était venu d'arrêter le cours de plus en plus répressif d'un régime qui n'en finissait pas de rétablir l'ordre mis à mal par la montée révolutionnaire de 1956.

Porté au pouvoir en Octobre 1956 par la gauche démocratique du parti, Wladyslaw Gomulka avait très rapidement mis un terme au bouillonnement démocratique dans les usines et dans la presse : les conseils ouvriers furent mis au pas et la presse porteuse des revendications de l'Octobre polonais, liquidée. Mais la porte de la liberté resta entrouverte pour les milieux intellectuels et ce n'est qu'en 1962 que les clubs de discussion commencèrent à être fermés (le plus connu d'entre eux, le Club du cercle courbe de Varsovie,

fut clos le 1 février 1962) et la censure devint plus interventionniste dans les publications à tirage limité. En 1964 une lettre ouverte de 34 intellectuels revendiquant le « droit à la critique » et protestant contre la limitation des tirages marqua le divorce entre l'intelligentsia et la direction du parti. Ses auteurs furent mis à l'index.

En même temps l'opposition communiste de gauche au sein de la jeune intelligentsia et parmi les étudiants fut réprimée. En mars 1965 Jacek Kuron et Karol Modzelewski furent condamnés pour avoir écrit et diffusé une Lettre ouverte au POUP (2) et en janvier 1966 ce fut le tour de



Meetings étudiants à l'Université de Varsovie (haut) et devant l'École Polytechnique (bas) en mars 1968



trois autres militants, Kazimierz Badowski, Ludwik Hass et Romuald Smiech, condamnés en tant que trotskistes pour avoir aidé à la publication de cette lettre. Tirant le bilan de la gauche d'Octobre 1956, Kuron et Modzelewski écrivait alors : « *La seule possibilité de développement de la révolution [en 1956] était la formulation d'un programme de classe prolétarien et l'organisation autour de lui d'un mouvement combattant le pouvoir de la bureaucratie libérale. En ce moment décisif, non seulement la gauche n'a pas proposé un tel programme et orga-*

*nisé son propre parti, mais encore elle a prêté appui à la bureaucratie libérale. Toute l'autorité énorme dont jouissaient dans leur milieu les militants de la gauche a été transférée à la nouvelle direction.* »

Conséquents avec un tel bilan les militants de la gauche ont formulé un programme de lutte pour une démocratie de conseils ouvriers, articulée entre autres avec une réduction du temps de travail et l'indépendance des syndicats. Malgré la répression de 1965-1966, ce courant continuait à se développer parmi les étudiants, renforcé par des intellectuels, qualifiés par la bureaucratie de "révisionnistes" (en particulier le philosophe Leszek Kolakowski, exclu du parti en 1966, l'économiste Włodzimierz Brus, le sociologue Zygmunt Bauman, qui se servaient du marxisme pour une analyse critique de la Pologne populaire). En 1968 ce courant fournit à la révolte étudiante la majorité de ses animateurs.

### Mobilisation étudiante

Le mouvement étudiant démarra lorsque deux étudiants de gauche, Adam Michnik et Henryk Szlajfer furent exclus de l'Université de Varsovie pour avoir informé le correspondant du Monde des protestations contre la censure. Le 8 mars une assemblée générale d'étudiants à l'Université de Varsovie était matraquée par la police et Kuron et Modzelewski étaient à nouveau emprisonnés. Le 9 mars l'École Polytechnique de Varsovie se joignit au mouvement. Le 11 mars une manifestation affrontait la police au centre de la capitale, alors que les étudiants de

\* Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor, est membre du Bureau exécutif de la IVe Internationale. L'article reproduit ici a été publié dans l'hebdomadaire du syndicat indépendant « *Sierpien 80* » (Août 80), *Trybuna Robotnicza* (Tribune ouvrière) n° 11 (74) du 13 mars 2008. Traduit du polonais par l'auteur.

1. Adam Michnik, *Sakrament Byka* (Le sacrement du taureau), *Krytyka* n° 28-29, Varsovie 1988, édition clandestine.

2. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais*, cahiers rouge n° 4, Maspéro, Paris 1969 (3e éd.).



## 1968 Pologne

Cracovie rejoignaient le mouvement, suivis bientôt par ceux de Gdansk, Lodz, Lublin, Poznan, Wroclaw, Torun et Katowice. « *Il n'y a pas de pain sans liberté !* » fut le slogan des protestataires. Des grèves avec occupation des universités et des écoles polytechniques eurent lieu entre le 15 et le 23 mars. Des comités étudiants apparaissent et forment des revendications.

La réaction du pouvoir fut d'une grande brutalité : des milliers d'étudiants furent exclus, des centaines furent arrêtés, plusieurs dizaines condamnés. Les universités furent privées du peu d'autonomie dont elles disposaient, purgées de nombre d'intellectuels critiques. Mais la répression ne s'arrêta pas là : la révolte étudiante servit de prétexte pour un nettoyage en profondeur de l'appareil du parti-État, de ceux qui avaient manifesté en 1956 des sympathies démocratiques et d'une bonne part des vieux cadres issus du PCP d'avant-guerre. Une campagne antisémite menée par le pouvoir — entamée dans l'appareil par la fraction des "partisans" dirigée par le ministre de l'intérieur Mieczyslaw Moczar depuis plusieurs années mais qui en 1968 connut son apogée — provoqua une vague d'émigration évaluée à 20 000 personnes entre mars 1968 et juillet 1969 (8). 8 300 membres du POUP en furent exclus, dont 14 ministres et 80 fonctionnaires de haut rang.

Comme les étudiants, les bureaucrates se référaient à 1956, mais avec une tonalité fort différente. Edward Gierek, membre du bureau politique, disait ainsi lors d'un meeting officiel le 14 mars que l'immonde lie, qui apparut à la surface des événements d'octobre il y a 11 ans n'a pas été totalement éliminée du courant de notre vie et il menaçait de « *briser les os* » aux « *révisionnistes, sionistes, laquais de l'impérialisme* ».

### Antisémitisme officiel

L'accusation de « *sionisme* » fut la principale « *justification* » idéologique de la répression. Depuis des années le courant bureaucratique réactionnaire qui apparut en 1956 sous le nom de « *groupe de Natolin* » avait puisé dans l'arsenal traditionnel antisémite de la droite polonaise des arguments visant à la fois à écarter de l'appareil des concurrents et à se construire une base dans les milieux sociaux les plus frustrés.

En juin 1967, après la guerre des six

jours, ce courant reçut un soutien inattendu de Gomulka lui-même. Lors du sixième congrès des syndicats le premier secrétaire du parti déclara : « *Étant donné que l'agression israélienne contre les pays arabes a trouvé un soutien dans les cercles sionistes des Juifs — citoyens polonais, je tiens à déclarer ce qui suit : nous n'avons pas empêché les citoyens polonais de nationalité juive à rejoindre Israël, lorsqu'ils le désiraient. Nous considérons que tout citoyen polonais ne peut avoir qu'une seule patrie — la Pologne populaire* ». Il n'hésita pas à dire que les sionistes constituent une « *cinquième colonne* », ce qui fut enlevé du texte



Varsovie : les étudiants manifestants s'enfuient devant la police (haut) qui leur fait la chasse (bas) le 8 mars



rendu public après l'intervention d'Edward Ochab, qui jusqu'en avril 1968 présidait le Conseil d'État.

Gomulka n'avait ainsi pas hésité à accuser de sionisme justement ceux qui, contrairement à la doctrine sioniste, avaient décidé de vivre en Pologne ! Le signe d'égalité entre Juif et sioniste était de cette manière légitimé par le principal dirigeant du pays et la voie ouverte pour une campagne antisémite. Celle-ci fut immédiatement entreprise publiquement dans la presse contrôlée par la fraction Moczar. En mars 1968 les noms à consonance juive des opposants furent mis

en avant dans les articles orduriers justifiant la répression, des milliers de tracts ouvertement antisémites (mais non signés) furent distribués et le Moczar parlait lors des formations de la traditionnelle « *habileté juive* ».

Analysant le tournant de la bureaucratie en 1968, Adam Michnik écrivait que si l'octobre 1956 peut être considéré comme une tentative des communistes de s'enraciner dans la tradition démocratique polonaise, alors mars 1968 fut une tentative de s'enraciner dans la tradition des cent-noirs. La recherche de racines nationales est naturelle pour un pouvoir porteur du complexe de dépendance envers un voisin puissant, mais — poursuivait Michnik — en choisissant une tradition historique donnée, on choisit aussi ses alliés politiques. (3)

La répression et la vague antisémite de 1968 ont atteint leur but : jusqu'en 1974, la capacité d'opposition de l'intelligentsia polonaise fut anéantie. La répression du printemps de Prague en août 1968, à laquelle l'armée polonaise prit part, si elle souleva l'indignation générale, ne donna pas lieu à des mouvements de protestation significatifs. Le régime parvint à passer le cap de la grande grève de décembre-janvier 1970-1971 sans qu'une jonction entre l'opposition intellectuelle et la lutte des travailleurs n'apparaisse.

### Transformation de la bureaucratie

Le parti au pouvoir lui-même fut profondément transformé. Si le régime stalinien polonais manquait de racines sociales — le PC polonais fut liquidé par Staline en 1938 et les staliniens ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans la résistance antinazie — la libéralisation du régime après 1956 avait modifié les rapports du POUP avec la population. Le parti recruta massivement et les quelques années de développement économique qui suivirent firent croître les aspirations de ses cadres. La normalisation après 1956, la stagnation économique qui l'accompagna et le blocage des possibilités de promotion sociale ont détourné ces aspirations vers une lutte pour les postes.

Au début des années soixante une couche significative de cadres intermédiaires, indifférents envers l'idéologie officielle ou déçus par elle, se sentait bloquée par la pétrification de la structure du pouvoir. Porteuse d'aspirations de nouveaux riches, partageant tous les mythes et les préjugés de la petite-bourgeoise, cette couche s'identifia naturellement avec les fractions de Gierek (appareil économique) et de Moczar (appareil policier,

3. Adam Michnik, op. cit.

4. La fonction de docteur est le premier niveau d'enseignant/chercheur habilité à diriger les recherches. On y accédait avec une thèse d'État. En mars 1968 pour remplacer les intellectuels réprimés, le pouvoir a cessé d'exiger une telle thèse.

nationaliste et antisémite). La haine anti-intellectuelle de ces fractions entraînait en résonance avec le mécontentement des cadres intermédiaires, frustrés de ne pas profiter du développement du pays et de la stabilisation du pouvoir, qu'ils considéraient comme leur œuvre. En mars 1968 ces couches ont appuyé sans réserve la répression.

Ce sont elles qui remplacèrent les victimes de la répression. Le phénomène dans le domaine universitaire est connu : 13% de docent (4) devaient leur promotion à leur attitude en mars 1968. Comme l'écrivait plus tard Ireneusz Krzeminski, ceux qui aspiraient au renforcement du pouvoir du POUW ont su gagner une nouvelle génération avide de postes et d'honneurs. Le reclassement a tou-



« Toujours avec le parti », « Nettoyer le parti des sionistes ! » — pancartes dans un meeting officiel pour soutenir le régime (haut). « Les sionistes chez Dayan ! », pancarte accompagnant ceux qui ont été forcés d'émigrer en Israël devant le train partant pour Vienne (bas).



ché en pratique tout l'appareil dirigeant, dont, bien sûr, la couche des managers de l'économie. (5).

Commentant ce phénomène Andrzej Szczypiorski écrivait dix ans plus tard, que pour les communistes polonais les années 1967-1970 furent une période moralement difficile. Toute leur conception sociale et politique s'effondrait. Sous les étendards du parti, qu'ils ont créé et à la tête duquel ils avaient dirigé la transformation du pays durant un quart de siècle, sont arrivés à s'exprimer des éléments pour lesquels tout ce qui rappelait l'idéologie communiste était, de fait, haïssable. (6)

Pour sa part Jerzy Szacki écrivit qu'une nouvelle génération parvint alors au pouvoir — non seulement plus jeune, mais aussi représentant d'autres expériences et une toute autre formation idéologique que la génération du PCP qui partait à la retraite où en émigration. Elle était totalement a-idéologique. Lorsque c'était confortable, elle défendait soi-disant le marxisme contre le révisionnisme (ce fut une des plus grandes mystifications de mars 1968 !), mais elle n'a-

vait pas de scrupules pour tendre en même temps la main vers les arguments de l'extrême droite d'avant-guerre. Quant c'était rentable, elle rejetait le stalinisme, mais cela ne l'empêchait pas de ressusciter les campagnes stalinienne contre le « cosmopolitisme » ou de puiser dans la technique de propagande les pires modèles soviétiques, c'est-à-dire des « procès de Moscou » de 1937. Quand c'était confortable, elle a suivi le slogan « enrichissons-nous ! » des années soixante-dix, pour ensuite effectuer d'autres contorsions idéologiques. En mars en Pologne l'idéologie communiste fut entermée. Sa place fut occupée par les techniques de domination, de la manipulation et de la propagande, appliquées plus ou moins efficacement. (7)

## Mutation de l'opposition polonaise

Surtout, la répression du mouvement de 1968 a conduit à une mutation profonde de l'opposition polonaise et à un divorce durable entre les forces vives de l'intelligentsia frondeuse et le marxisme. En mars 1968 le mouvement étudiant fut avant tout un mouvement démocratique. Ses revendications, qu'on retrouvera dans les révoltes suivantes, étaient cependant formulées dans un langage marqué par le marxisme. Lorsqu'il se défendait contre la répression bureaucratique, c'est naturellement qu'il assimilait celle-ci au fascisme et revendiquait pour lui la tradition communiste. La conjonction de la répression — qui désorganisa les réseaux de l'opposition marxiste — et de l'antisémitisme revendiqué par le pouvoir officiellement communiste, et de la promotion dans l'appareil de couches arrivistes et incapables, mit fin à cette culture de l'opposition.

Plus tard Michnik racontait comment lui et ses amis appelés les « commandos » ont jeté un regard nouveau sur le communisme. Les slogans de leurs contemporains de l'Ouest, leurs discours révolutionnaires et leur dédain des institutions de la démocratie parlementaire leur ont paru bêtes et dangereux, car porteurs à leur avis de conséquences totalitaires. Et pourtant ils furent sur la même voie peu de temps auparavant, cherchant un « socialisme véritable », étudiant Marx, rejetant le conservatisme et l'Église. Dans les meetings étudiants ils chantaient l'Internationale... Je ne veux pas généraliser, la majorité de cette génération était différente. Ils étaient « rouges ». Pourtant en mars l'attitude du parti au pouvoir les a conduits à rechercher les valeurs cachées du conservatisme et les qualités morales de l'Église. C'est cette Église, qu'ils n'estimaient

pas, qui prit la défense des étudiants par la lettre des évêques et les voix des députés catholiques à la Diète. (8)

Lorsque Michnik et ses camarades sortirent des prisons en 1969-1971, ils enseignèrent ce cours nouveau à ceux qui rejoignaient l'opposition. Un d'entre eux, Rafal Zakrzewski, se souvient, que lorsqu'il a rencontré les oppositionnels de « mars » après leur transformation idéologique — ils avaient déjà abandonné « le révisionnisme », quitté le marxisme, et oublié les citations de ses classiques. Ce qui s'est passé en mars, était la variante polonaise de la fin du « siècle de l'idéologie », de la croyance dans la possibilité d'une transformation du « socialisme réel » et dans l'idéologie communiste, qu'on pouvait prendre au sérieux en retrouvant ses valeurs authentiques. (9)

Ainsi les deux courants oppositionnels qui se rapprochèrent au cours des années 1960 — les jeunes marxistes révolutionnaires et les intellectuels communistes réformistes — tirèrent de leur expérience de 1968 une même conclusion. Ces courants, plus tard rejoints par d'autres, plus conservateurs, qui au cours des années 1960 ne jouaient pas un rôle politique actif, ont déterminé le caractère politique et idéologique de l'opposition polonaise. Au cours de la montée révolutionnaire de 1980-81 leur langage et leurs convictions furent dominants au sein de Solidarité, même lorsque la dynamique de celle-ci les débordait, posant la question du pouvoir et formulant le programme en des termes plus proches de ceux des opposants d'avant mars 1968, voire de 1956. Le coup d'État du général Jaruzelski (qui en avril 1968 devint ministre de la défense) en décembre 1981 confirma aux yeux de la majorité de la population la validité des enseignements que ces opposants tirèrent de 1968.

En mars 1968 les post-staliniens polonais ont ainsi posé les premiers fondements idéologiques de la restauration capitaliste, réhabilitant une tradition de droite polonaise et brisant l'avant-garde communiste. Les voies de la radicalisation des révoltés de 1968 à l'Est et à l'Ouest, qui s'étaient rapprochées aux cours des années soixante, divergèrent. ■

5. Ireneusz Krzeminski, *Nowe kłopoty z marcem '68* (Les nouveaux problèmes de mars '68), *Krytyka* n° 36, 1991.

6. Andrzej Szczypiorski, *Konsekwencje marca 1968* (Les conséquences de mars 1968), *Krytyka* n° 1, 1978.

7. Jerzy Szacki, *8 marca 1968 roku* (le 8 mars 1968), texte du rapport au colloque de l'Université de Varsovie le 8 mars 1988, *Krytyka* n° 28-29, op. cit.

8. Adam Michnik, op. cit.

9. Rafal Zakrzewski, *Pytania, ktore nie padly* (Les questions qui ne furent pas posées), *Krytyka* n° 28-29.



# Prague du printemps à l'hiver

Par  
Anna Libera\*

Début janvier 1968, le Présidium du Comité central (CC) du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), après de rudes affrontements, nomme Alexandre Dubcek comme premier secrétaire. Ce n'est que le 4 mars, qu'un « compte-rendu détaillé du Présidium du CC » commence à circuler confidentiellement. On peut y lire : « Au cours de la discussion, la réflexion sur la mise en œuvre de la politique du Parti a vu s'affronter le nouveau et l'ancien.. Une première tendance s'est exprimée qui, dans une mesure plus ou moins grande, ne tient pas compte du stade déjà atteint dans le développement socialiste de notre société et qui s'évertue à défendre des formes périmées de travail du Parti ; à ses yeux, les causes de nos défaillances sont avant tout des difficultés rencontrées dans la marche de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les altitudes libérales sur le front idéologique, les effets de manœuvres de diversion idéologique de l'Occident. Pour cette tendance, il y a assez de démocratie comme ça à l'intérieur du Parti et dans le pays. Il se trouva même une voix pour dire qu'il y aurait chez nous "un excès de démocratie". En face s'exprimèrent des tendances très marquées... qui réclamaient d'urgence un cours nouveau... en partant de la nécessité de hisser l'action politique à un niveau correspondant à l'évolution contemporaine de notre société, et en tenant compte des effets de la révolution scientifique et technique. Le développement de l'économie et ses nouvelles formes de direction requièrent un changement inéluc-

\* Anna Libera (pseudonyme) avait été rédactrice d'*Inprecor* et de *Rouge* quotidien et militante de la Commission Est de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle a écrit cet article en mars 1988, et il été publié pour la première fois dans *Inprecor* n° 266 du 23 mai 1988, puis dans *Inprecor* n° 425 de juillet-août 1998. Ces deux numéros étant épuisés et la présentation du Printemps de Prague faite par Anna Libera il y a vingt ans n'étant toujours pas dépassée, bien que la République de Tchécoslovaquie n'existe plus, nous la reproduisons ici, car elle mérite d'être lue ou... relue.

table des méthodes de direction du parti, afin de ménager un champ suffisamment large pour l'initiative et l'activité publique des groupes sociaux en tant que tels. » (rapporté par Jiri Hajek dans *Dix ans après*) La première tendance était représentée par Novotny. Le deuxième camp, hétérogène, trouva comme porte-parole Dubcek. Le printemps commençait. Le 5 avril 1968, le Programme d'action du PCT était adopté. Le printemps s'échauffait.

Une des spécialités de la réforme tchécoslovaque, qui explique en partie son caractère massif et son accélération, réside dans le fait que le Parti communiste, et par la suite la société dans son ensemble, avait été à peine effleuré par le mouvement de « déstalinisation » déclenché par Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1956.

Relativement à la Pologne et à la Hongrie, le PCT jouissait encore d'un soutien au sein de larges couches des travailleurs et ne s'était donc pas vu contraint par la pression populaire de modifier ses pratiques et sa direction stalinienne. Quelques prisonniers politiques avaient certes été libérés, mais les timides tentatives de débat lancées par les intellectuels en 1956 avaient vite été réprimées. Tirant les leçons de la Pologne et de la Hongrie, Novotny, le principal dirigeant du PCT, avait renforcé la discipline du parti et la « lutte antirévionniste ».

Ce durcissement préventif allait, à terme, accentuer le mécontentement, en premier lieu de l'intelligentsia, qui voyait une profonde contradiction entre la politique de « coexistence pacifique et d'ouverture » prônée alors par l'URSS, de même qu'avec la nouvelle dénonciation du stalinisme lancée par Khrouchtchev au XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS, en octobre 1961.

Le mécontentement exprimé par l'intelligentsia allait entrer en écho, au début des années 1960, avec une profonde crise économique. Depuis quelques années, le taux de croissance ne cessait de baisser jusqu'à atteindre zéro en 1962 et devenir négatif en



1963 (-3%). De jeunes économistes du parti, parmi lesquels Ota Sik, ne tardèrent pas à situer les responsabilités dans une copie par trop servile du modèle d'industrialisation soviétique, dans l'hypercentralisation de la planification et dans le manque de qualification de managers nommés pour leur soumission au parti plutôt que pour leur compétence en matière de gestion économique.

Au début des années 1960, ces différents éléments de crise vont s'approfondir et s'influencer réciproquement faisant de ces années une période de débats de plus en plus publics, puis de critiques ouvertes.

## La réforme économique

Face à l'échec de sa politique économique, la direction du PCT ne pourra éviter, au XII<sup>e</sup> congrès en 1962, l'ouverture du débat avec ceux qui proposaient une profonde réforme du mécanisme économique. Si la discussion eut lieu, aucune mesure ne fut adoptée à ce congrès.

Le débat allait alors se poursuivre dans la presse économique (principalement *Hospodarske Noviny*) au cours des mois suivants. Ota Sik, chef de file des réformistes, soutenait depuis longtemps l'idée fondamentale que la réforme économique ne pouvait être réalisée si des changements adéquats n'étaient pas apportés aux structures politiques et administratives du pays.

Il se prononçait contre tous les tabous et pour une discussion ouverte de tous les problèmes. Pour lui, le plan devait répondre aux besoins de la population (et non le contraire !) et la propriété collective était un moyen et non un but. Il se prononçait pour une décentralisation de la planification, une autonomie relative des unités de production, pour l'application de la loi de l'offre et de la demande dans la fixation des prix et pour une gestion « efficace » des entreprises qui implique, entre autres, le droit de licencier

les travailleurs. Ce ne sont pas ces derniers éléments qui faisaient bondir les conservateurs au sein du PCT (à la même époque, en URSS, Liberman et Trapeznikov proposaient les mêmes recettes sans susciter de réactions négatives). Ils tiquaient face à l'insistance mise par les économistes sur la remise en cause du monolithisme du parti et de son monopole absolu sur la vie économique et politique. Sik ne cessait de répéter qu'on ne pouvait stimuler l'initiative économique sans que cela ne déborde dans le domaine politique. Les conservateurs craignaient également de voir leurs postes menacés si les responsables devaient être choisis en fonction de leurs compétences et non plus de leur adhésion à la ligne du parti.

Pourtant ils étaient désarmés : la crise économique ne pouvait qu'encourager le débat et il était difficile d'y répondre en valorisant la politique passée. Le principe de la réforme fut donc arrêté en 1964 et adopté seulement au début 1967. Cependant son application fut totalement freinée par l'appareil du parti qui menait une campagne démagogique dans les entreprises sur ses conséquences possibles (réelles) pour les travailleurs. Il tentait aussi d'opposer les travailleurs aux intellectuels.

### L'entrée en lice des intellectuels

Parallèlement, encouragés par le XXIIe congrès du PCUS, les intellectuels partaient à l'offensive sur la question du bilan du stalinisme. Au comité central d'avril 1963, Novotny était contraint de présenter un rapport sur « *les violations des principes du parti et de la légalité socialiste à l'ère du culte de la personnalité* ». C'était la réouverture, après huit ans, du procès Slansky. Mais ce rapport fut jugé tellement explosif que seule une version fortement expurgée fut distribuée aux militants. Même cette version édulcorée suscita de violents remous.

Ce sont des questions touchant plus directement la culture nationale qui vont mobiliser les intellectuels. En particulier la redécouverte de Kafka, le plus grand écrivain tchécoslovaque, interdit dans son pays, car jugé pessimiste et décadent. En février 1963, Edouard Goldstücker écrit un premier article en défense de Kafka dans les *Literarni Noviny*, revue de l'Union des écrivains. En mai 1963, une conférence internationale consacrée à Kafka se tient à Prague. Ses écrits sont mis à contribution pour critiquer le régime bureaucratique. Le congrès des écrivains slovaques, qui se déroule en avril 1963, révélera le rôle de pointe joué par les intellectuels dans la dénonciation de la dic-

tature bureaucratique de Novotny.

Placé sur la défensive par les critiques combinées des économistes et des intellectuels, celui-ci répond avec le seul moyen qu'il connût : la répression. Le Comité central multiplie les avertissements, une violente campagne est lancée contre l'intelligentsia, certaines publications sont interdites (*Tvar*). Enfin, le 1<sup>er</sup> janvier 1967, une loi très stricte renforçant la censure est promulguée. Loin d'avoir l'effet escompté, cette attitude va radicaliser les exigences des intellectuels et unir ceux-ci et les libéraux au sein de la direction du PCT.

Le IV<sup>e</sup> congrès de l'Union des écrivains, finalement autorisé en juin 1967 après de longues hésitations, offrira une bonne image de la situation et, en fait, marquera l'ouverture des hostilités. Débats culturels et politiques s'y mêlent. On dénonce la censure, on lit la lettre de A. Soljenitsyne à l'Union des écrivains soviétiques (lettre qui ne fut pas distribuée aux écrivains d'URSS), mais surtout on y multiplie les réquisitoires contre Novotny et le pouvoir personnel.

Une fois encore, la seule riposte de Novotny est la répression. La nouvelle direction de l'Union des écrivains n'est pas reconnue par le parti, la revue *Literarni Noviny* lui est retirée, des intellectuels de premier plan, comme L. Vaculik, A. Liehm, P. Klima, sont exclus du parti. Mais la violente campagne menée dans la presse contre l'Union des écrivains ne fait que contribuer à faire connaître ce qui s'est passé au congrès.

Malgré les apparences, la direction Novotny est sur la défensive. Elle n'a pas de solution à opposer à celle des réformistes, si ce n'est les mesures répressives. Libéraux et conservateurs s'affrontent désormais ouvertement au sein du comité central. Le porte-parole des premiers, Alexandre Dubcek (dirigeant de Slovaquie), remet en cause le pouvoir personnel de Novotny et son cumul des fonctions (il est secrétaire du Parti et président de la République).

Le plénum du Comité central qui se réunit fin décembre 1967, début janvier 1968, devait se prononcer sur le cumul des fonctions. Mais personne n'est dupe, l'enjeu principal est la réforme et la bataille pour la direction du parti, instrument essentiel aux yeux de tous pour la mener à bien. Face aux violentes attaques dont il est l'objet, Novotny se démet de son poste de secrétaire, espérant rallier une majorité de conservateurs par ce geste tactique. Mais la manœuvre échoue et, le 5 janvier, le Comité central accepte la démission de Novotny et nomme Alexandre Dubcek à la tête du PCT. Novotny demeure président de la République et, surtout, ses partisans restent très nombreux au

sein des instances dirigeantes du PCT. Rien, dans l'issue de ce plénum, ne laissait entrevoir ce qui allait se dérouler au cours des mois suivants. Il s'agissait d'une révolution de palais coutumière des régimes bureaucratiques. On n'en a de meilleur signe que la réaction de Brejnev qui, appelé à la rescousse par Novotny à Prague début décembre, s'était contenté de dire « *ce sont vos affaires* », mais qui s'arrêta sur le chemin de son retour, à Bratislava, pour jurer le possible nouveau secrétaire : Dubcek.

### Phase 1: Janvier-avril 1968

La nouvelle direction du PCT n'envisageait pas d'introduire de changements radicaux au lendemain de sa victoire. Elle entendait transformer le parti graduellement et de l'intérieur, utilisant les intellectuels pour secouer un peu l'appareil conservateur. Au terme de ce processus graduel, un congrès, fin 1969 ou début 1970, institutionnaliserait les changements opérés. Cependant, en accord avec ses conceptions, elle devait laisser s'ouvrir le débat sur les problèmes du pays.

Les contestataires de l'Union des écrivains furent réintégrés au sein du parti et l'Union retrouva son hebdomadaire qui, sous le nouveau nom de *Literarni Listy*, allait se placer à la pointe du débat (fin février, début mars, *Listy* se vendait à plus d'un demi-million d'exemplaires). La presse, la radio et la télévision allaient se faire les porte-parole des questions, des craintes et des espoirs de la population.

Craintes et espoirs qui étaient alimentés par le maintien de Novotny et de ses partisans dans les organes dirigeants et par les déclarations d'Alexandre Dubcek. La direction réformiste allait être amenée, malgré elle, à affronter les conservateurs. A l'occasion du passage à l'ouest du général Sejman, on apprit que Novotny, voyant sa cause perdue, début janvier 1968, avait tenté d'organiser un putsch militaire. Il était désormais impossible de bloquer le débat sur les responsabilités des conservateurs au sein du parti et du pays. Au cours de meetings de masse, en mars, les dirigeants du parti purent prendre le pouls de la population. Elle était avec eux, mais elle exigeait que les changements engagés et promis soient consolidés par la démission de Novotny et de ses partisans au sein du parti.

Tous les secteurs de la société étaient touchés : les syndicats exigeaient le rétablissement du droit de grève, les étudiants créaient un Parlement étudiant indépendant, des embryons de partis politiques, des clubs divers se formaient... jusqu'aux cen-



## 1968 Tchécoslovaquie

seurs qui se prononçaient pour l'abolition de la censure ! Face à cette pression populaire, le 21 mars 1968, Novotny démissionnait et était remplacé par Svoboda à la présidence de la République.

Pourtant Dubcek et ses amis étaient bien conscients que le problème allait au-delà de la personnalité de Novotny. La dynamique du mouvement de masse débordait les frontières qu'ils avaient fixées. Elle risquait de mettre en cause leur plan de transformation graduelle, par le haut, du parti et de la société. Nombreux étaient ceux, qui au sein du PCT et dans les organisations de masse, ne pensaient pas que la politique d'après janvier puisse être menée avec les conservateurs et qui exigeaient une « *institutionnalisation* » de cette politique par un congrès extraordinaire du PCT.

### Phase 2 : le développement du mouvement de masse

Au plénum d'avril du comité central, Dubcek s'adresse à deux publics différents : un Comité central réticent et une opinion publique très en avance sur lui. Il rassure le premier en repoussant l'idée d'un congrès extraordinaire du parti ; il tente de calmer la seconde en nommant des libéraux notoires à des postes politiques importants — F. Kriegel à la direction du Front national (regroupement des partis et organisations reconnus et contrôlés), Smrkovski à la présidence de l'Assemblée nationale et Cernik au poste de Premier ministre. De plus, il fait adopter le Programme d'action.

Comme souvent, ce compromis ne satisfait personne. Les conservateurs bloquent la mise en pratique du programme d'action (pourtant modéré) ; quant aux intellectuels et à la population, ils voient le maintien en place de l'appareil conservateur et, rendus méfiants, multiplient les pressions pour un congrès extraordinaire. La création du gouvernement Cernik n'est cependant pas un geste formel. Il va appliquer un large programme de libéralisation : loi sur le droit de réunion et d'association, sur la liberté de presse, la liberté de voyager, loi sur les réhabilitations et indemnités, l'indépendance de la magistrature, délimitation précise des compétences du ministère de l'Intérieur, loi sur les Conseils ouvriers. Nombre de ces mesures vont être mises à profit pour accélérer et amplifier le débat sur les transformations nécessaires.

Au sein même de la direction d'après janvier, des divisions apparaissent. Face au blocage des conservateurs, un groupe dirigé par Smrkovski et Cisar prend des positions plus radicales, qui rencontrent un écho gran-

dissant au sein de la classe ouvrière. Les conférences régionales du parti, qui se déroulent fin avril, sont très nombreuses à exiger la convocation d'un congrès extraordinaire.

Ce sera finalement une alliance involontaire entre les conservateurs et les progressistes qui amènera à la convocation du congrès. Lors du plénum de fin mai du Comité central, Dubcek cherche encore à temporiser. Mais Novotny multiplie ses attaques, violemment contré par l'aile la plus radicale de la nouvelle direction. Le CC exclut Novotny. Ses partisans se prononcent alors pour une convocation rapide du congrès afin de profiter des positions qu'ils détiennent encore au sein de l'appareil pour gagner les délégués à leurs idées. A l'issue de ce plénum, il est donc décidé de réunir le congrès début septembre, et de procéder à des élections démocratiques des délégués par les congrès régionaux.

### « Les deux mille mots »

Si toutes les énergies se concentrent désormais sur la préparation des congrès régionaux, la publication d'un long document, « *Les deux mille mots* », écrit par Ludwik Vaculik, traduit une évolution importante d'une partie de l'intelligentsia et de l'opinion publique. Tout en saluant toutes les initiatives positives prises par la direction du parti depuis janvier, le document met en garde contre une confiance aveugle en celle-ci et appelle les travailleurs et les jeunes à prendre eux-mêmes la direction de la lutte pour la transformation de la société.

Le texte traduisait la frustration face aux tergiversations de l'équipe Dubcek et la crainte de voir les quelques acquis remis en cause si la « *démocratisation* » n'était pas institutionnalisée. Le document sera au centre du débat pour l'élection des délégués au congrès de septembre. Les conservateurs le brandissent comme une confirmation de toutes leurs craintes. Les libéraux, eux, tentent de limiter la portée du texte en soulignant les bonnes intentions des auteurs et en ne dénonçant que les « *malheureux quarante mots* », ceux qui appelaient à l'action indépendante des masses.

Ce document sera avant tout le prétexte avancé par les « *pays frères* » pour apporter leur aide « *internationaliste* » au parti tchécoslovaque menacé par « *l'offensive des forces contre-révolutionnaires* ».

Dès la fin juin, en effet, la situation en Tchécoslovaquie sera conditionnée par l'accentuation des pressions et menaces des pays du Pacte de Varsovie sur la direction du PCT. Les dirigeants soviétiques avaient obs-

ervé le changement à la tête du Parti tchécoslovaque sans inquiétude. Dubcek était un allié fidèle de l'URSS et son projet était, somme toute, fort modéré.

Cette attitude va changer dès le mois de mars, face à l'essor du mouvement de masse, au débat libre qui se déroule dans le pays et à la trop grande sensibilité des dirigeants d'après janvier à la pression de la base. La décision de convoquer le congrès extraordinaire du parti va accélérer les choses. La perte de contrôle du parti était considérée, en effet, comme le point de non-retour. Début juillet, l'URSS, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Bulgarie envoient une lettre au Présidium du PCT exprimant leur inquiétude face à l'évolution de la situation. Le Présidium se dit favorable à des réunions bilatérales avec les partis frères pour les informer de la situation, mais les cinq veulent faire « *comparaître* » la direction tchécoslovaque devant eux, espérant pouvoir ainsi utiliser les divisions qui existent en son sein. Le Présidium refuse de les rencontrer.

Les Cinq se réunissent malgré tout à Varsovie les 14 et 15 juillet et envoient une lettre à Prague dans laquelle ils attirent l'attention des dirigeants du PCT sur « *l'offensive menée par la réaction avec l'appui de l'impérialisme contre le parti et les bases du régime socialiste* »... Ils expriment leur méfiance à l'égard des dirigeants de Prague qui ne voient pas ces dangers et dénoncent la présence de contre-révolutionnaires au sein même de la direction du PCT. La situation est tellement grave qu'elle n'est plus du seul ressort du PCT et exige l'intervention de toute la « *communauté socialiste* ».

Le Présidium tchécoslovaque, dans sa réponse, rejette les accusations et défend la ligne suivie depuis janvier. Un vaste mouvement se développe dans le pays contre ce qui est vu comme une ingérence intolérable. La lettre du Présidium est adoptée par toutes les instances du parti et les organisations de masse. La préparation du congrès se poursuit selon le calendrier prévu. Début juillet, les délégués avaient été élus par les congrès régionaux. Plus de 80 % se plaçaient parmi les progressistes (dont 10 % étaient considérés comme « *radicaux* »).

### La pression des « pays frères »

Afin de rassurer les Soviétiques, une rencontre bilatérale a eu lieu le 29 juillet à la frontière entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. On ne sait rien de la teneur de la discussion, mais à son retour, Dubcek informe ses amis de la « *compréhension des Soviétiques* ». Peut-être cherchait-il à s'en convaincre

lui-même, alors qu'il refusait d'entendre certains généraux qui signalaient avec inquiétude des mouvements inhabituels des troupes du Pacte de Varsovie. Celles-là même qui allaient entrer à Prague le 21 août 1968.

Jusqu'au bout, Dubcek espérera concilier ce qui était inconciliable dans le monde bureaucratique : la démocratisation et le « rôle dirigeant », le monopole du parti, l'indépendance nationale et l'acceptation d'une subordination aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Il aura ainsi, à la fois, suscité les espoirs des travailleurs tchécoslovaques et laissé la porte ouverte à ceux dont le seul but était de les écraser.

L'invasion militaire Soviétique de la Tchécoslovaquie, par son aspect massif, cherchait à étourdir la population, à la paralyser. Dans la mesure où aucun secteur de l'armée tchécoslovaque n'engagerait la résistance et où les masses n'avaient pas conquis, au cours de leur lutte précédente, les moyens d'autodéfense, il était peu probable qu'un affrontement « à la hongroise » se produise. Donc, pour les Soviétiques, il s'agissait, dans une première phase, d'utiliser la présence des troupes pour rétablir le contrôle bureaucratique sur les institutions politiques afin que, dans une seconde phase, ces institutions puissent vaincre le mouvement populaire. La direction Dubcek du PCT allait, hélas, se montrer un instrument docile pour mener à bien ce projet.

Le mouvement spontané et massif de résistance non armée à l'occupation révélait le profond attachement de la masse des travailleurs et des jeunes aux idéaux de liberté du « Printemps de Prague ». Mais son ampleur même allait vite montrer tout le retard pris dans l'apparition d'une direction indépendante avant l'intervention. Malgré l'activité de résistance remarquable de nombreux communistes de gauche, ils ne réussiront pas, dans les conditions de clandestinité d'après le 21 août, à mettre en place une telle direction. C'est ce qui permettra, tout autant que la capitulation de Dubcek, la victoire de la normalisation au long de l'année 1969.

### L'enlèvement de la direction du PCT

La tâche des Soviétiques n'était pas aisée. Ils ne voulaient pas une solution purement militaire. Ils voulaient utiliser la pression militaire pour « résoudre » politiquement la crise. Il leur fallait rétablir une légalité pour un Parti communiste tchécoslovaque aux ordres. Mais avec qui ? Novotny était par trop déconsidéré. D'autres conservateurs, tels Indra et Bilak, ne jouissaient d'aucun

appui parmi les travailleurs. Il ne restait que l'équipe de Dubcek : c'est à elle qu'il reviendrait de défaire le mouvement qu'elle avait suscité. Les dirigeants du Printemps de Prague furent donc emmenés à Moscou et mis à rude épreuve, comme l'a bien raconté l'un des participants, Zdenek Mlynar, dans ses mémoires. Ce n'est pourtant pas ces pressions qui expliquent avant tout leur capitulation et leur signature du protocole de Moscou, qui accepte le « stationnement temporaire » des troupes du Pacte de Varsovie sur le territoire de la République tchécoslovaque. Après tout, un des membres de la direction, Frantisek Kriegel, a refusé de le signer. La cause principale de cette reddition réside dans la conception dubcékienne, dans son attachement prioritaire aux intérêts de l'appareil bureaucratique du PCT



et du « mouvement communiste international », soumis au pouvoir du Kremlin, qui prennent le pas sur les intérêts des masses populaires de Tchécoslovaquie. Certes, le PCT avait des divergences avec Moscou, mais elles étaient aux yeux de Dubcek et des siens d'ordre tactique et ces derniers n'avaient jamais envisagé qu'elles puissent déboucher sur une rupture. L'attitude de Dubcek à Moscou, mais surtout à son retour à Prague, le montre bien : à aucun moment il n'envisagera de répudier le protocole de Moscou et de s'appuyer sur le mouvement de résistance qui regroupait l'écrasante majorité de la population tchécoslovaque.

Dès l'annonce de l'invasion, la direction du parti de Prague avait pris l'initiative, lançant un appel à la résistance pacifique et à la fraternisation avec les soldats, créant un réseau de communication par la radio et la télévision et convoquant la réunion immédiate du XIV<sup>e</sup> congrès du PCT dans l'usine CKD de Prague. La légitimité de ce congrès ne faisait aucun doute, plus des deux-tiers des délégués élus étaient présents. Ils adop-

tèrent une résolution condamnant l'invasion, demandant la libération des dirigeants emmenés à Moscou et procédèrent à l'élection d'un nouveau Comité central. Il est remarquable de noter qu'aucun des conservateurs présents au congrès ne voulut assumer la responsabilité de l'invasion en votant contre la résolution.

### Le congrès clandestin du PCT

Dès l'annonce de la signature du protocole de Moscou, le 27 août, le nouveau Comité central le rejeta. Mais la direction dubcékienne, de retour à Prague, déclara le XIV<sup>e</sup> congrès nul et non avenu et restaura le Comité central de 1966, en y adjoignant malgré tout, certains des membres élus le 22 août. Mais noyés dans la masse des conservateurs, ils n'avaient aucune chance d'influencer les événements même s'ils n'hésitèrent pas, malgré les pressions, à s'élever contre l'occupation, lors de la réunion du CC du 31 août 1968 (ce fut le cas en particulier de Jaroslav Sabata).

Le résultat immédiat de ce Comité central fut de mettre un frein à la mobilisation de masse, car il n'y avait d'autre autorité que celle de la direction Dubcek. Dans la population, une attitude attentiste prévalut en septembre et début octobre, dans l'espoir que Dubcek réussirait quand même à sauver l'essentiel des réformes du Printemps.

Si l'heure n'était plus aux manifestations de rue contre l'occupant, elle n'était pas non plus à la confiance aveugle dans la direction du parti. C'est au cours de cette période que l'auto-organisation des masses a fait un saut qualitatif, avant tout par l'élection des conseils ouvriers dans toutes les entreprises. Cette élection avait été prévue par la loi sur les Conseils ouvriers mais elle prenait, dorénavant une dimension directement politique qu'elle n'aurait probablement pas eue dans d'autres circonstances. De même les étudiants renforçaient leurs organisations indépendantes.

Bien vite, les timides espoirs placés dans la direction dubcékienne de l'après-invasion commencèrent à se dissiper. Fin octobre, les manifestations reprirent. Le 28, jour du cinquantième anniversaire de la création de l'État tchécoslovaque, des milliers de manifestants défilèrent dans Prague en exigeant le départ des troupes soviétiques. Les manifestations sont encore plus fortes les 6 et 7 novembre lors des célébrations officielles. Réponse du pouvoir : les trois journaux les plus en pointe dans la résistance — *Politika*, *Literarni Listy* et *Reporter* — sont interdits.

Les étudiants furent les premiers à comprendre qu'il était nécessaire de relancer



## 1968 Tchécoslovaquie

l'action contre l'occupation et de mettre en place une direction indépendante de l'équipe dubcékienne. Ils décidèrent de prendre l'initiative à la veille du Comité central de novembre qui était considéré comme un test des intentions réelles des dirigeants du PCT. Ils créèrent un comité d'action, représentant toutes les facultés, qui se transformera en décembre en Parlement étudiant. Sous l'impulsion de Karel Kovanda, Petr Uhl et Jiri Müller, le comité d'action appela à une manifestation le 17 novembre. Elle fut interdite et immédiatement transformée en occupation des facultés et des lycées durant deux jours dans tout le pays.

### Étudiants et ouvriers résistent

Les étudiants lancèrent alors une « *Lettre aux camarades ouvriers et paysans* », qui affirmait, entre autres : « *Nous ne pouvons pas accepter d'être souverains en paroles alors que, en réalité, une pression continue s'exerce sur nous de l'extérieur (...) Nous ne pouvons pas nous satisfaire de quelques vagues déclarations sur la nécessité d'une politique soumise à l'examen du peuple alors que, en réalité, nous disposons de moins en moins d'informations sur l'activité de nos dirigeants (...) La classe ouvrière est courageuse, sage et diligente. Elle ne panique pas, elle n'abandonne pas, elle désire la paix et l'amitié avec tous les pays, la justice, le socialisme démocratique, le socialisme à visage humain, elle hait la violence et l'injustice, l'humiliation, l'oppression.* »

Le texte n'avait rien de remarquable sinon le fait d'exister, d'exprimer tout haut la lassitude face aux manœuvres de la direction Dubcek qui commençait à se répandre parmi les travailleurs. La lettre fut, en fait, le signal d'une relance des activités des organisations de masse. Elle fut téléxée d'usine en usine. Les étudiants furent invités à prendre la parole dans les ateliers ; des délégations ouvrières se rendirent dans les universités occupées.

De nombreuses usines s'engagèrent à faire grève si les étudiants étaient attaqués. L'assemblée des ouvriers de l'usine Skoda de Pilsen se prononça pour l'élection d'une nouvelle direction qui « *s'engage à appliquer le processus de démocratisation politique et organisationnelle* », les 22 000 ouvriers des aciéries de Kladno exigèrent la démission des dirigeants opposés à la démocratisation. Des prises de position similaires furent adoptées par les mineurs d'Ostrava, les ouvriers de l'usine CKD de Prague. Ces derniers firent même une grève préventive le 22 novembre lorsque les étudiants de Prague défièrent l'ordre d'évacuation que leur avait donné la

police. La communauté intellectuelle s'investit elle aussi totalement dans le mouvement.

### Dubcek réprime

C'est face à ce mouvement que la direction Dubcek mit elle-même fin à tous les espoirs qu'elle aurait pu susciter : elle renforça la présence policière à Prague, décida la censure de toutes les informations sur la grève étudiante et lança une campagne de dénonciations des irresponsables qui l'animaient.

Pourtant, au moment où la confiance illusoire des travailleurs dans la direction du Printemps de Prague s'émuait, le mouvement de masse n'avait pas vu naître de direction jouissant d'une large autorité. Les étudiants l'admettaient eux-mêmes lorsqu'ils mirent fin volontairement à leur grève le 21 novembre : « *Les événements ont pris une ampleur et une gravité que nous n'avions pas envisagées (...) C'est au cours de cette crise que nous nous sommes rendus compte combien nous étions mal préparés (...), personne n'avait envisagé que les événements puissent prendre ce caractère.* »

Une large avant-garde s'était développée dans l'action autour d'un front unique entre les étudiants et les syndicalistes des grandes entreprises. Un pacte fut signé, entre le puissant syndicat de la métallurgie et le syndicat des étudiants de Prague, qui se voulait un véritable programme d'action et qui, selon le président du Front national normalisé, faisait ressembler les deux mille mots à une « *comptine* ». Des pactes similaires furent signés entre de nombreux autres syndicats et cette coordination continua à fonctionner jusqu'au printemps 1969. Pourtant, une mobilisation de l'ampleur de celle qui existait ne pouvait se maintenir indéfiniment sans un projet politique. Or, les cadres susceptibles de transformer cette puissante action de résistance en une offensive politique qui aurait pu diviser la direction du parti et, ainsi, miner l'instrument politique des occupants, restaient dispersés. Très actifs dans la résistance, ils étaient noyés dans les organisations de masse, sans liens entre eux, sans avoir pu définir un projet. L'expérience, la première, avait été brève.

Deux événements allaient contribuer à démoraliser la résistance début janvier 1969. Depuis l'automne, des divergences étaient apparues au sein de l'équipe dubcékienne. Husak et Strougal avaient commencé à se ranger ouvertement du côté des Soviétiques et multipliaient les pressions pour hâter la normalisation. En décembre, Husak commença à réclamer publiquement la démission de Smrkovski, de son poste de Président

de l'Assemblée nationale. De nombreuses résolutions de soutien à Smrkovski arrivèrent de toutes les usines du pays mais, le 5 janvier, ce dernier apparut à la télévision pour dénoncer ceux qui le défendaient. Deux jours plus tard, il était démis. C'était le signe qu'un des dirigeants les plus populaires du Printemps de Prague désertait le combat. Ce fut aussi le signal pour de nombreux cadres et permanents encore hésitants de choisir leur camp à temps et de se ranger du côté de Husak.

Le suicide de Jan Palach, qui s'immola par le feu en plein centre de Prague le 16 janvier, allait, symboliquement, montrer que si la population restait prête à se mobiliser massivement, elle avait perdu tout espoir de trouver un relais dans le PCT et de pouvoir vaincre. Le 21 janvier, 100 000 manifestants défilent place Venceslas. Pour la première fois, le drapeau de la République tchécoslovaque de 1918-1939 a remplacé le drapeau rouge à la tête du cortège, marquant le changement d'attitude de la population face à la trahison du PC. Lors des funérailles de Palach, le 25 janvier, un million de personnes défilent en silence dans les rues de la capitale. Ils n'ont plus d'exigences, ils n'ont plus que le droit de se taire.

### « Démission » de Dubcek

Fin février, Dubcek déclarait devant une assemblée de miliciens : « *Nous avons réussi à surmonter la phase la plus aiguë de la crise de janvier* ». Il avait raison. Il n'était désormais plus d'aucune utilité pour les occupants. Le 28 mars, un vendredi, l'équipe de hockey tchécoslovaque infligera une défaite — 4 à 3 — à l'équipe d'URSS. Les manifestations se multiplient dans les villes... contre l'occupation. Le Kremlin va dès lors mettre en place la seconde partie de l'intervention: les généraux Gretchko et Semyonov mettent Husak en place et démissionnent Dubcek. Ce dernier sera envoyé comme ambassadeur en Turquie... où il se taira. Rappelé en janvier 1970, il sera expulsé du parti. Le fidèle est remercié.

Il a fallu des centaines de milliers d'expulsions du Parti, de licenciements, le chantage aux études des enfants, l'exil forcé, l'emprisonnement, pour défaire le mouvement de masse. La normalisation à l'ombre des chars soviétiques se fit aussi en opérant des concessions au plan économique, avant tout dans le domaine des biens de consommation. A la différence de la Pologne des années 1980 la Tchécoslovaquie des années 1970 connut une croissance relative. ■

# Irruption de la société dans la politique

Par  
Arturo Anguiano\*

La révolte étudiante de 1968 au Mexique est connue dans le monde à cause du massacre du 2 octobre sur la Place des Trois Cultures de Tlatelolco. Plus de 10 000 soldats et policiers réalisèrent une opération militaire d'encercllement et d'enfermement planifiée par la Présidence de la République contre un meeting pacifique d'environ 6 000 personnes parmi lesquelles des étudiants, des professeurs, des mères de famille, des enfants, des employés, des ouvriers, etc. Des hélicoptères, des officiers du bataillon Olimpia, des agents de police, des soldats, des chars d'assaut, firent feu avec des armes puissantes contre une foule sans défense lors d'une opération que l'on prétendit justifier par un affrontement inattendu. Mais ce fût un crime d'État (1) prémédité, organisé dans ses moindres détails avec pour objectif d'imposer, par l'écrasement, une solution définitive à un conflit qui avait mis en mouvement des centaines de milliers de personnes, qui avait conquis l'opinion publique et gagné la sympathie de larges secteurs sociaux à travers tout le pays.

La répression fit d'innombrables morts et blessés, jeunes, femmes, enfants, vieillards, non seulement criblés de balles, mais aussi transpercés par les baïonnettes des soldats. Plus de 2 000 personnes arrêtées ce 2 octobre, dont des militants et des membres du Consejo Nacional de Huelga (CNH) — Conseil National de Grève — qui subirent en particulier la longue nuit de torture : des simulations d'exécutions et de castrations, des intimidations, des enlèvements et des violences envers des proches, l'invention d'accusations insensées qui donnèrent lieu plus tard à des procès fabriqués de toutes pièces. Persécution généralisée, état de siège non déclaré, contrôle des moyens de communication, suspension de fait des garanties constitutionnelles, contre une subversion imaginée (2). Comme toujours au Mexique, l'État avait agi de toutes ses forces démesurées pour liquider et ainsi achever de

façon définitive l'arrogant mouvement étudiant.

## 1. La provocation et la violence

Le 2 octobre 1968 on voulut en finir dans la violence avec une histoire qui justement avait commencé en réponse à la violence des forces de police les 23 et 26 juillet.

Le 23 juillet, à la suite d'un litige entre étudiants de deux écoles, les forces de répression ont fait irruption dans l'une d'elles (appartenant à l'Institut Polytechnique National IPN), en frappant de manière démesurée, indifférenciée et insensée les élèves, les professeurs et les personnels de l'école.

*Si  
Une nation entière a honte  
C'est un lion qui se prépare  
À bondir*

Octavio Paz  
Delhi, 3 octobre 1968

Le 26 juillet, qui deviendrait le véritable commencement du mouvement étudiant, la manifestation qu'avaient convoquée les polytechniciens contre cette action de répression a convergé avec la traditionnelle manifestation de soutien à la Révolution Cubaine, organisée surtout par les étudiants de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) et les différents groupes de gauche. A la demande des polytechniciens, des groupes d'étudiants ont tenté de rejoindre le Zócalo en solidarité avec les étudiants matraqués à nouveau par les forces de police. Mais ils furent repoussés violemment et à partir de ce moment eurent lieu de nombreux affrontements qui se prolongèrent et s'élargirent quand les forces de l'ordre ont attaqué des étudiants des classes préparatoires de l'UNAM qui sortaient de cours. Les policiers ont encerclé tout le vieux quartier universitaire du centre historique de la ville ; les barricades des étudiants acculés ne se firent pas attendre. Le souvenir des barricades parisiennes du mois de mai était encore frais, la presse en avait fait une large publicité (3).

Les premières réponses des étudiants, totalement spontanées, furent reçues avec une escalade dans la répression et une généralisation des affrontements qui culminèrent avec l'intervention de l'armée dans la nuit du 29 juillet et la prise violente de plusieurs écoles, universitaires et polytechniques, y compris à l'aide de tirs de bazooka, comme dans le cas significatif du bâtiment historique qui accueillait les classes préparatoires de l'UNAM. Des établissements souillés et occupés, des lieux assiégés par la police, des bus incendiés transformés en barricades, des blessés, des arrestations, des disparus, on parla même de morts à l'issue de ces 4 jours durant lesquels les étudiants avaient cessé de se résigner (4).

La violence démesurée de l'État fut alors à l'origine du mouvement étudiant mexicain de 1968 et elle en fut aussi la conclusion. On avait pu percevoir dès le début des actes et des comportements clairement provocateurs de la part du gouvernement, qui cherchait la confrontation. Ce fut le cas des actions de

\* Arturo Anguiano, professeur et chercheur à l'Université autonome métropolitaine (UAM, México), ancien dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale), fut en 1968 membre du Comité de lutte de l'École nationale des sciences politiques de l'UNAM. Traduit de l'espagnol par L.G.

1. Julio Scherer García, Carlos Monsiváis, *Parte de guerra. Tlatelolco 1968. documentos del general Marcelino García Barragán. Los hechos y la historia*, México, Nuevo Siglo Aguilar, 1999 et l'édition élargie: *Parte de guerra II. Los rostros del 68*, UNAM/Nuevo Siglo Aguilar, México 2002.

2. Raúl Álvarez Garín, *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción histórica del Movimiento estudiantil del 68*, Grijalbo, México 1998. Il s'agit là du meilleur livre sur 1968 au Mexique, écrit par son dirigeant principal. En plus de présenter une chronique et des réflexions sur le mouvement, il développe une analyse minutieuse sur l'intervention militaire en 1968.

3. Curieusement, la presse à scandales du soir fut celle qui a offert aux événements de mai la diffusion la plus grande et la plus imposante.

4. Selon le Secrétaire de la Défense Nationale, « *Trois bataillons de brigade infanterie, un bataillon de en plus de parachutistes* », soit environ 2 500 soldats, ont été dépêchés en renfort des 10 000 policiers qui n'ont pas réussi à maîtriser les étudiants (cité par Raúl Jardón, 1968. *El fuego de la esperanza*, Siglo XXI Editores, México 1968, p. 34).



# 1968 Mexique

répression et d'invasion de lieux d'enseignement par des policiers ou des militaires, mais également de l'action confuse de dirigeants de la FNET (5), la présence sur les barricades de membres connus des "porras" (matraques) — groupes anti-émeutes — et surtout la surprenante apparition de pierres dans les poubelles du centre ville le 26 juillet.

La violence était en réalité une constante du dénommé Régime de la Révolution mexicaine, qui s'était construit par le biais de l'incorporation obligatoire des forces sociales dans le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et d'une présidence omnipotente incarnant l'État et la Nation. Le pouvoir centralisé et l'ordre hiérarchique imposé n'avaient toléré aucune dissidence, ni permis le développement de formes démocratiques de participation et de légitimation (les élections étaient des rituels sans autre effet pratique que la légitimation de candidats désignés d'avance). La violence sous toutes ses formes, légale et non légale, formait l'essentiel d'un ordre fermé, réactionnaire et clientéliste. Aveuglé par l'essor économique et la consolidation de l'État qui suivirent les défaites des luttes ouvrières de 1958-1959 (6), le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz — traditionaliste extrémiste drapé dans un anti-communisme pathologique que le régime avait inventé pleinement sous le signe de la guerre froide — ne perçut pas les transformations économiques et sociales que le « *miracle économique* » lui-même apportait : urbanisation, nouveaux secteurs

5. Le Fédération nationale des étudiants du technique (FNET) était un organisme corporatiste des étudiants de l'IPN et d'autres écoles technologiques, dépendant du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir.

6. Différentes luttes syndicales de travailleurs de la métallurgie, du pétrole et d'autres secteurs, qui ont eu lieu alors, avaient été stimulées et articulées par les grandes grèves du syndicat des transporteurs, dirigé par des membres de partis de gauche (Parti communiste mexicain et Parti ouvrier et paysan du Mexique). Ces luttes ont fini par remettre en cause le régime corporatiste et revendiquaient l'indépendance des syndicats. Le 28 mars 1959 une répression militaire a conduit à l'arrestation d'environ 10 000 travailleurs, qui furent mis sur des listes noires du gouvernement ne pouvant ainsi obtenir aucun contrat du travail. À la fin, les principaux dirigeants, Demetrio Vallejo et Valentin Campa, ont été condamnés pour le délit de dissolution sociale, un délit inventé au cours des années 1940, au cours de la guerre mondiale.

7. « *Acarreo* » est le nom donné à la mobilisation forcée des gens en soutien aux actes du gouvernement, pris en charge par les organisations corporatistes du PRI.

8. J'ai développé ce sujet dans mon livre *El Estado y la política obrera del cardenismo* (Era, México 1975). Les entrepreneurs et les grands propriétaires agricoles ont évidemment été aussi organisés dans des associations corporatistes, mais qui n'ont pas été subordonnées au PRI et ont bénéficié d'un statut particulier dans leurs relations avec l'État.

ouvriers fondés sur la forte industrialisation, tertiarisation, inégalités, crise agricole, exode rural et dénuement, processus culturels nouveaux et plus ouverts sur le monde etc. Tous ces éléments impulsèrent la maturation de la société et par là même son décalage par rapport à un État et un régime politique intolérants qui assujettissent et qui excluent.

En 1968 surgit le paradoxe du pouvoir absolu, incontestable, somptuaire mais qui contenait des forces et des contradictions qui préparaient son implosion. Un régime fermé à double tour, sans la moindre ouverture, sans soupape de sécurité, sans échappatoire. C'était l'apogée, le zénith du dénommé régime de la Révolution de 1910 fondé sur le miracle du développement stabilisateur, qui organisa les premiers Jeux Olympiques en Amérique Latine : symbole de reconnaissance internationale. Bientôt viendrait l'heure du déclin. Le mouvement étudiant de 1968 allait être annonciateur de la décadence du régime politique et de l'avènement d'une société en profonde et rapide mutation. Ses revendications de droit, de justice et de liberté, ses pratiques démocratiques, le déploiement de sa créativité et sa capacité de communication, son autonomie, son intrépidité, sa rapide politisation, allaient attaquer, tel un acide corrosif, la logique despotique du pouvoir présidentiel.

## 2. Des réponses inattendues

Le pouvoir n'avait pas prévu la réponse inattendue des étudiants, des professeurs, du recteur de l'UNAM, en somme, de la société. Dans un milieu dominé par le clientélisme et l'impunité, l'arbitraire du gouvernement et des institutions était toléré par peur et résignation. Les mécontents étaient achetés ou éliminés. Les protestations et les plaintes individuelles ou collectives étaient découragées par la répression subie, les inévitables complications administratives et une machine judiciaire corrompue, totalement soumise au gouvernement. De ce fait, quand nous, étudiants, avons commencé à nous défendre des coups de la police par des affrontements violents et incontrôlés, quand les assemblées étudiantes votèrent la grève contre les abus de pouvoir et pour la libération de nos camarades agressés, quand le 30 juillet, le recteur de l'UNAM, Javier Barros Sierra, mit le drapeau national en berne devant le rectorat à cause de l'occupation militaire des locaux scolaires, convoquant ainsi une manifestation de défense de l'autonomie universitaire, personne, dans les sphères du pouvoir ne comprit ce qui se passait. Dans la ville de Mexico occupée par l'armée, la manifestation du 1er août, menée

par le Recteur Barros Sierra, des universitaires et des professeurs, rassembla plus de 80 000 participants, de l'UNAM et de l'IPN. Nous avons réagi du jour au lendemain, déclenchant ainsi une avalanche de mobilisations qui ne cessa pas de croître malgré les interventions récurrentes de la police et des militaires, les enlèvements, les persécutions, les agressions et attentats paramilitaires (terroristes) impulsés depuis les hautes sphères et pas seulement depuis les sous-sols du pouvoir. La capitale du pays se remplit de vie, se transforma sous l'action des multitudes étudiantes et des professeurs. Durant plusieurs semaines, nous nous la sommes peu à peu appropriée comme lieu de parole, de protestation, d'expression libre et sans crainte, en récupérant les espaces publics comme le Zócalo — normalement réservé aux partisans du régime — mais également les écoles, les marchés, les places publiques, les rues, les quartiers, les transports, les bureaux, les entreprises, tous devenus lieux de dialogue. Les grandes manifestations qui s'organisaient pratiquement sans moyens matériels et dans une certaine improvisation, n'étaient que les indicateurs d'une activité diffuse — qui devint frénétique — de milliers et même de dizaines de milliers d'étudiants, qui atteignit jusqu'aux derniers recoins de la ville du Valle de Mexico : le 5 août, manifestation depuis Zacatenco jusqu'à Casco de Santo Tomás (100 000 participants), le 13 août, de Casco de Santo Tomás jusqu'au Zócalo (150 000), le 27 août, du Musée d'Anthropologie de Chapultepec jusqu'au Zócalo (plus de 250 000 participants), le 13 septembre, manifestation silencieuse (200 000 personnes).

Plusieurs meetings centraux organisés par le CNH avaient préparé ces manifestations triomphales dans une ville de 6 millions d'habitants habituée à des représentations officielles issues du *acarreo* corporatiste (7).

L'expression du ras-le-bol des étudiants était incompréhensible pour le gouvernement, insoupçonnable, impossible, et évidemment, dans l'esprit du chef de l'État, ne pouvait qu'être le produit de forces étrangères, subversives, de type communiste, visant à manipuler les étudiants pour déstabiliser le pays et saboter la réalisation des Jeux Olympiques si chers au gouvernement. Quand la Révolution Mexicaine s'est institutionnalisée, au milieu de grandes mobilisations populaires, au temps de Lázaro Cárdenas, la société fut soumise à travers ce qui allait devenir le PRI (8). La combativité, l'autonomie, la capacité d'organisation et d'expression des travailleurs et des paysans furent confisquées par l'État. Les forces collectives de la société furent confisquées par

un régime politique extrêmement hiérarchisé qui divisa la population en secteurs plus différents (ouvrier, paysan, populaire), en corporations (syndicats, centrales syndicales, regroupements divers, dénaturés par l'intervention de l'État), où le collectif soumis ne permit jamais l'individualité citoyenne. Disciplinée, sujette à des divisions et à des hiérarchies imposées qui brisaient ses liens de solidarité, la société allait souffrir le déchirement et la distorsion de ses traditions communautaires et associatives, caractéristiques des peuples ancestraux et de groupes sociaux élargis.

La politique au Mexique se limitait ainsi à ce qui avait lieu dans les rangs du PRI, qui était une sorte de machinerie politique — sous l'égide du Président de la République — chargée de garantir la domination mais également l'espace institutionnel de débats, la répartition du pouvoir entre les acteurs politiques appartenant à la dénommée « famille révolutionnaire ». De nouvelles dissidences et de nouveaux acteurs politiques pouvaient émerger mais ils étaient immédiatement cooptés ou mis hors-jeu d'une façon ou d'une autre. Cette machinerie était une partie de l'engrenage de l'appareil d'État et de ses politiques, publiques ou autres, vouées à garantir l'ordre existant, la stabilité et même la légitimité qui était encore enracinée dans la Révolution mexicaine.

Alors, quand les étudiants et les professeurs commencèrent à se rebeller contre la répression arbitraire, le mensonge et l'impunité de l'État, ils firent irruption dans l'espace réservé de la politique, dérangeant et envahissant, brisant les règles qui rendaient possible l'ample reproduction de la domination, l'assurance de l'ordre économique-social prévalent. C'est pour cela que le mouvement étudiant mexicain apparut dès le début comme un mouvement délibérément politique, ses revendications allaient contre l'autoritarisme : libération des prisonniers politiques, lutte contre l'impunité des forces de répression et pour leur dissolution, refus des abus de pouvoir, exigence de la justice et du respect des libertés démocratiques (9). Tout ceci, sans oublier qu'au Mexique, tous les mouvements sociaux, dès leur apparition, se politisent invariablement à cause de l'intervention même de l'État, auquel ils se heurtent immanquablement. C'est la nature même du régime politique qui dilue la traditionnelle différenciation entre le social et le politique et impose le paradoxe de la politisation de tous les conflits sociaux par un régime qui repose sur la dépolitisation.

En faisant irruption sur la scène nationale, le mouvement étudiant a récupéré l'espace public, transformant concrètement la ville

toute entière en terrain d'action et de communication politique. Les lieux de travail, d'enseignement, d'habitation, de rencontres occasionnelles (comme les transports publics), se transformèrent alors en autant de lieux de convivialité, de dialogue, c'est-à-dire en espaces politiques. On est surpris de la façon dont les gens, les groupes sociaux les plus différents se sont impliqués de mille manières dans le mouvement. Ce mouvement qui a su capter leur compréhension, leur solidarité, leur complicité, dans une ambiance où les médias (à l'époque surtout la radio, la presse et très peu la télévision) présentaient depuis toujours des caractéristiques totalitaires soumis à la censure de l'État et à l'autocensure quotidienne, opportuniste, au service de la guerre froide, de l'Église catholique et du régime politique.



Sans aucun doute l'imagination des étudiants, leur sensibilité, leur créativité et leur capacité à inventer des modes d'organisation et de mobilisation enthousiasmèrent une société depuis toujours soumise aux abus de pouvoir, à l'arbitraire, à la corruption, aux inévitables rapports clientélistes. Policiers, juges, fonctionnaires, patrons, dirigeants corporatistes, caciques, employés : à tous les niveaux et dans tous les milieux, les gens ordinaires subissaient le pouvoir discrétionnaire, l'autoritarisme, l'absence de justice et de démocratie, quand il ne s'agissait pas d'outrages ou de répression. C'est pour cela que de plus en plus de gens de différents secteurs et niveaux sociaux finirent par entendre nos revendications, à nous étudiants. Nombre de parents s'identifièrent au défi de leurs enfants, de leurs proches, amis,

voisins : nous qui, étudiants ou professeurs, nous nous opposions à la paralysie due à la peur et qui persistions dans la lutte malgré les coups et les persécutions. L'indignation de certains remua les colères accumulées, fit jaillir la rage contenue, encouragea au moins la révolte latente de certains autres, la perte de confiance dans le gouvernement, la désacralisation du président. Une ébauche de politisation des masses commença à faire son chemin grâce à l'action du mouvement étudiant qui déconcerta la société par son autonomie, son audace et sa détermination.

### 3. Organisation du mouvement

Dès que les événements de la nuit du vendredi 26 juillet furent connus nous avons commencé à nous mobiliser et à chercher des modes de coordination. Samedi 27 la grève commença à être votée à Polytechnique avec la création d'un comité de coordination de l'IPN et un appel à la grève générale. En même temps à la Cité Universitaire se mettait en place la coordination des représentants des instituts qui avaient une tradition d'organisation, essentiellement en sciences sociales et en sciences humaines. En quelques jours la grève a impliqué tous les instituts de l'IPN, de l'UNAM, l'institut National d'Agriculture Chapingo, l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire, l'École Normale et l'École Normale Supérieure. De nombreuses Écoles et Universités à travers tous le pays se rallièrent bientôt à la grève ainsi que des institutions privées comme l'Université ibéro-américaine l'Anahuac. Bien que la grève des étudiants ne fut générale qu'à Mexico, ce fut bien une grève nationale (10).

L'organisation spontanée des étudiants en assemblées générales, brigades et comités de lutte par établissement alla de pair avec les efforts de coordination et de centra-

9. Les six points de la pétition étaient : 1. Liberté pour les prisonniers politiques ; 2. Destitution des généraux qui ont agi comme des chefs de la police ; 3. Suppression du corps de grenadiers, instrument direct dans la répression, sans qu'il soit remplacé par un corps similaire ; 4. Suppression du délit de dissolution sociale, instrument juridique de la répression ; 5. Indemnisation des familles des victimes des agressions de policiers et de militaires ; 6. Jugement des fonctionnaires responsables des actes de vandalisme et de la répression.

10. A la mi-août de nombreuses manifestations avaient eu lieu dans différentes villes et 70 établissements étaient en grève dans les états de Vera Cruz, Guanajuato, Michoacan, Queretaro, Hidalgo, Chiapas, Durango, Tamaulipas, Zacatecas, San Luis Potosí, Aguascalientes, Sonora, Baja California, Nayarit, Morelos, Tabasco, Oaxaca, Sinaloa et Puebla (Raúl Jardón, op. cit. p. 42).

## 1968 Mexique

lisation qui aboutirent à un premier manifeste unitaire qui portait la plate-forme revendicative en 6 points exigeant du gouvernement une réponse dans les 72 heures en le menaçant de généraliser la grève, et la première manifestation du mouvement fut convoquée le lundi 5 août. Le 8 août, qui marquait la fin des 72 heures, la création du Conseil National de Grève fut formalisée avec la participation au début, de représentants de 59 assemblées ou comités de lutte. Presque en même temps apparut la Coalition de professeurs de l'enseignement supérieur pour les libertés démocratiques, issue de 50 écoles qui allaient soutenir le mouvement, et envoyèrent même des représentants (avec droit d'expression mais pas de vote) au CNH. Peu après fut créée l'Assemblée d'Écrivains et d'Artistes qui par de multiples activités allait apporter au mouvement son empreinte culturelle et festive.

Le CNH allait assumer la coordination générale et la direction du mouvement, en proposant des actions diverses qui le maintiendront à l'offensive. Les différentes manifestations unitaires, mais aussi des meetings, des manifestes et des initiatives comme l'exigence du dialogue public avec le gouvernement comme méthode de résolution des conflits. Sa présence s'affirma et se légitima au rythme de la croissance du mouvement qui vécut son apogée entre la manifestation du 5 août et la manifestation silencieuse du vendredi 13 septembre. Six semaines pendant lesquelles le CNH su alimenter sa relation avec les assemblées étudiantes, contribua au renforcement du travail des brigades qui, pendant ces jours-là, envahirent complètement la ville, développa un discours antiautoritaire et démocratique qui sera l'identité du mouvement. Il allait maintenir son défi au gouvernement faisant face à ses stratagèmes, à ses menaces et à ses actions de répression. Sa défense du dialogue public (11) érigé en principe absolu, permit de maintenir la cohésion et la cohérence du mouvement en se préservant des traditionnels mécanismes de cooptation gouvernementaux et rassurant ainsi les principaux représentants et porte-parole. Sans aucun doute l'objectif d'obtenir « *le plus grand*

*soutien populaire* » et de susciter « *le plus grand isolement du régime politique* » (12) qui motivait le CNH fut atteint en grande partie au moins pendant un temps et surtout à long terme grâce à la conjonction des forces mobilisées durant tout le mouvement.

Les assemblées regroupaient un grand nombre d'étudiants qui discutaient et prenaient des décisions collectives, c'était une véritable école de politisation, de réflexion collective et de socialisation que certains intellectuels se sont lassés de vilipender (13). Mais leur rôle fut essentiel, même si elles devenaient souvent interminables et ennuyeuses, car elles permettaient la relation quotidienne des bases étudiantes avec les comités de lutte et avec le CNH. L'information et les propositions circulaient entre les différentes instances qui favorisaient des discussions intenses ainsi que les décisions collectives et les activités chaque fois mieux coordonnées et centralisées. En nommant les comités de lutte les assemblées empêchaient que ces derniers se transforment en instances accaparées par des activistes ou des militants de gauche sans aucune représentativité. Ce fonctionnement donna son caractère démocratique au mouvement et lui donna une cohésion incontestable.

Les brigades étudiantes furent le mécanisme le plus large et le plus efficace de diffusion, de mobilisation et d'organisation politico-sociale. Formées en général par 3, 5 ou 10 étudiants, elles se déplaçaient facilement pour peindre des slogans sur les murs, distribuer des tracts, expliquer les raisons du mouvement lors de meetings éclairs ou de discussions avec les gens, promouvoir la solidarité, récolter des fonds ou des biens en nature (de l'alimentation sur les marchés, du papier dans les bureaux, de la peinture dans les magasins, etc.). Il y avait aussi des brigades plus massives inaugurées par la Faculté de sciences de l'UNAM, de dizaines et même de centaines d'étudiants qui organisaient des blocages de la circulation sur des avenues importantes dans le but de faire des meetings éclair. Les brigades tournaient aussi dans les usines, dans les zones industrielles, les bureaux, les marchés, les chantiers ; elles allaient aussi dans des quartiers difficiles en apparence impénétrables, mais où les étudiants furent toujours accueillis avec intérêt et solidarité. Les gangs, les bandes de jeunes — craintes de tous, surtout par la police — nous accueillèrent et même rejoignaient notre lutte, comme ce fut le cas dans certains quartiers proches des écoles où ces bandes jouèrent un rôle fondamental dans la défense contre les agressions des forces de police notamment dans le cas de

Casco de Santo Tomas et de Tlatelolco. De nombreuses brigades arrivaient même organisées aux grandes manifestations leur apportant organisation et sécurité pour repartir ensuite continuer leur labeur durant la longue nuit de la ville.

L'apparition et le travail extensif de centaines de brigades, les manifestations et les meetings ainsi que la présence du CNH donnèrent sa forme et son sens au discours qui allait être celui du mouvement de 1968. Le défi était avant tout de faire face à la désinformation manipulatrice de la presse et de la télévision, démentir les calomnies proférées par le gouvernement et ses porte-parole, ce qui fut peu à peu obtenu comme le montraient les manifestations de plus en plus suivies depuis les fenêtres et les trottoirs par des centaines, puis des milliers, puis des dizaines de milliers de spectateurs qui se transformaient en participants.

Beaucoup de propagande était improvisée par les brigades elles-mêmes, bien que sa production ait été centralisée d'abord par les comités de lutte de chaque école et ensuite par le CNH, qui a augmenté sa capacité de réaliser l'impression massive de tracts. Nos camarades artistes de l'École San Carlos produisaient frénétiquement des affiches et les autocollants qui firent leur apparition dans toute la ville. À l'École de Sciences Politiques fut produite une propagande très imaginative et originale avec les innombrables affiches dessinées à l'encre par Jaime Goded, que personne apparemment ne prit la peine de photographier ou de filmer.

Le rôle des brigades fut déterminant pour la conquête de l'opinion publique, pour sensibiliser et entraîner la sympathie, et même la solidarité de groupes sociaux très divers. L'extension du mouvement à travers tout le pays, fut en grande partie l'œuvre des brigades et des brigadistes. Y compris les médias, en particulier la presse et la radio, firent par moment preuve d'ouverture, pressés par les journalistes eux-mêmes qui suivaient les efforts que nous faisons, nous les étudiants, pour nous faire comprendre et atteindre nos objectifs, mais aussi à cause de l'impact évident d'un mouvement qui ne cessait de mettre en avant ses revendications.

Cependant de par sa propre nature et sa dispersion, de par son autonomie et son authentique auto-organisation, une organisation centralisée ne fut pas possible, bien qu'elle fût tentée à travers une sorte de Coordination Générale des Brigades (CCGB), qui fut créée à l'initiative de l'École des Sciences Politiques et qui malgré l'aval du CNH fut comprise par certains comme une

11. « *Le dialogue public était une réelle remise en question du régime de contrôle corporatiste ; pour le gouvernement, accepter un tel dialogue revenait à reconnaître l'existence d'un autre pouvoir, d'un acteur social indépendant non contrôlé qui exigeait des transformations et cette possibilité était niée* » (Álvarez Garín, op. cit., p. 183). La possibilité de dialogue public minait la logique du pouvoir clos et antidémocratique. Ce fut cette revendication qui suscita le plus de rejet de la part du gouvernement.  
12. Álvarez Garín, *La estela...*, op. cit., p. 77.  
13. Voir par exemple l'essai de Monsiváis dans l'ouvrage mentionné *Parte de guerra...*



tentative gauchiste de disputer la direction à ce dernier (14). En réalité cette coordination devait servir à planifier et à rationaliser l'acti-



tivité de ces structures de base, éviter qu'elles ne se retrouvent au même endroit et dépendent trop d'énergie. Le dimanche 1er septembre — lors du 4ème rapport présidentiel — nous avons fait sans grand succès, une tentative d'opération clandestine (15). L'occupation militaire de l'UNAM le 18 septembre ne permit pas au projet de mûrir, même si de nombreuses brigades autonomes n'avaient pas cessé de fonctionner.

Toute cette frénésie organisationnelle et



participative ne venait pas de nulle part, et ne fut pas complètement inédite. En réalité elle fut l'expression d'un long processus de recompositions sociales et politiques d'organisations étudiantes comme la Fédération d'étudiants paysans socialistes, ou des essais ratés comme la Centrale nationale d'étudiants démocratiques (CNED), de luttes revendicatives ou clairement politiques, au niveau régional ou plus large, dont les étudiants furent le centre ou bien un des acteurs, dans des états comme Chihuahua, Michoacán, Guerrero, Puebla, Sinaloa, Sonora, Nuevo León et Tabasco ainsi que dans la capitale même du pays, à l'UNAM, à l'IPN, et dans les Écoles Normales (16). Dans nombre de ces expériences il y avait des antécédents non seulement de répression et d'intervention militaire, d'entêtement et d'intransigeance de l'État, mais aussi de résistances et de formes d'organisation comme les assemblées, les brigades, les diverses coordinations. En particulier dans

l'UNAM des années soixante, l'activisme des étudiants les plus radicalisés — dont nous faisons partie — finit par battre et démanteler, avant l'explosion de l'année olympique, l'espèce de syndicalisme étudiant intégré (la Fédération universitaire de sociétés d'élèves, FUSA, avec ses sociétés d'élèves, ses comités exécutifs et ses groupes d'action connus comme *porras*), soumis au PRI et qui dominait les campus ; à l'IPN en 1968 sonna le glas de la puissante FNET. Le mouvement étudiant de 1968 concentra ce processus complexe, l'enrichit et renforça ses meilleures expériences.

## 4. Apprentissage de la légalité

Ce qui caractérisa le mouvement étudiant de 1968 au Mexique, ce fut surtout son caractère pacifique, son exigence de légalité, de justice et de démocratie. Ce fut avant tout une lutte contre l'impunité, le mensonge, l'entêtement non seulement du président Gustavo Díaz Ordaz, mais aussi d'institutions étatiques sans représentativité et surtout sans légalité, soumises à la corruption et au pouvoir discrétionnaire. Les six points de la plate-forme avaient quelque chose à voir avec la violation des droits, avec une légalité punitive qui se superposait aux libertés, aux garanties consignées dans la Constitution, avec l'exigence, le désir de restaurer la légalité violée par ceux qui étaient en charge de la garantir, par ceux qui l'avaient créée et qui l'utilisaient selon leur fantaisie.

L'apprentissage de la légalité pour les étudiants, surtout pour les plus politisés, était quelque chose de difficile, à contre-courant dans un pays extrêmement légaliste mais sans attachement aux lois, sujet à l'arbitraire et à l'inexistence d'État de droit. L'ordre constitutionnel était lui-même contradictoire, produit de situations de compromis d'une Révolution qui avait triomphé en écrasant ses principales forces motrices, la partie populaire de ses acteurs. L'absolutisme présidentiel, consacré, était devenu un régime politique sans équilibres ni contrôles, où prévalait la simulation. Les trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) étaient engloutis par un seul et unique pouvoir présidentiel tout-puissant. Gouvernement et juges manquaient d'autorité, habitués à l'arbitraire, à porter des accusations insensées et à mener des procès fondés sur des mensonges et des manigances troubles, surtout quand il y avait des implications politiques. Justement une des revendications de 1968 comportait la libération des dirigeants syndicaux maintenus en pri-

son sans réel procès légal, comme Demetrio Vallejo, Valentín Campa, Víctor Rico Galán, etc.

La quotidienneté de violations gouvernementales de la loi était renversante, l'absence effective de droits consignés dans une Constitution, qui ressemblait à une simple feuille de papier sans conséquence, imposait l'existence très réelle d'un régime despotique, omnipotent et intolérant, sans aucune sorte de médiations démocratiques. Les étudiants comme tous ceux qui se tournaient vers une activité politique devaient agir dans une sorte de semi-clandestinité et n'importe quelle activité hors du campus était une aventure pleine de menaces. Seules quelques manifestations ritualisées étaient tolérées.

La « violence institutionnelle » était complétée par la violence paramilitaire. Pendant le mouvement, le gouvernement fit appel de temps en temps à des actions effrayantes comme des tirs de mitraillettes contre des écoles, des coups de main, des enlèvements, des attentats, une guerre sale qui préfigurait le 2 octobre et qui deviendra incontrôlable dans les années 1970.

Par conséquent, l'apprentissage de la légalité nous vint petit à petit et non sans réticences. Non pas à cause de ce que certains dirigeants du CNH considéraient comme le refus de démocratie ou bien le « gauchisme extrémiste » et doctrinaire des ailes radicales des étudiants (17), mais parce que c'était une situation difficile à assimiler. Face à la répression abusive, à l'intervention

14. Par exemple la furie de Gilberto Guevara Niebla (voir par exemple note 17) et la vision plus sereine de Raúl Alvarez Garín sont passées dans l'histoire.

15. Cette question est peu abordée dans la bibliographie traitant du 1968 mexicain. On peut trouver certains éléments dans José René Rivas Ontiveros, *La izquierda estudiantil en la UNAM. Organizaciones, movilizaciones y liderazgos* (1958-1972), UNAM/Porrúa, México 2007, pp. 624-625.

16. Enrique de la Garza, León Tomás Ejea, Luis Fernando Macías, *El otro movimiento estudiantil, Extemporáneos*, México 1986, chap. I.

17. Il est surprenant de voir comment Gilberto Guevara Niebla ridiculise et condamne avec colère ceux qu'il appelle « les étudiants radicaux du secteur des Humanités de l'UNAM », auxquels il n'accorde pas la moindre contribution et qu'il accuse d'avoir été un obstacle pour le mouvement et d'avoir « semé la haine et l'adversité parmi les délégations du CNH ». Il exagère également l'impact des organisations de la « gauche extrémiste », telle la Ligue Communiste Espartaco, qui ont à peine survécu aux événements. Tout son livre transpire le dédain et la haine contre ceux qui, naturellement, ont mis en avant à diverses occasions des avis et des propositions différentes des siennes. Il reproduit même beaucoup des termes brandis par la presse et le gouvernement à propos des divisions au sein du CNH et entre les étudiants, celles là même qui ont contribué à forger le mouvement (*La libertad nunca se olvida. Memoria del 68*, Ediciones Cal y Arena, México 2004).



illégal de l'armée, à la violation de l'autonomie universitaire, aux exécutions et persécutions insensées, les étudiants commencèrent cependant à parler et à comprendre le langage de la légalité qui, dans une certaine mesure, nous protégeait, qui nous légitimait, qui mettait en évidence le cynisme et l'incongruité du pouvoir. L'attitude du recteur Javier Barros Sierra et la manifestation qui prit son nom, celle du 1er août furent une avancée.

Le fait de manifester sans se soumettre au règlement qui imposait une demande d'autorisation à la police nous fit prendre confiance. Les brigades, les meetings quotidiens, avec ou sans agressions policières, nous ont conduit finalement à brandir des droits établis légalement, toujours conditionnés et annulés par le gouvernement. Peu à peu il a été compris et accepté que la légalité, que la Constitution, pouvaient aussi être le refuge des droits, des libertés minées, de la protestation contre l'impunité et l'illégalité du pouvoir. Le mouvement acquit ainsi un aspect légaliste d'exigence de respect de la Constitution et de la loi outragées par le régime qui les avait instituées. Ainsi, le mouvement étudiant fut aussi le précurseur de la lutte pour les droits humains au Mexique et du combat pour la démocratie.

### 5. Politisation massive

Jusqu'à la nuit de Tlatelolco, où la nation entière se sentit couverte de honte — comme l'insinue Octavio Paz — à cause du massacre gouvernemental, les presque dix semaines durant lesquelles se déroula le mouvement étudiant furent d'intenses et longues journées de politisation de masse.

18. « Une des grandes vertus de 1968 a été la revendication de la politique comme quelque chose de nécessaire et respectable », qui pourrait être « conduite avec des procédures différentes de celles du PRI », et « comme une pratique de confrontation avec le régime ». (Álvarez, *La este-...*, cit., p. 147.)

Avant tout, celle des étudiants et des professeurs qui échappèrent à l'inertie et aux entraves qui les soumettaient à l'apathie, au conformisme, à la reproduction de rapports hiérarchiques, au manque de communication et à l'isolement. Le mouvement fut un souffle égalitaire qui suscita des rapports de solidarité, la coopération et la convivialité. Il balaya non seulement les résidus des groupements étudiants et professionnels officiels, mais aussi, les vieilles rancœurs et rivalités entretenues par les fonctionnaires de l'Éducation comme celles qui persistaient entre l'Université nationale et la Polytechnique et trouvaient leurs origines dans les rencontres sportives. Les débats en assemblée, la conquête des rues, l'apprentissage des libertés, la rencontre vitale avec des gens de tous les milieux sociaux et culturels, la reconnaissance de la ville dans sa diversité, le déploiement des capacités de communication insoupçonnées et surtout le déchiffrement collectif de la trame quotidienne qui nous confrontait au gouvernement, à ses appareils, à la manipulations des médias, la capacité de réponse que construisit le mouvement, tout cela signifia un processus de politisation, de sensibilisation, de changement culturel irréversible pour toute une génération.

Mais le peuple (comme on disait alors), c'est-à-dire la société avec ses différenciations et ses inégalités, se sensibilisa, découvrit les manifestations et les pratiques politiques, les opinions et les critiques envers le régime qui rapprochaient d'innombrables groupes sociaux non seulement des étudiants mais aussi de la politique. C'est aussi pour cela que le mouvement apparut comme une possibilité de rendre à la politique sa dignité (18), cette politique dégradée et confisquée par ce qui s'appelait encore régime de la révolution mexicaine. Si le mouvement a réussi à être considéré comme un mouvement étudiant et populaire, ce fut parce que les habitants de la ville de Mexico

— tout particulièrement, mais pas uniquement — firent irruption à leur tour dans la politique. Des professeurs, des artistes, des petits commerçants, des mères de familles, des familles entières de classes moyennes et mêmes aisées, des employés, des travailleurs, etc., manifestèrent — parfois de façon diffuse et d'autres fois de façon ouverte — en faveur du mouvement, pendant les manifestations et les meetings, mais surtout lors des rencontres quotidiennes avec les étudiant-e-s. Dans les assemblées du CNH, de plus en plus de groupes de toutes sortes venaient pour exprimer leur solidarité ou en appeler à celle des autres. Ce processus provoqua un changement dans l'état d'esprit de la population, dont le moment le plus significatif, celui qui révéla le revirement de l'opinion publique en faveur des étudiants, ne fut pas comme beaucoup le pensent, le 27 août, jour de la manifestation qui porta le mouvement au sommet avec une participation que certains chiffrèrent à 400 000. Ce fut le lendemain, le mercredi 28, avec l'échec du prétendu hommage au drapeau national, lorsque les fonctionnaires, obligés de participer à un meeting officiel, se rebellèrent et que pour disperser ce meeting rebelle le gouvernement fit intervenir les chars de l'armée. La bataille de l'opinion publique était gagnée, le craquement du contrôle institutionnel symbolisa un changement décisif qui influença certainement la décision du gouvernement de recourir à la fin militaire du conflit.

### 6. La direction étudiante

Naturellement, beaucoup d'étudiants se politisèrent dans les diverses instances du mouvement, y firent leurs armes et entrèrent alors dans le monde de la politique. Mais de nombreux acteurs du mouvement étaient issus d'autres luttes, d'expériences qui nous avaient formé au débat et aux pratiques politiques plus ou moins sociales et ouvertes, plus ou moins clandestines ou semi-clandestines. La majorité des dirigeants les plus en vue du CNH étaient ou avaient été dans un passé récent des militants d'organisations de gauche, de même que de nombreux membres des comités de lutte, des animateurs des assemblées et des brigades, surtout à l'UNAM mais aussi dans d'autres écoles tant à Mexico que dans le reste du pays. D'une certaine façon, nous représentions la mémoire, la continuité d'un héritage théorique et politique qui tant bien que mal avait survécu et s'était modelé à contre-courant d'un régime écrasant qui était issu de la première Révolution du XXe siècle fondé sur des mythes populaires et nationalistes.



Les années qui avaient précédé le mouvement de 1968 furent des années de recomposition, de réorganisation et dans une certaine mesure de renforcement de la gauche mexicaine. Ce processus de crise, de ruptures et d'émergence de groupes et de courants de gauche novateurs, fut de fait le dénouement contradictoire des grandes luttes syndicales indépendantes qui s'achevèrent en 1959 avec la défaite militaire (19). La crise du Parti communiste mexicain (PCM), dans le contexte du triomphe de la Révolution cubaine et du conflit sino-soviétique, déboucha sur l'émergence de courants critiques de type marxistes (se définissant comme révolutionnaire ou radical) qui ouvrirent l'éventail des options de gauche, jusqu'alors limitées essentiellement au communisme prosoviétique et au lombardisme qui était une sorte de nationalisme, populiste de type stalinien (20). Le spartakisme, créé par l'écrivain José Revueltas, fut le courant le plus diversifié et le plus étendu, mais ce fut aussi la poussée du trotskysme, du maoïsme et du guévarisme. La relève générationnelle et sociale qui a suivi alors à gauche avec l'intégration de beaucoup de jeunes — essentiellement des étudiants et des intellectuels qui échappaient aux réseaux institutionnalisés —, allait mûrir sous l'influence du souffle des vents tumultueux qui composaient l'atmosphère internationale (21).

Tous ces courants de gauche débouchèrent sur le Conseil national de grève (CNH), même si le mouvement les entraîna, les désorganisa, et que les transformations et le dénouement du mouvement finirent par les lamener. Après 1968, l'effondrement fut suivi à des rythmes et des niveaux différents par une nouvelle configuration de la gauche. Mais pendant le mouvement le CNH s'était enrichi de débats et de contributions, souvent polarisés, qui ne plaisaient pas à tout le monde, mais qui collectivement favorisèrent la construction au cœur des événements d'une stratégie qui dans un premier temps organisa le mouvement, le projeta dans la société et réussit à isoler et à montrer sous son vrai jour le gouvernement du PRI.

Des questions décisives comme le dialogue public et la manifestation du silence ; la construction de l'identité du mouvement à travers un discours qui lui était propre ; la réponse apportée dans des moments critiques comme les calomnies et les menaces du quatrième rapport présidentiel ; l'occupation militaire de l'UNAM le 18 septembre et les tensions lors des batailles étudiantes en réponse à la prise de contrôle des locaux de l'IPN, avec plus de 1 500 arrestations ; l'offensive du pouvoir contre le recteur Barros Sierra — tout cela impliqua de grands

débats et des décisions qui révélaient la cohésion et la capacité collective du CNH. Il y eut des débats sur l'opportunité d'organiser des manifestations unitaires en centre-ville ou bien des manifestations décentralisées dans des zones industrielles, qui évidemment se conclurent par la décision la plus efficace. Les relations avec le gouvernement qu'impliquait la question du dialogue public fut cependant une question que le CNH ne sut pas trancher à temps pour imposer une issue négociée.



Malgré la diversité de sa composition, ou peut-être à cause de cela, le CNH s'était formée comme une direction incontestable du mouvement, pleinement légitimée comme instance collective indépendamment du poids réel de certains camarades comme Raúl Alvarez Garín ou Gilberto Guevara

Niebla (22). Il y eut des erreurs dues à une complaisance vis-à-vis de certains qui jouèrent un rôle trouble, comme Socrates Campos Lemus, dont la proposition d'attendre sur le Zocalo le moment du dialogue public facilita le retour de la répression après le triomphe assourdissant du 27 août et qui après le 2 octobre fut la voix du gouvernement dans le mouvement.

Le plus important, ce fut l'incapacité du CNH à percevoir le changement de situation politique après le 13 septembre avec le redé-

ploiement militaire et la guerre sale. La possibilité d'un repli tactique ne fut même pas prise en considération, alors que tout annonçait le dénouement funeste. A l'Institut de sciences politiques, une des écoles considérées comme les plus radicales et même extrémiste, nous en avons discuté et

19. Le POCM a disparu après ce mouvement, alors que le PCM, malgré ses crises récurrentes, existait depuis 1919 et était encore l'organisation de gauche la plus forte.

20. Le Parti Populaire Socialiste représentait un courant enraciné incarné par Vicente Lombardo Toledano, intellectuel auto-proclamé marxiste, qui a joué un rôle fondamental dans la formation du régime corporatif durant les années 1930, devenant pratiquement indispensable à Lázaro Cárdenas. Promoteur de la collaboration de classes, de « l'alliance » subordonnée avec le régime de la révolution mexicaine, il a inauguré ce qui fut connu au Mexique comme « les partis des barboteurs », la fausse opposition institutionnalisée. Jusqu'à son

décès, après le mouvement de 1968, auquel il s'est opposé, il a été un politicien-clef au Mexique. Le courant nationaliste révolutionnaire, incarné par l'ex-président Lázaro Cárdenas, bien que flirtant avec la gauche, fut en réalité invariablement soumis au régime qu'il a aidé à construire. Face aux menaces impérialistes contre la révolution cubaine, Cárdenas a promu des mobilisations qui ont abouti au Mouvement de Libération Nationale, une espèce de front large, qui a fait naître beaucoup d'espoirs, mais qui s'est dissous dans les faits quand Cárdenas a donné son appui à la candidature présidentielle de Gustavo Díaz Ordaz, qui s'est chargé du gouvernement en 1964.

21. La Révolution cubaine et les agressions américaines, la guerre du Vietnam, l'invasion américaine en République Dominicaine, la rébellion noire et les Blacks Panthers, la révolte du Tiers Monde contre le colonialisme, le bain de sang en Indonésie, la guerre des six jours et la révolution palestinienne, le symbole de Che Guevara, etc.

22. De fait, l'alliance de ces camarades, qui avaient été militants de l'organisme juvénile du PCM tout en maintenant une attitude critique envers sa direction, a structuré un très vaste bloc de représentants d'écoles qui regroupait surtout de manière unitaire la Polytechnique et les secteurs techniques de l'UNAM.



## 1968 Mexique

nous avons même élaboré un document d'analyse où on formulait la thèse d'un mouvement victorieux. Piégée par la force d'inertie, avec la métaphore du train qui se dirige à toute vitesse vers l'abîme et dont personne n'est capable de tirer le signal d'alarme, l'assemblée du CNH ne tint pas compte de ce document. Dans d'autres écoles, on fit la même proposition et Pablo Gonzalez Casanova publia également ses réflexions à ce sujet (23). Évidemment, personne ne voulut prendre le risque de proposer à la base du mouvement la nécessité d'arrêter un mouvement qui avait atteint de grands et irréversibles acquis politiques et culturels. C'était l'épreuve finale pour la consécration du CNH comme une direction accomplie du mouvement politico-social le plus important du Mexique de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle (24). Le massacre du 2 octobre avec l'arrestation des principaux dirigeants du CNH et la persécution qui ne cessa même pas pendant les Jeux Olympiques, fit disparaître la direction du mouvement, qui perdit sa capacité d'initiative et sa lucidité.

Le PCM, qui avait plutôt été le bouc émissaire du gouvernement, sans obtenir une présence importante dans le mouvement, se retrouva tout à coup hégémonique dans le CNH. Avec l'aide de quelques étudiants arrivés au CNH sans aucune responsabilité, Marcelino Perelló s'érigea en principal dirigeant, avec l'approbation de la presse, catapulté grâce à ses relations officieuses avec des personnages du gouvernement qu'il entretenait à l'écart du CNH (avec l'accord de la direction de son parti). Sans tenir compte des événements ni chercher les alternatives qui permettraient une sortie pour le mouvement dans ces nouvelles circonstances, le nouveau CNH se précipita pour lever la grève. Plus tard quand les étudiants décidèrent de mettre fin à la grève le 4 décembre, le CNH présenta un « *Manifeste à la Nation en date du 2 octobre* », où de façon ignominieuse il faisait seulement allusion au massacre de la Nuit de Tlatelolco, présenté comme une question « *d'intransi-*



geance » et « *d'intolérance* » du gouvernement, sans prendre la défense de nos camarades prisonniers, torturés et soumis à des accusations insensées, oubliant même la poursuite des persécutions. Le 6 décembre 1968, lorsque le CNH décida sa propre dissolution, il n'existait déjà plus.

### 7. Le souffle de la guerre froide

Le mouvement étudiant démarra sur une provocation du gouvernement qui apparut dans un premier temps comme une sorte de répression préventive — chose courante pendant la guerre froide — pour mettre à l'écart des personnages gênants (communistes, critiques, dissidents) afin de garantir la tranquillité pendant les 19<sup>ème</sup> Jeux Olympiques. C'est ce que mettait en évidence le coup de

filet du 26 juillet contre des membres du Parti communiste mexicain et de son organisation de jeunes, la JCM, en occupant leurs locaux et celui de leur journal *La Voz de México*, alors que les premiers affrontements entre les étudiants et la police au centre de la ville n'étaient même pas terminés. La campagne de presse qui se déclina immédiatement allait dans ce sens. Et après l'intervention de l'armée à l'aube du mardi 30 juillet les fonctionnaires du gouvernement (le régent Alfonso Corona del Rosal, le procureur général de la République Julio Sanchez Vargas et Luis Echeverría) dénoncèrent un « *plan d'agitation et de subversion parfaitement agencé* ». De toute façon ce qui était clair c'était que le gouvernement de Díaz Ordaz avait commis une grave erreur, le conflit lui échappa et malgré les signes de crise politique et l'évolution des événements, personne au sommet du pouvoir ne comprit ce qui se passait.

Le mouvement étudiant révéla les faiblesses du régime présidentiel corporatif quand ce dernier était à son apogée, et en même temps il découvrait des libertés, il montra la possibilité de vivre la politique autrement, de façon démocratique, égalitaire sans subordinations imposées. Le mouvement étudiant fut écrasé militairement, de façon brutale, démesurée, injustifiable. Ce fut un crime d'État qui doit encore être jugé maintenant que les responsables sont identifiés. Il ne fut pas écrasé politiquement. La nation tout entière fut couverte de honte par la bassesse du génocide de la Nuit de Tlatelolco. Tapie comme un lion, elle a bondi, s'est rebellée, a humilié les responsables et elle a libéré des forces qui n'ont cessé de produire des changements et de générer des alternatives. A long terme dans la perspective historique le mouvement étudiant populaire de 1968 a triomphé de manière frappante.

Quarante ans après le sillage de 1968 est toujours là, orgueilleux.



L'armée met fin au mouvement à Tlatelolco le 2 octobre



23. « *Decisiones y riesgo* » publié dans *La Gaceta. Boletín informativo del Consejo nacional de Huelga* n° 7 du 13 septembre 1968, reproduit par Gilberto Guevara Niebla, *La libertad...*, cit., pp. 261-268. Le document mentionné, que j'ai écrit un peu avant le 18 septembre, fut diffusé sous la signature de la Brigada Karl Marxdu Comité de Lutte de Sciences Politiques.

24. Voir les opinions de Raúl Álvarez (op. cit., 179-180) et Gilberto Guevara (op. cit., p. 267), qui après avoir fait l'éloge des réflexions de González Casanova, se demandent en ce qui concerne l'idée de retourner en cours : « *Comment traiter une réponse de ce type dans une assemblée aussi turbulente que celle du Conseil et devant tous les médias étudiants ?* »